

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT
DES
SERVICES ADMINISTRATIFS
DANS L'ARMÉE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

A. LAURENT

CAPITAINE AU 17^e RÉGIMENT D'INFANTERIE



MONTPELLIER
IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT
DES
SERVICES ADMINISTRATIFS
DANS L'ARMÉE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

A. LAURENT

CAPITAINE AU 17^e RÉGIMENT D'INFANTERIE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémond, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

Barthélemy, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel

Antonelli, chargé de cours d'Économie politique.

Rochette, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Charmont, *président*.

Glaize,
Barthélemy, } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PRÉFACE

De bonne heure, au cours de mes études littéraires, je m'étais senti attiré vers l'antiquité romaine. Animé des sentiments de la plus haute admiration pour le peuple-roi qui avait trois fois conquis le monde : par la puissance de ses armes, par l'éclat de sa religion et par la force de son droit, j'avais formé, dès ma plus tendre enfance, le projet bien innocent de connaître les secrets d'une civilisation aussi resplendissante. Sachant, d'autre part, que les mœurs d'un peuple et son état social se reflètent surtout dans le code de ses lois, j'étais bien décidé à ne quitter les bancs du collège que pour venir m'asseoir sur ceux de la Faculté de droit.

Je caressais donc ce rêve consolant, lorsqu'à l'âge de dix-huit ans, j'eus le grand malheur de perdre un père adoré qui, sous forme de dernière volonté, me supplia, sur son lit de mort, d'embrasser la carrière militaire dont le côté brillant l'avait surtout séduit, car il en ignorait les déboires. J'aurais considéré comme un sacrilège le manque de soumission à ses ordres formels, et l'idée ne me vint pas un instant de me dérober devant un devoir aussi impérieusement tracé.

Les exhortations du cher défunt n'avaient cependant pu réussir à me soustraire aux aspirations de ma première jeunesse ; et, le *votum mortis* accompli, je me promettais bien de saisir la première occasion de revenir à mes anciennes amours.

Ma nomination de lieutenant au régiment d'infanterie de Montpellier, en avril 1897, me remplissait d'une joie bien légitime, car elle allait enfin me permettre de réaliser le secret désir de toute ma vie ; aussi, l'année suivante, étais-je ravi de venir, avec toute l'ardeur d'un néophyte, prendre place parmi les étudiants de première année, bien que mes cheveux, déjà grisonnants, parussent attirer les regards quelque peu narquois de cette brillante jeunesse qui est le légitime orgueil de l'université montpelliéraine.

Mais, semblable à Télémaque, dont j'avais autrefois admiré les aventures, je devais connaître bien d'autres écueils avant d'arriver au port. Échoué sur les côtes de la Corse, lors des incidents de Faschoda, je n'abandonnais guère cette île que pour faire voile vers la Crète, cette Sicile de l'Orient, où, pendant deux ans, je goûtai les charmes de l'occupation internationale.

J'avais enfin le droit de compter sur un repos bien mérité, lorsque la tempête subitement déchaînée sur le Midi viticole est venue me jeter sans pitié dans la « riante et fertile » oasis de Gafsa, pour parler le langage tenu à la tribune du Parlement, là même où fut reléguée jadis la troisième légion gauloise, dont le chef avait tenté un *pronuntiamento* militaire et rêvé la pourpre impériale, au pied des palmiers dattiers qui projettent une ombre trop légère sur les sables dorés du désert. Ici, du moins, l'air que l'on respire est pur, et le titre de Français attire le respect. Les passions religieuses et politiques viennent expirer au seuil de l'immensité sablonneuse : tout porte à la méditation et au travail.

C'est donc cette nouvelle Thébàïde que j'ai choisie pour me recueillir et codifier en quelque sorte les quelques renseignements épars que j'ai pu recueillir parmi les volumes poussiéreux de la bibliothèque du cercle militaire de Gafsa, et surtout auprès de nombreux chefs et amis que je n'ai pas

craint de mettre à contribution, au moyen d'une interminable correspondance qui a dû être aussi fastidieuse pour eux qu'elle était utile, je dirai même indispensable, pour moi. A tous ceux qui ont bien voulu m'éclairer de leurs lumières et m'aider de leurs conseils, je dis merci du fond du cœur.

J'ai tenu à rappeler ici toutes les vicissitudes de ma bien modeste carrière, afin de montrer les difficultés sans cesse grandissantes avec lesquelles je me suis trouvé aux prises, chaque fois qu'il s'est agi de poursuivre mes études juridiques ; et j'ai eu besoin de toute la bienveillance de mes maîtres pour arriver à surnager au milieu de tant de naufrages. Leur indulgence, je dois le dire bien haut, ne m'a jamais fait défaut : elle fut toujours pour moi le plus précieux des encouragements. C'est à elle seule que je viens faire un dernier et chaleureux appel pour obtenir, si j'en suis jugé digne, le titre qui servira de couronnement à dix années d'un labeur pour ainsi dire incessant. Si j'ai eu l'audace du malheureux Icare, puissè-je ne pas en partager le sort infortuné ! puissè-je bientôt revoir ma patrie, car Gafsa c'est le désert, et l'oasis c'est la France !!

Gafsa, le 15 octobre 1907.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT
DES
SERVICES ADMINISTRATIFS
DANS L'ARMÉE

INTRODUCTION

L'histoire de l'administration militaire est des plus attachantes et des plus utiles à connaître de nos jours : à ce double point de vue, son étude devait nous passionner. N'est-il pas du plus haut intérêt de rechercher à travers quels tâtonnements s'est constitué un organisme aussi puissant, de savoir quelles expériences et quelles conclusions sont à ce sujet le legs de siècles glorieux pour nos armes ?

L'administration de l'armée est une des branches de l'administration publique ; elle a dans ses attributions tout ce qui concerne l'organisation, l'instruction, l'entretien et la conservation des armées ; elle pourvoit aux besoins de toutes sortes d'un nombre considérable de citoyens, besoins moraux aussi bien que besoins matériels. Elle reçoit pour cela une partie des ressources de

l'Etat, deniers, meubles et immeubles ; elle obéit à des règles spéciales tracées pour son fonctionnement : lois, décrets et règlements ; elle dispose d'un nombreux personnel à qui sont confiées les diverses parties de cette mission.

C'est elle qui met entre les mains du chef d'armée ses éléments d'action, qui le pourvoit de tout ce qui est nécessaire pour vivre et pour combattre, qui conserve et fortifie. Aussi, un chef militaire qui bornerait ses études à la science de la conduite des troupes serait-il forcément incomplet ; il faut qu'il sache les administrer, pourvoir à tous leurs besoins, les reformer quand elles sont désorganisées ; pour lui, les rouages administratifs ne doivent avoir aucun secret ; il doit s'en servir, les faire mouvoir aussi bien que les forces militaires dont il dispose. Les plus grands administrateurs dont l'histoire a conservé la mémoire n'ont-ils pas été César et Napoléon, en qui s'était incarné le génie militaire !

Malgré l'intérêt considérable qu'il serait susceptible d'éveiller chez le lecteur, un aussi vaste sujet ne saurait être traité ici-même, en raison de la somme colossale de travail qu'il exigerait, et surtout à cause de la pénurie presque complète de documents dont la consultation serait indispensable. Une telle œuvre comporterait en effet l'étude détaillée de tous les services administratifs de notre armée, c'est-à-dire des services de l'artillerie, du génie, de l'intendance, de santé, des poudres et salpêtres, etc.

Mais nous avons dû « nous borner », pour obéir au vœu du poète et nous contenter de l'étude résumée des deux principaux services administratifs autour desquels viennent d'ailleurs graviter tous les autres : l'intendance et le service de santé. Nous allons essayer d'esquisser à

grands traits la physionomie de ces importantes branches de l'administration militaire, en temps de paix d'abord et en temps de guerre ensuite. Nous y ajouterons, grâce aux renseignements inespérés que nous avons pu recueillir au dernier moment, quelques mots sur la manière dont fonctionne le service sanitaire dans les principales armées européennes.

Nous avons cru bon de terminer notre modeste travail par l'exposé de quelques notions de contentieux administratif relatives aux services du même nom, et qui seraient avantageusement connues d'un grand nombre d'officiers, à cause des emprunts fréquents que ceux-ci pourraient y faire dans la pratique journalière de leurs fonctions.

La majeure partie de notre argumentation a été puisée dans les ouvrages aussi nombreux que savants de M. l'Intendant général Delaperrière sur la France administrative, sur l'administration et l'organisation de l'armée, dans les notions de contentieux administratif de M. le contrôleur général Crétin et dans le volume de législation militaire du docteur Boisson.

Mais c'est surtout après la lecture attentive et approfondie des principaux règlements militaires et des bulletins officiels du ministère de la guerre, que nous avons essayé de condenser en quelques pages les résultats de nos recherches.

SERVICE DE L'INTENDANCE

OBJET

Le service de l'intendance comprend :

Les services de la solde, des subsistances militaires, de l'habillement, du campement, du harnachement de la cavalerie, des marches et des transports, du couchage, et l'ordonnancement des dépenses relatives à ces services;

L'ordonnancement des dépenses des corps de troupe et des établissements considérés comme tels, la vérification et la régularisation des dépenses en deniers et en matières effectuées sur la caisse ou les magasins de ces corps ou établissements.

L'ordonnancement et la vérification des dépenses des bureaux de recrutement et du service de la justice militaire;

Enfin, l'administration des personnels sans troupe et des isolés jouissant d'une solde, d'un traitement ou d'une gratification ;

Tel est l'ordre dans lequel nous allons procéder à l'étude des différents services ressortissant à l'intendance.

Mais, avant de montrer le fonctionnement de cet organisme si puissant, si admirablement conditionné, n'est-il pas indispensable de connaître les ingénieurs chargés de mettre en mouvement une machine aussi délicate à bien actionner. Le touriste qui admire un beau monument, commence par demander le nom de l'architecte qui l'a construit. Il est donc logique de jeter dès maintenant un

coup d'œil d'ensemble sur le personnel chargé de l'exécution des divers services énumérés au début de ce chapitre et qui comprend : les fonctionnaires de l'intendance et leurs différents auxiliaires, c'est-à-dire les officiers d'administration et les troupes d'administration.

HISTORIQUE DU CORPS DE L'INTENDANCE MILITAIRE

L'idée première de constituer à côté de l'armée un corps spécial chargé de pourvoir à tous les besoins des troupes en campagne appartient à Louvois et fut réalisé par ce grand ministre au moyen de la création des *commissaires des guerres* qui rendirent les plus importants services pendant les grandes luttes des XVII^e et XVIII^e siècles ; mais c'est plus particulièrement à l'époque de la Révolution que remontent les origines de l'organisation de l'administration de l'armée telle qu'elle existait avant la réforme récente.

D'après la loi du 28 nivôse an III, les fonctions et attributions des commissaires des guerres étaient en effet très étendues. D'une manière générale, elles portaient, aux termes de l'article 1^{er}, « sur toutes les parties de l'administration militaire, sur tous les objets qui tiennent à l'économie dans les dépenses et consommations des armées, sur tout ce qui intéresse les besoins de tout genre des défenseurs de la patrie ; enfin sur tout ce qui concerne la discipline des troupes ainsi que celle des employés attachés aux armées ».

Cette loi concentrait entre les mains des commissaires des guerres des attributions variées, tenant à la fois de la gestion et du contrôle. Le premier consul, pour faire cesser entre ces deux ordres d'attributions une confusion,

toujours dangereuse sinon préjudiciable, rendit, le 9 pluviôse an VIII un arrêté qui disposait, dans son article 1, que « les fonctions attribuées aux commissaires des guerres seraient désormais partagées entre deux corps distincts et indépendants, celui des inspecteurs aux revues et celui des commissaires des guerres », ces derniers conservant toutes les attributions relatives à la gestion, et le nouveau corps des inspecteurs aux revues étant chargé de tout ce qui concernait le contrôle : notamment de la vérification de la solde, avec mission de passer des revues générales, trimestrielles ou inopinées de l'effectif des troupes ; de la surveillance des magasins de l'habillement, de l'équipement, de l'armement, etc. ; de l'examen de la comptabilité des divers agents de l'administration militaire.

Aucune modification importante ne fut apportée jusqu'en 1817 à cette organisation, qui fonctionna régulièrement pendant toute la durée des grandes guerres de l'Empire et ne fut pas sans rendre de réels services aux armées. Cependant, le gouvernement de la Restauration crut devoir changer complètement le système de l'administration de l'armée, et une ordonnance royale du 29 juillet 1817 remplaça les deux corps des commissaires des guerres et des inspecteurs aux revues par un corps unique qui, sous le titre encore existant aujourd'hui d'intendants militaires, reçut les attributions qu'il a conservées, à peu près sans modifications jusqu'à nos jours ; et qui consistent principalement dans une mission de surveillance et de contrôle local.

Les choses demeurèrent longtemps en cet état, lorsqu'en 1856, à la suite de la guerre de Crimée, le ministre de la guerre reconnut l'inconvénient de confier aux mêmes fonctionnaires deux attributions distinctes et que leur

nature rend, pour ainsi dire, incompatibles : la direction administrative, et l'exercice du contrôle.

C'est pour remédier au vice particulier de cette organisation et pour rendre plus réel et plus efficace le contrôle des opérations de l'administration militaire, que le ministre fit décréter la création de huit emplois d'intendants-généraux, choisis parmi les intendants divisionnaires ayant servi trois ans au moins dans ce grade et parmi les généraux de brigade ayant la même ancienneté, qui forment auprès du ministre de la guerre un comité permanent d'administration, et sont exclusivement chargés du contrôle de l'inspection administrative. Tel était l'état de la législation en cette matière lors de la fatale guerre de 1870.

A la suite de nos désastres militaires, l'attention publique fut naturellement appelée sur la nécessité de réformer, conformément aux données d'une triste et récente expérience, l'organisation plus ou moins défectueuse des divers services de notre armée nationale. Le service de l'administration de l'armée n'échappa pas sous ce rapport à la loi commune. On peut même dire que les attaques dirigées contre lui, et spécialement contre le corps de l'intendance militaire qui le personnifiait, revêtirent dès l'abord un caractère de violence et d'exagération tout particulier : la part de responsabilité qui lui incombait dans les funestes événements de la dernière guerre fut étendue hors de toutes proportions et, en conséquence, il fut dénoncé avec passion, dans la presse et à la tribune, comme devant être l'objet, avant tout autre, de nombreuses et radicales modifications.

Cette absence de modération et d'impartialité tenait à différentes causes.

L'opinion publique avait en effet confondu, dans un

sentiment souvent injuste, les fautes des hommes et les vices des institutions, et avait rendu presque uniquement responsable du mauvais fonctionnement des services le corps qui personnifiait l'administration. Si les troupes avaient manqué de vivres, si les blessés avaient manqué de soins, on s'en prenait au corps de l'intendance. On ne recherchait pas quelle part devait avoir dans ce dénuement le défaut de préparatifs, l'insuffisance des ordres supérieurs, les hésitations incessantes dans la direction générale de l'armée, l'imprévoyance et l'incurie des soldats eux-mêmes. On oubliait les circonstances exceptionnelles d'une guerre constamment malheureuse, au milieu desquelles les combinaisons étaient, à chaque instant, déjouées, où chefs et soldats étaient trop souvent forcés d'aller à l'aventure, où la meilleure organisation eût été impuissante à fournir un service régulier. On avait besoin d'une responsabilité pour toutes ces souffrances ; on trouvait l'intendance militaire et on lui faisait supporter le poids des fautes communes.

Il faut aussi accuser l'hostilité étroite et systématique dirigée contre le corps de l'intendance militaire. Investi par les lois antérieures d'une mission rigoureuse de contrôle, qu'il avait exercée pendant une longue série d'années, ce corps de fonctionnaires n'avait pas été sans susciter contre lui bien des irritations et des rancunes. De plus, sa constitution même en corps d'élite, distinct et indépendant de la hiérarchie militaire, dont il possédait cependant tous les avantages, recruté au concours parmi des officiers de réelle valeur, l'avait rendu à la fois désirable et inaccessible pour beaucoup d'ambitions et d'incapacités. La campagne vigoureusement menée ne tarda pas à aboutir, et son premier résultat fut de faire proclamer, dans la loi générale du 21 juillet 1873 sur l'organisa-

tion de l'armée, la nécessité d'une modification essentielle, dont les principes et les bases étaient ainsi déterminés par l'article 17 : « Outre les états-majors, dont il est parlé à l'article précédent, le commandant du corps d'armée a auprès de lui et sous ses ordres les fonctionnaires et les agents chargés d'assurer la direction et la gestion des services administratifs et du service de santé. Une loi spéciale sur l'administration de l'armée règlera les attributions de ces divers fonctionnaires et agents et pourvoira à l'établissement d'un contrôle indépendant ».

L'élaboration de cette loi, annoncée dès 1873, votée le 16 mars 1882 et promulguée au *Journal Officiel* du 25 mars 1882, s'est donc prolongée pendant près de neuf ans. C'est elle que nous allons étudier en détail et qui servira de base à ce modeste travail.

ROLE DU CORPS DE L'INTENDANCE MILITAIRE

Les attributions et les relations de service du nouveau corps de l'intendance militaire furent fixées par les ordonnances des 20 juillet 1817 et 18 septembre 1822, complétées plus tard par l'ordonnance du 3 mai 1892.

« Les fonctionnaires de l'intendance sont, disait l'ordonnance du 18 septembre 1822, les délégués directs de notre ministre de la guerre dans tout ce qui intéresse le bon ordre des finances de ce département, c'est-à-dire l'économie dans les dépenses, la régularité dans les paiements, l'exactitude et la célérité dans la reddition des comptes. » Leur action était donc, comme celle du ministre, à la fois une action de direction et une action de contrôle ; on pouvait la définir comme il suit : « direction des services et contrôle du personnel et du matériel ».

Comme corps directeur, l'intendance était classée parmi les états-majors, et les ordonnances consécutives en avaient fait une seconde section de l'état-major général. Comme corps de contrôle, elle devait exercer une surveillance constante sur toutes les personnes recevant de l'État des deniers ou des matières, à la charge d'en faire un usage conforme aux règlements ou, plus généralement, sur toutes personnes, sur tous faits, pouvant créer une dépense pour l'État.

Cette double attribution de la direction des services et du contrôle des situations personnelles, confiée aux mêmes fonctionnaires, les avait placés, vis-à-vis des chefs militaires, dans une situation particulièrement délicate et même un peu fausse.

Le commandement, en effet, qui a la responsabilité de l'emploi et de la conservation des forces militaires, ne peut jamais se désintéresser de la manière dont les services administratifs sont dirigés ; il a le droit et le devoir de s'assurer que tous les besoins des troupes, des divers personnels militaires, seront satisfaits en temps opportun ; il a donc sur l'action administrative un droit permanent de surveillance.

D'un autre côté, le contrôle ne peut s'exercer que s'il est libre et indépendant des personnes qu'il est appelé à surveiller.

Il en résulte que, comme corps de contrôle, l'intendance devait être indépendante, et que comme corps d'administration, elle devait être subordonnée.

On chercha d'abord à concilier deux choses d'apparence pourtant contradictoire, en distinguant subtilement le temps de paix du temps de guerre.

On pensait qu'en temps de paix, à l'intérieur, tous les faits sont, à l'avance, prévus par les règlements ; qu'aucun

d'eux ne peut présenter un caractère d'urgence tel qu'on ne puisse recourir immédiatement à l'autorité du ministre. On avait donc pensé qu'en temps de paix, l'administration marchant pour ainsi dire toute seule, il convenait de fortifier le contrôle, en donnant aux officiers qui l'exercent une certaine indépendance à l'égard des chefs militaires qui ne pouvaient les punir directement. On avait d'ailleurs défini et limité, dans tous les règlements spéciaux, les droits du commandement qui pouvait, sous sa responsabilité, donner des ordres même extra-réglementaires, pourvu qu'ils fussent donnés par écrit.

En temps de guerre, au contraire, le commandant en chef revêt tous les pouvoirs administratifs du ministre. Alors il faut, avant tout, pourvoir l'armée ; les devoirs du contrôle s'effacent devant la nécessité bien autrement impérieuse de concourir sans réserve au succès des opérations militaires, et le chef doit pouvoir, s'il le faut, briser toutes les résistances. Dès lors l'intendance était complètement subordonnée au commandement.

La loi du 24 juillet 1873 a complètement changé la situation, en plaçant, par son article 17, les fonctionnaires chargés de la direction des services sous les ordres immédiats des généraux commandant les corps d'armée ; mais comme, en raison de cette subordination, bien des faits échappent nécessairement à leur surveillance, la même loi a dû prévoir la création d'un contrôle supérieur, complètement indépendant du commandement. Telle est l'origine de la création du corps de contrôle.

Enfin, la loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée et divers décrets portant règlement d'administration publique ont défini toutes les attributions des corps administratifs et réglé le fonctionnement de leurs services.

Nous étudierons plus loin les rapports existant entre le service de l'intendance et le commandement.

Le corps de l'intendance se compose d'éléments pris dans l'armée elle-même ; il possède une hiérarchie propre qui est la suivante :

Adjoint à l'intendance militaire cor-	
respondant au grade de.....	capitaine.
Sous-intendant militaire de 3 ^e classe	
correspondant au grade de.....	chef d'escadron.
Sous-intendant militaire de 2 ^e classe	
correspondant au grade de.....	lieutenant-colonel.
Sous-intendant militaire de 1 ^{re} classe	
correspondant au grade de.....	colonel.
Intendant militaire correspondant au	
grade de.....	général de brigade.
Intendant général correspondant au	
grade de.....	général de division.

Les adjoints à l'intendance sont pris parmi les capitaines de toutes armes et parmi les officiers d'administration de 1^{re} classe du service de l'intendance et du service de santé. En temps de paix, ils sont employés exclusivement à des travaux dans les bureaux des sous-intendants ou intendants, et ne peuvent, en aucune circonstance, exercer en titre les fonctions de chefs de service.

Les sous-intendants militaires sont recrutés parmi les adjoints à l'intendance ou parmi des capitaines, officiers d'administration de 1^{re} classe ou principaux, chefs de bataillon, d'escadron, ou majors, dans des conditions particulières d'ancienneté et d'aptitude, dont le détail serait sans grand rapport avec le point de vue qui nous occupe.

RAPPORTS DES FONCTIONNAIRES DE L'INTENDANCE
AVEC LE COMMANDEMENT.

Le service de l'intendance d'un corps d'armée est dirigé par un membre du corps de l'intendance militaire du grade d'intendant général ou d'intendant militaire, qui prend le titre de directeur du service de l'intendance du corps d'armée. Ce haut fonctionnaire réside au chef-lieu du corps d'armée et ne peut s'absenter, même pour le service, qu'avec l'autorisation du général commandant. Les fonctionnaires du corps de l'intendance militaire et les officiers d'administration du service de l'intendance affectés à la région du corps d'armée, sont respectivement placés sous sa direction.

Le ministre désigne les sous-intendants militaires de toutes classes et les adjoints à l'intendance. Ces fonctionnaires ne peuvent être déplacés que par lui ; toutefois, les adjoints peuvent être envoyés provisoirement dans d'autres places que le chef-lieu de la région, par décision du général commandant, rendue sur la proposition du directeur du service de l'intendance.

L'entrée en fonctions du directeur et des chefs de service de l'intendance est mise à l'ordre du corps d'armée. Elle est notifiée par le commandement aux préfets intéressés et aux trésoriers-payeurs généraux, dans les conditions prescrites par l'article 111 du règlement du 3 avril 1869 sur la comptabilité du département de la guerre.

Les directeurs du service de l'intendance sont sous les ordres immédiats des généraux commandant les corps d'armée ; ils ne peuvent correspondre avec le ministre que par l'intermédiaire du général, à moins qu'ils n'aient à

lui rendre compte d'ordres écrits donnés par le commandement ou, exceptionnellement, à répondre à des demandes qu'ils auraient reçus directement du ministre ; dans ce cas, ils avisent le commandant du corps d'armée.

Les directeurs correspondent librement avec les fonctionnaires de l'intendance pour toutes les affaires concernant le service. Ils correspondent de même avec les directeurs des autres services du corps d'armée, ainsi qu'avec les autorités civiles, pour l'exécution des services dont ils ont la direction.

Les généraux commandant les corps d'armée ne peuvent, en dehors des cas prévus par les ordonnances, décrets et règlements, prescrire aucune mesure pouvant entraîner des dépenses pour l'Etat, sauf dans les circonstances urgentes ou de force majeure.

Ils doivent, dans ce cas, donner leurs ordres par écrit, sous leur responsabilité, et en rendre compte immédiatement au ministre. Les directeurs des services sont tenus, après observations, d'obtempérer à ces ordres, dont ils transmettent, de leur côté, une copie au ministre.

Les généraux commandant les divisions et les brigades, investis du commandement territorial des subdivisions de région, peuvent, en dehors des cas prévus par les ordonnances, décrets et règlements, donner l'ordre de pourvoir et de distribuer, sans l'autorisation préalable du commandant du corps d'armée, mais seulement dans les cas d'urgence ou de force majeure. Ils doivent alors donner cet ordre, par écrit, sous leur responsabilité, et en rendre compte immédiatement au commandant du corps d'armée, qui en avise à son tour le ministre.

Les sous-intendants militaires attachés aux divisions, brigades, subdivisions de région, ou places d'un corps d'armée, assurent le service sous la direction immédiate

du directeur et sous les ordres des généraux investis du commandement.

Ils correspondent librement avec le directeur, avec les autres chefs de service de la région, avec les conseils d'administration et les autorités civiles s'il y a lieu.

Ils ne s'adressent directement au ministre que dans les cas exceptionnels où ils ont à répondre à ses demandes directes ; ils avisent alors leur directeur et le général sous les ordres duquel ils sont placés.

Le sous-intendant rend compte au général commandant la division, la brigade ou le territoire, des ordres d'exécution qu'il a reçus du directeur et qui n'émanent pas du commandant du corps d'armée ; il en suspend l'exécution, s'il en est requis par le général, et en rend compte.

Il exécute les mesures extra-réglementaires que le général peut donner dans les cas d'urgence ou de force majeure. Il transmet à son chef immédiat une copie des ordres écrits qu'il a reçus à ce sujet, ainsi que des observations qu'il a présentées.

ATTRIBUTIONS DES FONCTIONNAIRES DE L'INTENDANCE

Les attributions du service de l'intendance, en ce qui concerne l'administration des corps de troupe et des établissements considérés comme tels, sont définies par la loi du 16 mars 1882 de la manière suivante : les dépenses en deniers et en matières effectuées sur la caisse et les magasins des corps, sont vérifiées et régularisées par le service de l'intendance.

A cet effet, les fonctionnaires de l'intendance, sous-délégués des crédits, s'assurent de la régularité de

toutes les dépenses qu'ils sont chargés d'ordonnancer.

Ils procèdent inopinément, ainsi qu'aux époques fixées par les règlements, à des vérifications de caisse ou des recensements de matériel partiels ou totaux. Ils peuvent, de leur propre initiative, faire l'inventaire des magasins de compagnie. Ils passent des revues d'effectif quand ils en reçoivent l'ordre du ministre ou des généraux.

Ils provoquent la réunion des conseils d'administration aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire ; ils approuvent les marchés que les corps se proposent de passer ou les dépenses qu'ils se proposent d'engager, lorsque les règlements du service imposent cette approbation préalable.

Ils consignent leurs observations, s'il y a lieu, dans des feuilles de vérification qui sont adressées au président du conseil d'administration.

Lorsque, dans l'exercice de la surveillance administrative, il se produit des conflits ou des divergences d'appréciation entre le service de l'intendance et les corps de troupe, le commandement, saisi de la question par les deux parties, prononce, ou, selon le cas, en réfère au ministre qui statue. La surveillance administrative des corps appartient d'ailleurs au général commandant le corps d'armée, seul chef responsable : elle n'est exercée qu'en vertu de sa délégation par les fonctionnaires de l'intendance.

Les directeurs du service de l'intendance doivent se faire rendre compte trimestriellement, par les fonctionnaires placés sous leurs ordres :

1° Des vérifications de caisses et des recensements auxquels ils ont procédé ;

2° Du nombre des séances du conseil d'administration auxquelles ils ont assisté.

Le ministre est informé des lacunes constatées dans cet ordre de choses.

Les membres du corps de l'intendance militaire ont seuls qualité pour dresser, sous forme authentique, les procès-verbaux destinés à constater les faits qui, dans les services dont ils ont la direction ou la surveillance administrative, peuvent intéresser le budget de la guerre.

Indépendamment des attributions générales qui leur sont conférées par la loi du 16 mars 1882, les fonctionnaires du corps de l'intendance exercent toutes celles que leur confèrent comme officiers publics, les lois, ordonnances et décrets en vigueur, ou qu'ils tiennent de la délégation ministérielle. Ainsi, à titre d'exemple, leur compétence s'étend aux divers services suivants : pensions militaires, état civil aux armées, location des dépendances du domaine militaire, apposition de scellés et successions militaires, prises sur l'ennemi, remises à l'administration des domaines, conseils de révision pour le recrutement de l'armée, engagements et rengagements, poste et trésorerie aux armées, etc...

Si l'on veut résumer tout ce qui précède en deux mots, il suffira de dire que les membres du corps de l'intendance ont des attributions générales et des attributions spéciales. Les premières comprennent :

1° La direction du service de l'intendance et la surveillance administrative des corps de troupe.

2° L'établissement, sous forme authentique, des procès-verbaux destinés à constater les faits qui, dans les services dont ils ont la direction ou la surveillance administrative, peuvent intéresser le budget de la guerre.

Les attributions spéciales sont celles conférées aux fonctionnaires de l'intendance comme délégués de l'autorité ministérielle ou comme officiers publics militaires.

En ce qui concerne leur action sur l'administration des corps de troupe, les fonctionnaires de l'intendance sont chargés :

1° En vertu de leur autorité propre et sans en référer au commandement, de vérifier et régulariser les comptes, de constater les existants en deniers et en matières, et de donner un caractère authentique à certains faits, par la rédaction de procès-verbaux ;

2° Par délégation du commandement, d'examiner les actes d'administration dans leurs conséquences et leur opportunité. Cette délégation ne peut d'ailleurs être attribuée qu'au sous-intendant chargé de la vérification des comptes du corps.

OFFICIERS D'ADMINISTRATION DU SERVICE DE L'INTENDANCE

Les officiers d'administration du service de l'intendance constituent, avec les commis et ouvriers militaires d'administration et, s'il y a lieu, avec des ouvriers civils, le personnel d'exécution des services administratifs. Ils se divisent en trois sections, savoir :

Les officiers d'administration des bureaux de l'intendance ;

Les officiers d'administration des subsistances ;

Les officiers d'administration de l'habillement et du campement.

Le point de départ de cette organisation, conservée dans ses parties essentielles par la loi du 16 mars 1882, réside dans un décret du 1^{er} décembre 1861, commençant en ces termes :

Article Premier. — Un personnel militaire est chargé, sous les ordres des fonctionnaires, de l'intendance de la

gestion et de l'exploitation des services administratifs, et des travaux de vérification des comptes de l'année. Il se compose de troupes d'administration, d'adjudants et d'officiers d'administration.

On appelle troupes d'administration celles qui sont chargées des travaux d'exécution des services de l'intendance et du service de santé. Elles sont organisées en vingt-cinq sections de commis et ouvriers militaires d'administration et vingt-cinq sections d'infirmiers militaires. On y rattache les troupes chargées des travaux de bureau dans les états-majors et le recrutement. Leur utilité est incontestable. Partout, en effet, où se trouve une armée, il faut tirer parti des ressources de toute nature que possède le pays ; il faut transformer les objets, rationner les denrées, les ramener à des formes immédiatement applicables aux besoins des militaires, enfin les distribuer aux parties prenantes. A l'intérieur, on pourrait, à la rigueur, n'employer pour ces travaux que des ouvriers civils.

Mais, en campagne, il serait imprudent et presque toujours illusoire de compter sur les ouvriers du pays ou sur le concours d'habitants obligés de les exécuter par corvées ; il est nécessaire que l'armée les opère elle-même. Les officiers d'administration des trois sections mentionnées ci-dessus forment un seul et même corps ; bien que réparties en trois services selon leur spécialité, ils peuvent être employés indifféremment dans l'un ou l'autre de ces services, suivant les ordres du ministre, si les circonstances l'exigent. Toutefois, l'avancement se fait distinctement dans chaque section, celle qu'a choisie librement l'officier d'administration lorsqu'il était élève à l'école de Vincennes. Ce corps a une hiérarchie propre réglée comme il suit :

Officier d'administration de 3^{me} classe ;

Officier d'administration de 2^{me} classe ;

Officier d'administration de 1^{re} classe ;

Officier d'administration principal.

Ces grades n'avaient autrefois aucune assimilation avec ceux de la hiérarchie militaire proprement dite ; ils se distinguaient par des broderies d'or sur collet garance ; ils ne comportaient ni galons de grade, ni dragonne.

Une circulaire ministérielle de juillet 1900 a donné aux officiers d'administration du service de l'intendance des marques distinctives de leur grade, lesquelles consistent en galons d'or façon dite « en trait côtelé » de six millimètres de largeur.

Ces galons, apposés sur le képi et sur les manches de la tunique sont au nombre de :

Quatre pour les officiers d'administration principaux ;

Trois pour les officiers d'administration de 1^{re} classe ;

Deux pour les officiers d'administration de 2^{me} classe ;

Un pour les officiers d'administration de 3^{me} classe.

Les officiers d'administration sont choisis parmi les élèves de l'école d'administration de Vincennes, à laquelle sont admis à concourir les sous-officiers de toutes armes, ayant deux années de grade au moment de l'examen. Le programme de l'examen et les formalités à remplir pour arriver à le subir n'offrent aucun intérêt particulier et seront passés sous silence.

Les officiers d'administration des bureaux de l'intendance secondent les fonctionnaires de ce corps dans tous les travaux d'écritures et de vérifications ; ils n'ont aucune autorité propre dans ces fonctions, toute l'autorité et toute la responsabilité incombant au fonctionnaire qui dirige le service et qui, seul, appose sur les pièces sa signature et son cachet officiel.

SERVICE DE LA SOLDE

OBJET DU SERVICE

Le service de la solde a pour objet de pourvoir à toutes les prestations qui entrent dans la composition du traitement en deniers, soit des militaires considérés individuellement, soit des corps de troupe et autres réunions considérées comme parties prenantes collectives du département de la guerre. Il a également pour objet la régularisation des prestations en nature ou des indemnités qui en tiennent lieu. Les prestations qui ressortissent au service de la solde sont : la solde, les indemnités, les hautes payes et les masses. Toutes les contestations relatives au traitement des militaires doivent être soumises au ministre de la Guerre, sauf appel au Conseil d'État.

DÉFINITIONS ET RÈGLES GÉNÉRALES

La solde des militaires, comme le traitement des fonctionnaires, est l'ensemble des prestations en deniers, au moyen desquelles l'État reconnaît et rémunère les services qui lui sont rendus. Les tarifs de solde ou accessoires sont fixés par décision du chef d'État, qui est naturellement obligé de se mouvoir dans les limites des crédits budgétaires.

Aucun militaire ne peut jouir d'une solde quelconque d'activité ou de disponibilité, s'il n'est en activité de service ou en disponibilité ; et cette solde, qui est toujours celle du grade et non celle de l'emploi temporairement occupé, ne peut être cumulée ni avec une pension civile ou militaire, ni avec un traitement à la charge de l'État ou des communes. Cette règle souffre cependant une exception remarquable en ce qui concerne les officiers de la réserve et de l'armée territoriale. Ceux-ci, lorsqu'ils sont convoqués pour accomplir une période d'instruction, touchent la solde minima de leur grade, quels que soient d'ailleurs les traitements dont ils peuvent jouir dans la vie civile.

En principe, la solde des officiers et des employés militaires ayant rang d'officier ou traités comme tels est unifiée par grade. Cependant la solde des capitaines et des assimilés est progressive et se modifie suivant leur ancienneté : elle varie après cinq, huit et douze années de grade. La solde des lieutenants varie suivant la classe ou l'ancienneté dans l'arme ; celle des assimilés pour la solde varie suivant qu'ils sont dans la première ou la deuxième moitié de la liste d'ancienneté. La solde se paye en principe à terme échu ; sauf en cas de départ aux manœuvres, en détachement, en congé, etc .. Dans les deux premiers cas, il peut même être perçu une quinzaine à titre d'avance.

Les règles d'allocation de la solde sont déterminées suivant les diverses positions dans lesquelles peuvent se trouver les militaires et qui sont les suivantes : l'activité pour les militaires de tout grade, le cadre de réserve et la disponibilité pour les généraux de division, de brigade et les assimilés, la non-activité et la réforme, pour tous les officiers et employés militaires ayant rang d'officier ou traités comme tels, la réforme enfin pour les sous-

officiers ayant servi au moins pendant cinq ans à titre de rengagés.

Pour tous les militaires de l'activité et de la disponibilité, les positions se subdivisent en position de présence et en position d'absence. La position de présence est celle de tout militaire présent au corps ou au poste qui lui est assigné ou en route pour s'y rendre, ou encore en mission. La position d'absence est celle du militaire en permission ou en congé, à l'hôpital, en jugement ou en détention, absent de son corps ou de son poste sans autorisation, enfin en captivité à l'ennemi. Ces diverses positions nous amènent à envisager des soldes correspondantes ; on en distingue en effet cinq espèces qui sont : la solde d'activité se subdivisant en solde de présence et d'absence, de disponibilité, de réserve, de non-activité et de réforme. Le quantum de ces diverses soldes est indiqué par des tarifs spéciaux annexés au règlement sur la solde.

La solde de présence est due à tous les militaires présents et, en outre, aux officiers et sous-officiers rengagés, commissionnés ou servant au delà de la durée légale et qui se trouvent dans l'une des situations suivantes : en mission, en témoignage, en permission avec solde de présence, en congé pour aller aux eaux, etc... Elle peut être accordée par l'autorité compétente aux officiers et aux mêmes catégories de sous-officiers se rendant en congé à l'étranger ou en convalescence.

En aucun cas la solde d'absence ne peut être allouée aux caporaux, brigadiers et soldats, mais seulement aux sous-officiers rengagés, commissionnés, ou servant au delà de la durée légale. Elle leur est due, ainsi qu'aux officiers, dans les positions suivantes : à l'hôpital, en congé pour affaires personnelles (jusqu'à six mois), en captivité,

en détention, en congé pour attendre la liquidation de la retraite.

Les officiers ayant au moins huit ans de service, dont quatre ans du grade d'officier, peuvent obtenir, dans les limites fixées annuellement par la loi de finances, des congés sans solde de six mois à trois ans, pendant lesquels ils perdent leurs droits à l'avancement, mais le temps passé dans cette position compte pour la retraite, la réforme et la solde progressive dont nous avons parlé précédemment.

Enfin les militaires absents irrégulièrement ou dépassant les délais qui leur sont impartis, n'ont droit à aucune solde.

Conformément au règlement du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, la prescription éteint, au profit de l'État, toutes créances de solde et indemnités quelconques qui, à défaut de justifications suffisantes, n'auraient pu être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai qui est fixé à cinq années pour les créanciers domiciliés en Europe et en Algérie, et à six années pour les créanciers résidant hors du territoire européen, sauf, naturellement, dans le cas où l'ordonnancement et le paiement auraient été différés au-delà des délais déterminés par le fait de l'administration ou par suite de pourvois formés devant le Conseil d'État.

PAIEMENT DE LA SOLDE

Les officiers et sous-officiers à solde mensuelle sont payés à terme échu, le dernier jour de chaque mois, sur émargement individuel d'une feuille dite « d'émargement ». Ils peuvent être payés dans le courant du mois

en cas de mutation et reçoivent, en cas de manœuvres, quinze jours de solde à titre d'avance.

Pour se procurer les fonds nécessaires, le corps ou détachement, dans le cas où celui-ci s'administre, dresse chaque mois des états de solde nominatifs pour les officiers et les sous-officiers à solde mensuelle; et, chaque quinzaine, des états de solde collectifs pour la troupe. Ces états, faisant ressortir les droits de tous aux différentes allocations en deniers sont envoyés au sous-intendant militaire qui les ordonnance et les renvoie au corps : celui-ci n'a plus qu'à en percevoir le montant chez les agents des finances à l'aide du livret de solde dont il sera parlé plus loin, pour effectuer ensuite le paiement aux ayants-droit : ces deux opérations sont de la compétence du capitaine-trésorier ou de l'officier payeur, le cas échéant.

En fin de trimestre, un état comparatif fait ressortir le trop ou le moins perçu de chaque officier ou sous-officier à solde mensuelle : celui-ci perçoit ou rembourse le montant des différences constatées.

Les officiers sans troupe et les employés militaires en activité, en disponibilité, en non-activité, les officiers généraux du cadre de réserve, les délégataires, les personnes autorisées à recevoir des avances sur la solde des prisonniers de guerre, les personnes au profit desquelles il est exercé des retenues pour aliments, les corps de troupe et établissements considérés comme tels, les détachements ayant une administration distincte doivent être pourvus de livrets de solde. Ces livrets sont destinés à recevoir l'inscription en toutes lettres, par les agents des finances, des sommes payées aux parties prenantes individuelles pour solde, indemnités diverses, etc .. à quelque titre que ce soit. Ils sont délivrés par le sous-intendant

militaire qui en cote et en paraphe tous les feuillets et y appose sa signature et son cachet.

DÉLÉGATIONS

Les officiers et assimilés, les employés militaires sous-officiers, et les sous-officiers des corps de troupe, ayant une solde mensuelle, qui font partie d'une armée mobilisée ou d'un corps expéditionnaire opérant à l'extérieur, sauf en Algérie et en Tunisie, ont la faculté de déléguer en faveur de leurs femmes, de leurs ascendants et de leurs descendants, jusqu'à concurrence de la moitié, la solde du grade dont ils sont pourvus au moment du départ; ils peuvent également souscrire, au profit d'un autre membre de leur famille ou d'un tiers, des délégations dont le montant ne doit jamais dépasser le cinquième de la solde, si cette dernière est supérieure à deux mille francs, et le dixième seulement, si elle est inférieure à ce chiffre.

Les officiers, employés militaires et sous-officiers qui veulent souscrire des délégations peuvent en faire, dès le temps de paix, s'ils le jugent utile, la déclaration: les officiers et sous-officiers des corps de troupe, à leur conseil d'administration; et les officiers sans troupe au sous-intendant de la région ou à son suppléant légal. Ces déclarations sont adressées par les soins des sous-intendants militaires, s'il s'agit d'officiers sans troupe et d'employés militaires, et des conseils d'administration s'il s'agit d'officiers de corps de troupe ou de sous-officiers, au général commandant le corps d'armée où les délégations doivent être payés. Cet officier général donne aux fonctionnaires de l'intendance les ordres nécessaires pour les paiements qui doivent être effectués par mois et à terme échu.

La durée des délégations est déterminée par les délégués : mais leur effet ne peut se prolonger au-delà de la limite d'un mois après la cessation de l'état de guerre ; elles cessent également de plein droit à partir du jour où le sous-intendant chargé du payement est avisé du décès, si elles sont faites en faveur des femmes, des ascendants et des descendants, et du jour du décès pour les autres délégations.

Le sous-intendant provoque le reversement au Trésor, par versement direct ou par précompte, de toutes les sommes payées, pour une période postérieure au décès de l'officier ou du sous-officier délégué, à titre de délégation ou d'avance, aux veuves, aux orphelins ou aux ascendants.

RETENUES

La solde des officiers et des sous-officiers à solde mensuelle est passible de certaines retenues soit au profit du Trésor, soit au profit des tiers.

Les officiers et assimilés subissent, au profit de l'Etat, comme tous les fonctionnaires d'ailleurs, une retenue dite pour la retraite et qui est égale à 5 % du traitement d'activité et 2 % du traitement de non-activité ou de réforme. Ceux qui sont logés, avec ou sans meubles dans des locaux appartenant à l'Etat, subissent sur leur solde une retenue proportionnelle à leur grade, que ces logements soient ou non occupés effectivement par eux.

Les officiers et sous-officiers à solde mensuelle, débiteurs de l'Etat, peuvent également subir une retenue sur leur traitement. Ces retenues ne peuvent excéder le cinquième de la solde nette pour les traitements supérieurs à deux mille francs et le dixième pour ceux qui ne dépassent pas

sent pas cette somme. Ces retenues sont faites par les sous-intendants sur les états de solde avant de les renvoyer aux divers intéressés.

Les retenues au profit des tiers ont lieu dans les conditions suivantes :

Le ministre de la guerre peut prescrire sur la solde des officiers et employés militaires en activité, en disponibilité, en non-activité, en jouissance d'une solde de réforme, une retenue pour aliments dans les cas prévus par les articles 203, 205 et 214 du Code civil. Cette retenue ne peut excéder le tiers de la solde nette. Elle est indépendante de toute autre que subirait déjà l'officier pour quelque cause que ce soit. Elle est opérée par déduction sur les états de solde, et le montant en est ordonnancé et payé aux personnes au profit desquelles la retenue est prescrite, sur la production d'un certificat de retenue et suivant le mode fixé pour les délégations. Ces dispositions sont applicables aux sous-officiers à solde mensuelle.

D'autre part, les créanciers d'un officier et d'un sous-officier à solde mensuelle peuvent saisir-arrêter sa solde, comme le traitement de tout fonctionnaire d'ailleurs, jusqu'à concurrence des proportions indiquées ci-dessus. Ces saisies sont signifiées au trésorier-payeur général qui fait effectuer les retenues par ses agents au moment du paiement des états de soldes. L'administration militaire n'a donc à intervenir à aucun degré, ni dans les formalités de saisie, ni dans la distribution aux créanciers du montant des retenues opérées. L'indemnité et la prime de rengagement des sous-officiers sont saisissables en totalité par voie d'oppositions.

Le ministre peut en outre ordonner, au profit de tiers des retenues sur la solde des militaires ci-dessus désignés lorsque cette solde n'est pas déjà frappée d'opposi-

tion, et jusqu'à concurrence du quantum précédemment indiqué.

Enfin, les chefs de corps peuvent prescrire des retenues sur le traitement des officiers et sous-officiers à solde mensuelle, sans limite de quotité, pour les dettes relatives à la nourriture, au logement, à la tenue, etc... En ce qui concerne les sous-officiers à solde journalière et les autres hommes de troupe, il ne peut être fait aucune retenue sur leur solde, ni aucune allocation autre que la prime de rengagement saisissable en totalité, ainsi que les dixièmes de prime.

INDEMNITÉS

En dehors de la solde et des prestations en deniers allouées au titre de l'alimentation et qui seront étudiées plus loin, certaines indemnités sont allouées dans le but de pourvoir à des obligations ou à des charges particulières imposées par le service. Elles se subdivisent en indemnités journalières ou mensuelles et en indemnités fixes. Nous allons dire un mot des principales d'entre elles :

Les principales indemnités fixes sont les suivantes :

1. L'indemnité de première mise d'équipement, qui est accordée aux militaires promus à certains grades ou à certaines fonctions (sous-officiers nommés officiers ou adjudants).

2. L'indemnité de première mise de harnachement, due à tout officier passant pour la première fois d'une position non montée à une position montée.

3. L'indemnité pour changement d'uniforme, allouée aux officiers et adjudants changeant de corps sans pro-

motion et par suite de circonstances indépendantes de leur volonté.

4. L'indemnité d'entrée en campagne pour les officiers ou adjudants se rendant à une armée active ou attachés à une place, du jour où cette dernière est déclarée en état de siège.

5. L'indemnité aux officiers faisant partie des colonnes expéditionnaires en Algérie et en Tunisie. Elle consiste dans l'allocation d'un mois de solde pour les officiers supérieurs et subalternes.

6. L'indemnité pour perte d'effets due aux officiers et adjudants, faits prisonniers de guerre autrement que par capitulation, et qui reçoivent l'ordre de rentrer en campagne après le retour de captivité.

7. L'indemnité pour perte de chevaux, due aux officiers qui, dans une affaire contre l'ennemi, ont eu des chevaux tués ou encore les ont perdus par suite de captivité non consécutive à une capitulation.

Les indemnités mensuelles sont :

1^o L'indemnité de monture, due à tout officier monté, et destinée à l'entretien du harnachement.

2^o L'indemnité pour frais de service et pour frais de bureau, allouée aux officiers pourvus de certains commandements ou d'emplois spéciaux, tels que : généraux, chefs de corps, majors, trésoriers etc...

3^o L'indemnité de logement due aux sous-officiers logés en ville faute de place dans les bâtiments militaires ou servant au delà de la durée légale.

Les indemnités journalières sont :

1^o L'indemnité aux troupes en marche, allouée pendant les jours de marche et de séjour, y compris le jour du départ et celui de l'arrivée.

2^o L'indemnité pour cherté de la vie, « dite indemnité

en rassemblement », due aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle dans certaines places et comprenant plusieurs tarifs, variables naturellement avec les causes qui les motivent.

A ces différentes indemnités, il y a lieu d'ajouter celles qui sont dues aux militaires pour frais de route et que réglemente l'instruction du 18 mars 1901. L'indemnité dite de route a pour objet de fournir aux officiers et sous-officiers rengagés ou commissionnés ainsi qu'aux militaires de la gendarmerie, les moyens de subvenir, conjointement avec leur solde, à la dépense résultant de leur transport et aux autres frais occasionnés par leur déplacement. Pour les autres sous officiers et les soldats, qui ne la cumulent pas avec la solde, elle est destinée à subvenir seule aux mêmes besoins, sans le secours d'aucune autre prestation.

Elle n'est jamais allouée lors des déplacements pour convenances personnelles. Le ministre peut cependant allouer, dans les limites des crédits fixés par le Parlement et sur la demande des intéressés, les frais de route aux hommes de troupe indigents allant en permission dans leur famille.

L'indemnité de route comprend : les indemnités de transport, les indemnités journalières et les indemnités spéciales de repas ou de découcher.

L'indemnité de transport comprend : l'indemnité kilométrique, l'indemnité fixe pour déplacement temporaire, l'indemnité fixe pour déménagement et l'indemnité de bagages.

L'indemnité kilométrique est destinée à assurer le transport des militaires isolés : elle est allouée en raison des distances à parcourir en chemin de fer ou en voiture publique, conformément aux indications qui figurent aux

barèmes. Elle n'est jamais allouée lorsque le transport du militaire est assuré gratuitement.

L'indemnité fixe pour déplacement temporaire est allouée, par grade et d'après un tarif général, pour chaque séjour comportant l'obligation de passer au moins une nuit à l'hôtel et nécessité par l'exécution d'une mission.

L'indemnité fixe pour changement de garnison ou de résidence est destinée à pourvoir aux frais de déménagement des officiers et assimilés, y compris les frais pour le transport du mobilier du domicile à la gare de départ et de la gare d'arrivée au nouveau domicile.

L'indemnité de bagages est allouée aux officiers et assimilés changeant de garnison ou de résidence pour le transport de leurs bagages ou de leur mobilier, soit sur les voies ferrées, soit sur les routes ordinaires. Ces deux dernières indemnités sont déterminées d'après le grade de l'officier et sa situation de famille.

L'indemnité journalière est destinée à pourvoir à toutes les dépenses de déplacement des militaires en route autres que les frais de transport personnels. Elle est allouée aux officiers et assimilés suivant un tarif spécial, et par chaque déplacement de vingt-quatre heures, cette durée constituant la journée de route. Pour les déplacements d'une durée inférieure, les officiers reçoivent une indemnité spéciale correspondant soit à chaque repas pris hors de la résidence, soit au découcher, sous la réserve que le montant des indemnités de repas et de découcher ne sera pas supérieur à celui de l'indemnité journalière.

L'indemnité de séjour n'est autre que l'indemnité journalière prolongée pendant un séjour temporaire ou une mission, jusqu'à concurrence d'un maximum de dix jours pour les militaires célibataires, et de dix jours augmen-

tés de moitié de la durée du déplacement réel, pour les militaires mariés, veufs ou divorcés avec enfants, ou vivant avec leur mère veuve, jusqu'à concurrence de 50 jours au maximum, déduction faite des journées pendant lesquelles ils auraient participé à des manœuvres donnant droit à l'allocation de l'indemnité de marche.

Le décompte des indemnités de route, basé sur les distances et les journées de route, a lieu sur un titre spécial, dit feuille de route, nécessaire à tout militaire se déplaçant isolément pour raisons de santé, pour cause de service ou par ordre. Ces feuilles sont détachées d'un registre à souche, coté et paraphé par le sous-intendant militaire chargé du service des frais de route. Elles sont délivrées par les chefs de corps ou de détachement : ces officiers peuvent déléguer ce soin, sous leur responsabilité, aux trésoriers ou officiers payeurs. Les sous-intendants militaires délivrent celles des isolés.

Le service des frais de route est centralisé par un sous-intendant militaire au chef-lieu de chaque département, sauf en ce qui concerne les déplacements spéciaux au service de l'artillerie et au service du génie. Le contrôle du service des frais de route, sauf en ce qui concerne les mêmes déplacements spéciaux, appartient au directeur de l'intendance, lesquels soumettent au ministre les résultats généraux de leurs vérifications.

HAUTES PAYES

Les règles d'allocation des hautes payes d'ancienneté sont déterminées par des tarifs spéciaux. Leur étude s'identifie avec celle des avantages pécuniaires réservés aux militaires engagés et rengagés : c'est donc cette der-

nière que nous allons essayer de résumer en quelques lignes, pour ne pas reculer à l'infini les limites de ce modeste travail.

La loi du 21 mars 1905 assimile, en principe, l'engagé à long terme au rengagé, au point de vue des avantages pécuniaires qui sont : la prime, la haute paye et la solde globale mensuelle.

La prime, qui remplace l'ancienne première mise d'entretien, est due aux engagés et aux rengagés qui portent la durée totale de leurs services à quatre ou cinq ans. Elle est proportionnelle au temps passé sous les drapeaux au-delà de trois ans, et payable dès que l'engagé a rejoint son corps ou dès que le rengagement a commencé à courir.

Elle peut être payée, si l'engagé le désire, soit au moment où il quitte les drapeaux, soit par annuités égales. Elle est alors augmentée de l'intérêt de 2,50 0/0. En cas de promotion au grade d'officier, le reliquat de la prime est payé immédiatement à l'ayant-droit. Le tarif des primes, variable avec les corps et le grade (sous-officier, brigadier et caporal, ou soldat) comporte plusieurs catégories. On distingue la prime forte et faible pour les sous-officiers, la prime forte, moyenne et faible pour les caporaux, brigadiers et soldats.

La haute paye est due, en principe, à partir du commencement de la troisième année de service. Elle est distincte par grade et pour chacune des deux catégories suivantes : 1° cavalerie et artillerie des divisions de cavalerie ; 2° autres troupes et services de l'armée métropolitaine. Elle peut être augmentée dans certains corps désignés par le ministre. Elle cesse d'être due aux sous-officiers admis à la solde mensuelle. Elle est progressive

pour les caporaux, brigadiers et soldats, après six et dix années de service.

Le droit à la haute paye est suspendu pendant les punitions supérieures à huit jours de prison et pendant les punitions de cellule. Celle-ci est également supprimée pendant la durée du séjour dans une compagnie de discipline ; mais ces mesures n'ont pas de caractère rétroactif pour les militaires engagés ou rengagés avant le 21 mars 1905. Une condamnation aux travaux publics ou à l'emprisonnement pour trois mois au moins fait perdre le droit à la haute paye et à la dispense des périodes d'instruction. La condamnation aux travaux publics fait perdre tout droit à la prime proportionnelle.

La haute paye est due en position d'absence. Les militaires des troupes métropolitaines rentrant des colonies touchent la haute paye au taux des troupes coloniales, pendant la durée des congés qu'ils obtiennent à leur retour en France.

Les sous-officiers qui sont faits prisonniers de guerre sont, à leur retour en France, rappelés de la haute paye pour tout le temps de leur captivité. Elle est calculée sur le taux auxquels ils avaient droit au jour où ils ont été faits prisonniers.

MASSES

Il est attribué aux corps de troupe, sous le nom de masses, certaines allocations en deniers, destinées à subvenir à des dépenses de différente nature :

Les masses sont des fonds d'abonnement alloués par l'État aux corps pour subvenir à une catégorie de besoins déterminés. La caractéristique de ces masses est la fixa-

tion, pour ainsi dire automatique, de leurs recettes, sans obligation pour les corps de justifier pour chaque perception de la réalité de leurs besoins. Elles offrent le précieux avantage d'intéresser les corps et les unités à la bonne gestion du service en leur laissant la libre disposition des économies réalisées et donnent, avec une grande simplification de comptabilité, une base beaucoup plus stable pour l'évaluation des dépenses.

Des réglementations spéciales fixent les bases des allocations applicables à chacune de ces masses que nous étudierons plus loin avec quelques détails. Les principales masses actuellement en usage dans l'infanterie sont : la masse d'habillement et d'entretien, la masse d'éclairage et de chauffage, la masse de harnachement, la masse de casernement et la masse des écoles.

SERVICE DES SUBSISTANCES MILITAIRES

HISTORIQUE

Le service des subsistances militaires a pour but d'assurer l'alimentation des hommes et des chevaux; on y rattache la fourniture du chauffage, soit comme moyen de cuisson des aliments, soit comme chauffage des hommes; on y rattache aussi l'éclairage, lorsqu'il est fourni par l'État.

Ce service est peut-être, de tous, le plus important; faire vivre les armées en campagne est un problème de la solution duquel dépendent souvent les résultats d'une guerre, et l'on a vu des armées victorieuses perdre tous les fruits de leurs succès parce que, faute de moyens de subsistance, elles se sont désagrégées sous l'étreinte de la misère; c'est ce qui avait fait dire à Vauban que « l'art de la guerre n'est rien sans l'art de subsister ».

Le service des subsistances est régi, en France, par l'instruction du 14 juin 1900. Mais, avant d'entrer dans les détails d'exécution, il est utile de jeter un rapide coup d'œil en arrière et de voir comment a fonctionné ce service aux époques antérieures; car la variété des systèmes qui ont été mis en œuvre porte avec elle un enseignement qu'il convient de ne pas négliger.

Avant le seizième siècle, il n'y avait pas, en France, de service de subsistances organisé, ni pendant la paix, ni en temps de guerre. Le roi payait aux capitaines des

compagnies d'ordonnance une somme déterminée par homme entretenu, et les capitaines pourvoyaient à tous les besoins de leur troupe : habillement, équipement, armement, vivres et fourrages. Aussi, dès que la solde cessait d'être payée avec régularité, les hommes d'armes se trouvaient obligés de faire main basse sur tout ce qui se trouvait à leur portée; en fin de compte, ils se livraient au pillage. Mais les guerres étant devenues plus longues et les armées plus nombreuses, on reconnut bientôt l'insuffisance d'un pareil état de choses, et le gouvernement dut se charger de fournir en nature la subsistance des troupes.

En 1557, Henri II créa des commissaires aux vivres, chargés d'établir des magasins sur le passage des troupes et d'acheter ou de réquisitionner les objets nécessaires à la subsistance des armées et à « l'avitaillement des places fortes ». Dix-huit années plus tard, on recourut à l'entreprise, en passant un marché avec un entrepreneur astreint à certaines formalités pour en assurer l'exécution. Mais l'entreprise avait engendré de tels abus, que Sully dut y renoncer, en mettant les approvisionnements en régie, c'est-à-dire en les confiant à une administration dont les chefs dépendaient de l'Etat, au lieu d'être des entrepreneurs, et comptaient avec lui comme de clerc à maître. Dès lors, le service des subsistances était créé.

Bien loin de détruire le personnel créé par Sully, Richelieu le fortifia en l'organisant par les ordonnances de 1627, 1629 et 1631. Il fut alors posé en principe que l'Etat devait prendre à sa charge, « en tout temps et en entier », le service des vivres, soit en station, soit en marche. Sous la haute surveillance du surintendant général des vivres et de six intendants généraux des vivres, le grand ministre de Louis XIII créa tout un personnel chargé de surveiller

la levée, la répartition, l'administration des réquisitions en nature, de fournir les voitures nécessaires à leur transport, de payer tous les frais de magasinage et enfin d'assurer les distributions aux troupes.

Tandis qu'à l'intérieur, le service des vivres était exécuté en régie, le service des armées en campagne était toujours exécuté à l'entreprise, par des employés qui, sous le nom de « munitionnaires », se chargeaient de tous les détails de la fourniture et des distributions.

Mais, après la mort de Richelieu, on oublia bien vite les dispositions de l'ordonnance de 1629, qui voulait que l'État se chargeât lui-même d'assurer le service des vivres et on laissa périliter une organisation qui avait donné de bons résultats, pour revenir en arrière.

Louvois, comme l'avait fait Richelieu, assura directement les fournitures nécessaires aux troupes, en créant, sur tout le territoire, des magasins chargés de pourvoir et de distribuer : il substituait ainsi la sollicitude de l'État à l'initiative des chefs de corps. Il organisa en outre le service des étapes à l'intérieur : c'est lui qui fit dresser, le premier, la carte des étapes, c'est-à-dire des lieux destinés au logement des troupes en marche. Les officiers et les soldats recevaient du pain, de la viande et du vin, ainsi que du fourrage pour leurs chevaux ; la ration variait avec l'arme et le grade de la partie prenante, parce que cette prestation remplaçait la solde ; on lui donnait le nom d'« étape » comme au lieu où on le distribuait.

Tout en reconnaissant les inconvénients et les abus de l'entreprise à la guerre, Louvois dut conserver les munitionnaires aux armées, parce que l'état des finances ne lui permettait pas de les supprimer. Mais il sut les maintenir dans le cercle de leurs devoirs, en réprimant toute malversation avec une rigueur impitoyable. C'est ainsi

qu'il parvint, sans surcroît de dépenses, à créer un personnel de « vivriers » servant avec zèle et dévouement, et qui fut le véritable palliatif des dangers de l'entreprise à la guerre.

Après Louvois, l'administration militaire faiblit et recula ; la subsistance des armées fut livrée à la cupidité ou à l'incapacité des munitionnaires, comme dans la malheureuse campagne de 1709.

En 1744, après les désastres administratifs que l'armée française d'Allemagne avait subis l'année précédente, le ministre d'Argenson disait avec tristesse : « Il n'est dans l'administration militaire qu'une seule garantie ; elle est tout entière dans la probité des agents et dans l'honneur des officiers. Au lieu de nous fatiguer à les surveiller, appliquons-nous à les bien choisir. » D'autre part, les ressources du Trésor étant épuisées, on fut obligé de recourir à l'entreprise, même pour le service des garnisons ; c'est ainsi qu'en 1765, il y avait, pour tout le service de l'intérieur, deux compagnies dites du Nord et du Midi.

En 1776, il y eut une réaction complète, grâce au comte de St-Germain qui, en temps de guerre comme en temps de paix, substitua à toutes les entreprises la régie directe qui, agissant à la manière du commerce, réalisait au profit de l'Etat les bénéfices qu'un entrepreneur eût forcément réalisés. En temps de paix, elle assurait le service de tous les magasins ; en temps de guerre, elle détachait près de l'intendant d'armée, un directeur et des employés.

Ainsi organisées, les agences rendaient de très bons services ; se succédant de père en fils, les employés acquéraient une expérience pratique sérieuse ; assurés d'une position honorable, ils étaient plus probes, plus dignes :

on trouvait déjà chez eux l'esprit de corps qui maintient les traditions d'honneur et de solidarité.

En 1788, cette institution fut bouleversée. On eut l'idée de confier aux corps de troupe eux-mêmes, les achats et la manutention du pain et des fourrages, sous le contrôle supérieur d'un comité de neuf personnes, auquel on donna le nom de « directoire des subsistances ». On donna au corps un abonnement appelé « masse de boulangerie », fixé à quarante-cinq livres, puis à quarante-huit livres par homme et par an.

Ce système, loin de donner les résultats brillants qu'on en attendait, jeta le trouble dans toutes les parties du service, surchargea les corps de soins qui ne peuvent leur appartenir, confondit toutes les attributions, et surtout entraîna la perte irréparable du précieux personnel fourni par l'organisation précédente.

Sous la Révolution, le désordre le plus complet régna dans le service. On essaya de tout, comités d'achat, agences, réquisitions, entreprises; ce fut en vain, on n'arriva à rien de stable. En l'an III, régie; à partir de l'an IV, entreprises générales annuelles, avec les vicissitudes les plus fâcheuses. Enfin, le 13 nivôse an VIII, le service des vivres est remis en régie, mais en régie intéressée, celle-ci recevant une prime d'encouragement égale à la moitié de la différence en moins entre le prix des achats et ceux des mercuriales authentiques.

En 1807, le service fut confié à une direction générale ayant pour chef un conseiller d'Etat : dans ce système, l'Etat faisait lui-même ses affaires; tout le personnel lui appartenait. En 1814, retour à l'entreprise; en 1817, retour à la régie. Enfin, l'ordonnance du 26 novembre 1823 supprima la direction générale des subsistances et en fit une division de la direction de l'administration

au ministère de la guerre. Depuis cette époque, le service a été exécuté, soit par des agents directs, soit par des entrepreneurs à la ration, selon les avantages que les circonstances, les localités et la nature des services peuvent présenter. D'après l'ordonnance de 1825, le personnel d'exécution comprenait des directeurs, des agents comptables et des commis agissant sous la direction supérieure des fonctionnaires de l'intendance ; mais la direction technique appartenait aux directeurs techniques divisionnaires des subsistances.

En 1838, les agents de tous les services administratifs furent militarisés, sous le nom d'officiers d'administration. C'est la hiérarchie qui existe encore aujourd'hui.

Au début de cette organisation, les comptables étaient chargés des approvisionnements, ils recevaient des ordres d'achats et traitaient avec les vendeurs. On reproche à ce système d'encourager la fraude, d'exciter l'esprit de spéculation et de donner parfois le scandale de fortunes mal acquises. En 1844, on enleva aux comptables tous les achats ; on disposa que toutes les fournitures seraient mises en adjudication publique par les soins des fonctionnaires de l'intendance, avec faculté de traiter de gré à gré, en cas de non-réussite. On put donner à des négociants, mais jamais à des comptables, la mission d'effectuer des achats à commission. Cependant la manutention restait encore aux comptables, moyennant un prix d'abonnement ; en 1851, on a supprimé cette dernière latitude et, depuis, toutes les dépenses ont dû être faites de clerc à maître, sans exception.

Tel est encore le système actuel ; cependant l'expérience des dernières guerres a montré que la théorie de 1844 était trop absolue et l'on reconnaît aujourd'hui qu'il n'est pas pratique de vouloir exclure les comptables des

achats ; depuis 1867, il a été recommandé de leur donner une participation dans les bénéfices dans les marchés et achats.

Il faut enfin mentionner, pour mémoire seulement, une tentative faite en 1850 pour revenir au système de 1788, c'est-à-dire pour charger les corps de se fournir eux-mêmes du pain de table ; on alloua aux troupes une indemnité représentative de la ration de pain (14 à 17 centimes par ration) et l'on supprima quarante-deux manutentions. Mais cet essai ne fut pas plus heureux que celui de 1788 et, pour les mêmes raisons, au bout de quelques mois, on s'empessa d'y renoncer.

Dans son remarquable cours de législation et d'administration militaires, M. l'Intendant général Delaperrière, qui fait autorité en la matière, tire de l'exposé historique qui précède, d'utiles conclusions que nous croyons devoir reproduire textuellement :

« En premier lieu, toutes les fois que les finances
» publiques ont été obérées, et c'était souvent le cas sous
» l'ancienne monarchie, les services militaires ont été
» confiés à l'entreprise ; si, au contraire, l'Etat était pros-
» père, il faisait lui-même ses affaires. C'est qu'en effet,
» recourir à l'entreprise, c'est contracter un prêt à plus
» ou moins longue échéance, cette tentative si séduisante
» pour les Etats obérés comme pour les particuliers ; on
» comptait sur l'avenir, sur le succès d'une guerre, pour
» refaire les finances et rembourser les fournisseurs !

» En second lieu, on doit observer que, même dans
» les périodes où le service a été fait, à l'intérieur, par les
» agents de l'Etat, le service aux armées jusqu'à la fin
» du XVIII^e siècle, a toujours été confié à l'entreprise ; la
» raison est toujours la même, raison d'argent. L'Etat
» était assez prospère pour assurer les fournitures à l'inté-

» rieur ; mais il ne pouvait faire immédiatement les
» dépenses d'une guerre, et les munitionnaires deve-
» naient ses prêteurs, ses banquiers, à une époque où
» le crédit public n'existait pas encore. C'est seulement
» depuis le Premier Empire que l'entreprise générale a
» été décidément écartée des armées ; il n'y a eu d'except-
» tion que pour la guerre d'Espagne, en 1823 ; les ser-
» vices y furent confiés à un munitionnaire, M. Ouvrard,
» dont la fortune scandaleuse souleva de si grandes tem-
» pêtes au sein des Chambres. En 1859, on confia à
» l'entreprise la fourniture de la viande ; mais ce ne fut
» qu'une entreprise partielle.

» Enfin, il importe de remarquer que, non seulement
» il est nécessaire de former et d'exercer, comme sous
» Louvois, un bon personnel de « vivriers », mais encore
» qu'il faut assurer à ce personnel la stabilité qui lui a si
» souvent fait défaut au milieu des incessantes fluctua-
» tions de ce service. De nos jours, plus encore qu'autre-
» fois, rien ne saurait suppléer, au moment d'une entrée
» en campagne, à l'absence d'un personnel nombreux,
» exercé et capable. »

ORGANISATION ACTUELLE. — FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

Après de nombreuses fluctuations et des remaniements de toutes sortes, le principe est aujourd'hui le suivant :

En temps de paix, l'Etat assure aux hommes la satisfaction de leurs besoins, au moyen d'allocations en argent et de prestations en nature, c'est-à-dire qu'il leur fournit directement et à titre gratuit, certains vivres tels que le pain de munition et le pain de guerre, la viande de conserve, la viande fraîche même dans certaines garni-

sons ; d'autres à titre remboursable, tels que le sucre, le café, le riz, les conserves de potage condensé, etc..., tandis qu'il leur remet l'argent nécessaire aux achats de viande, légumes frais, vin et autres denrées nécessaires à l'alimentation des soldats dont la réunion constitue l'ordinaire des compagnies, escadrons ou batteries. Ce numéraire, véritable prime d'alimentation, basée sur le prix des vivres dans la région, varie actuellement de 0 fr. 22 à 0 fr. 28, suivant la garnison. L'État est obligé, en temps de paix, de fournir certaines denrées en nature, soit à titre gratuit, soit à titre remboursable pour pouvoir renouveler fréquemment ses approvisionnements constitués en vue de la mobilisation, lesquels, sans ce continuel roulement, deviendraient bientôt hors d'usage par suite d'un trop long séjour en magasin, ainsi que pour habituer les hommes à l'alimentation du temps de guerre.

Les officiers ne reçoivent pas de vivres de l'État ni à l'intérieur, ni en Algérie en temps ordinaire ; quelquefois cependant, ils sont autorisés à tirer des vivres des magasins de l'État à charge de remboursement.

Le service des subsistances militaires a pour objet de procurer toutes les prestations en nature servant à la nourriture des hommes et des chevaux. Il pourvoit, en outre, dans certains cas, aux fournitures de combustible. Il se divise en trois branches : les vivres, les fourrages, le chauffage et l'éclairage.

La direction générale appartient au ministre de la guerre. Dans chaque gouvernement militaire, région de corps d'armée, division territoriale de l'Algérie et de la Tunisie, la direction est exercée, sous l'autorité du gouverneur ou du général commandant le corps d'armée, ou la division, par le directeur de l'intendance, d'après les

règles fixées par la loi sur l'administration de l'armée et que nous avons étudiées précédemment.

Le service est exécuté soit par des officiers d'administration, gérant de clerc à maître, soit par des entrepreneurs civils, suivant qu'il y a gestion directe ou entreprise, selon les localités et les circonstances : c'est le ministre qui détermine celui des deux modes à employer. Les officiers d'administration chargés de gérer un service prennent le titre de « gestionnaires ».

Les fonctionnaires de l'intendance exercent, dans leur circonscription, la direction et la surveillance du service ; les officiers d'administration et les entrepreneurs à la ration sont placés sous leur autorité.

PERSONNEL D'EXÉCUTION

Ce personnel est de deux sortes : tantôt militaire, tantôt civil.

Le personnel militaire comprend : 1^o des officiers et des adjudants d'administration ; 2^o des commis et ouvriers militaires d'administration.

Les officiers d'administration principaux gèrent les établissements les plus importants. Les officiers d'administration de 1^{re} classe sont chargés d'une gestion ou placés en sous-ordre dans les grands établissements. Les officiers d'administration de 2^e et de 3^e classe sont, en principe, placés sous les ordres des officiers d'administration gestionnaires ; ils peuvent également être appelés à gérer des magasins de faible importance ou des annexes.

Les adjudants remplissent les mêmes emplois que les officiers d'administration de 2^e et de 3^e classe, sans toute-

fois pouvoir être chargés de gestion principale ; ils ne peuvent que gérer des annexes.

Enfin les officiers d'administration peuvent être chargés, sous l'autorité des fonctionnaires de l'intendance, de surveiller la fabrication ou la transformation de certains produits confiés à l'industrie civile.

L'officier gestionnaire est, sous la direction et la surveillance du sous-intendant militaire, le chef du service dont la gestion lui est confiée, et il a sous son autorité tout le personnel attaché à l'établissement. Il procède aux réceptions de denrées et de matériel dont il garantit le bon état par sa surveillance personnelle et incessante, et il provoque, en temps utile, la mise en consommation des approvisionnements qui ont atteint le terme de leur conservation ou qui seraient exposés à des avaries.

Etant, par ses fonctions mêmes, constitué comptable envers l'État, il est tenu de fournir un cautionnement qui doit consister, pour la totalité, soit en numéraire, soit en rentes sur l'État, soit en immeubles, et qui demeure affecté à la garantie de sa gestion.

Les officiers d'administration sont, en principe, logés dans les établissements dont la gestion leur est confiée.

Les commis aux écritures sont employés aux travaux d'écriture et de comptabilité ; ils peuvent également participer au service des réceptions et des distributions. Les ouvriers d'exploitation exécutent les travaux de réception, de manutention, de transformation, d'entretien et de réparation du matériel, en un mot, tous les travaux que comporte l'exécution du service des subsistances militaires.

Le personnel civil comprend : 1^o des entrepreneurs et leurs préposés ; 2^o des ouvriers employés à titre permanent ou temporaire dans les services en gestion directe ; 3^o des employés appelés à remplir des fonctions spéciales.

Les cahiers des charges déterminent les obligations des ouvriers civils qui sont employés : 1° dans les places où il n'existe pas de détachements d'ouvriers militaires d'administration ; 2° dans celles où les ouvriers militaires d'administration sont insuffisants pour assurer le service ; 3° lorsque certains travaux spéciaux ne peuvent être confiés à des ouvriers militaires.

RÉCEPTION DES DENRÉES

Les ressources nécessaires à la gestion directe sont obtenues par l'emploi des moyens suivants : marchés par adjudication publique ou de gré à gré, achats à commission, conventions verbales ou achats sur factures, réquisitions opérées dans les conditions prévues par la loi, et cessions.

L'officier d'administration gestionnaire ne doit recevoir pour le compte de l'État, sous sa propre responsabilité pécuniaire, que les denrées ou le matériel réunissant toutes les conditions stipulées dans les cahiers des charges, marchés, devis, conventions ou ordres d'achat et conformes en tous points aux échantillons ou modèles-types, lorsqu'il en a été adopté. S'il refuse de recevoir, comme ne réunissant pas les conditions de qualité exigées, des denrées, matières ou objets mobiliers qui lui sont livrés, le litige est porté devant une commission présidée par le sous-intendant militaire et composée d'officiers et de deux experts civils choisis : l'un par le gestionnaire et l'autre par le sous intendant sur une liste dressée à l'avance par l'autorité municipale. Tantôt la décision de la commission est définitive et immédiatement exécutoire, tantôt elle est sujette à appel devant le directeur de l'inten-

dance et, le cas échéant, devant le ministre qui statue, après avis exprimé par ce haut fonctionnaire.

DISTRIBUTIONS

En station, le pain de munition se touche, en principe, tous les deux jours ; cependant, sur la demande des chefs de corps ou de détachement, les distributions peuvent avoir lieu chaque jour. La viande fraîche est distribuée tous les jours. Quant aux autres denrées fournies en nature par l'État : pain de guerre, conserves de viande, porc salé, potages condensés, riz, légumes secs, sel, etc., elles sont mises en distributions, suivant les besoins du renouvellement des approvisionnements de guerre. Le sucre et le café sont touchés tous les dix jours, et les fourrages deux fois par mois. Conformément au règlement sur le service des places, le commandant d'armes fixe les jours et heures des différentes distributions, de concert avec le sous-intendant qui fait connaître à l'avance aux officiers d'administration gestionnaires ou aux entrepreneurs l'effectif des corps ou autres parties prenantes à servir.

Telles sont les dispositions d'ensemble relatives aux distributions des denrées perçues en nature ; voyons maintenant, sans entrer dans les détails de la comptabilité, comment elles parviennent jusqu'aux consommateurs.

Le pain de munition est touché tous les deux jours ou tous les jours, à l'aide de bons établis par le capitaine. Ces bons indiquent l'effectif de l'unité (compagnie, escadron ou batterie) au jour de la distribution, les augmentations et les diminutions pouvant provenir des bons

précédents, et enfin la quantité de rations à percevoir. Ils sont arrêtés en toutes lettres et ne doivent présenter ni ratures, ni surcharges non approuvées. Ils peuvent d'ailleurs être établis pour des quantités inférieures ou supérieures à l'effectif suivant le besoin du moment. Les trop perçus en pain sont, après balance sur l'ensemble du corps, imputés aux commandants d'unité, proportionnellement aux excédents de perception dont ils sont responsables, et l'ordinaire bénéficie de la moitié des moïns perçus. Pour les autres denrées touchées en nature, les moins perçus ne sont pas remboursés. Les bons des unités sont totalisés par le capitaine-trésorier sur un bon récapitulatif au verso duquel est indiqué le détail des droits de chaque partie prenante.

Relativement à la viande de conserve, chaque corps est tenu de consommer pendant l'année un nombre de rations fixé par le général commandant le corps d'armée. La commission des ordinaires touche, au commencement de chaque mois, les quantités déterminées par le chef de corps ; elle est ensuite chargée de les distribuer.

Les unités établissent des bons partiels correspondant à un nombre exact de boîtes. Celles-ci sont ouvertes devant le capitaine de distribution et un médecin militaire. Les boîtes suspectes sont rejetées ; si elles atteignent cinq pour cent du lot, l'ouverture est arrêtée et les boîtes non ouvertes sont échangées.

Les quantités de denrées à percevoir à titre remboursable sont indiquées, en chiffre rond (décagramme pour le sel, sucre et café, kilogramme pour les autres denrées), sur les bons remis au trésorier la veille de chaque prêt.

Tous les autres aliments consommés par les militaires leur sont fournis à l'aide des deniers que touche le capitaine pour tous les hommes composant l'unité qu'il com-

mande. Nous sommes ainsi amené à parler de la gestion des ordinaires : c'est là une des missions les plus importantes et les plus délicates qui soit confiée au capitaine.

DES ORDINAIRES

L'ordinaire est le mode adopté, en principe, pour faire vivre les caporaux, brigadiers et soldats par la mise en commun des prestations en deniers qui leur sont allouées, en garnison, en marche ou en campagne. En principe, il est formé un ordinaire par unité administrative, c'est à dire par compagnie, escadron ou batterie. Mais, lorsque le chef de corps ou de détachement y voit un avantage, les compagnies d'un même bataillon, les escadrons d'un même demi-régiment ou les batteries d'un même groupe, peuvent être réunis pour former un seul ordinaire. Il en est surtout ainsi lorsque l'effectif à nourrir s'abaisse considérablement par suite de nombreuses permissions accordées aux hommes, de la libération d'une classe, etc.

Sans entrer dans le détail du fonctionnement des ordinaires, nous allons énumérer les différentes recettes qui les alimentent, ainsi que les diverses dépenses qui leur incombent.

D'une manière générale, les fonds de l'ordinaire servent à l'achat de denrées alimentaires que l'État ne fournit pas gratuitement. Ses principales recettes sont :

- 1° La prime fixe destinée à faire face à l'achat de toutes les denrées autres que la viande.
- 2° La prime de viande calculée, suivant les régions, sur le taux de trois cent vingt grammes par ration.
- 3° Les primes éventuelles allouées en temps d'épidémie, à l'occasion de la fête nationale, etc.

4° Le versement fait par les hommes qui, ne vivant pas à l'ordinaire, y prennent néanmoins le café.

5° La solde des caporaux, brigadiers et soldats punis de prison ou de cellule, irrégulièrement absents le dernier jour du prêt ou au moment de son paiement, ou décédés dans le courant du prêt.

6° Le produit de la vente des issues diverses provenant de l'ordinaire (os, eaux grasses, débris de pain, boîtes de conserves vides, etc...)

7° La moitié de la valeur des moins-perçus en pain constatés en fin d'exercice après balance avec les trop-perçus.

Les principales dépenses supportées par les ordinaires sont :

1° L'achat de pain de soupe, de viande fraîche, de condiments, de légumes frais ou secs, de vin, boissons hygiéniques, en un mot de toutes denrées, autres que le pain de munition, nécessaires à la nourriture des hommes.

2° Le remboursement des denrées perçues à titre remboursable.

3° Le versement à la masse de l'infirmerie de toutes les perceptions faites pour les hommes admis au régime spécial.

4° Diverses menues dépenses nécessitées par l'achat de certains registres, l'entretien des jardins potagers, les frais de rôtiage de la viande, le paiement d'une indemnité au cuisinier, etc., etc.

Il est formellement interdit d'imputer à l'ordinaire, en dehors des dépenses prévues à l'article précédent, une dépense quelconque n'ayant pas pour objet l'achat de denrées ou de liquides. L'achat de cigares est cependant autorisé à l'occasion de la fête nationale et de la fête du régiment.

Les corps peuvent se procurer les denrées nécessaires à l'alimentation des hommes vivant à l'ordinaire, soit au moyen d'achats effectués pour toutes les unités du corps ou du détachement par une commission dite des ordinaires, soit par des achats effectués directement pour chaque unité administrative, à la diligence du capitaine ou de ses agents. On ne doit avoir recours à ce dernier mode de gestion que si le premier ne peut être appliqué.

SERVICE DES FOURRAGES

Le service des fourrages à la ration a pour objet la fourniture et la distribution des denrées fourragères; la conservation et la distribution de denrées appartenant à l'Etat; la formation et l'entretien d'approvisionnements et l'exécution de tous autres services indiqués par le cahier des charges. Il est exécuté soit par la gestion directe soit par voie d'entreprise. Son mode de fonctionnement ne diffère guère de celui du service des vivres précédemment étudié.

Le sous-intendant prélève, quand il le juge à propos, des échantillons de denrées pour les soumettre à l'examen ou à l'analyse de personnes ou de commissions compétentes. Le cahier des charges règle dans quelles conditions les échantillons sont prélevés et constitués. Le directeur de l'intendance fixe le minimum des denrées à entreposer, quand, pour un motif quelconque, il n'est pas possible de mettre en entrepôt la totalité de l'approvisionnement. Les difficultés pouvant s'élever entre les parties prenantes et l'entrepreneur sur la qualité des denrées mises en distribution sont jugées par une commission composée d'après les prescriptions réglementaires.

SERVICE DES SUBSISTANCES EN CAMPAGNE

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

Les règles posées pour l'exécution du service en temps de paix sont applicables, en temps de guerre, autant que les événements militaires et les circonstances locales le permettent.

Le service de l'alimentation est dirigé sous les ordres du commandement, par les fonctionnaires de l'intendance. Ceux-ci ont autorité, pour l'exécution de ce service, sur tout le personnel qui leur est attaché d'une manière permanente ou temporaire. Les mesures prises à cet effet doivent tendre à la réalisation des conditions suivantes : éviter les fatigues aux troupes et aux équipages, ménager le plus possible les vivres transportés à la suite des colonnes, ainsi que ceux des magasins destinés à les renouveler, réduire enfin au strict minimum les voitures employées au ravitaillement.

Il faut donc s'efforcer de vivre le plus possible sur le pays en conservant intacts les vivres portés sur l'homme ou sur le cheval, et les réserves roulantes marchant à la suite des troupes. Lorsque les ressources locales deviennent insuffisantes, on utilise, autant que possible, les chemins de fer, les canaux, les fleuves ou les rivières pour le ravitaillement des trains régimentaires. A défaut de ces moyens de transport, on vit sur les convois qui

sont ravitaillés sur place ou réapprovisionnés par le service de l'arrière.

Des règlements ou instructions spéciales fixent l'organisation et le fonctionnement normal du service dans les centres de mobilisation : pendant les transports stratégiques sur la base de concentration, pendant les opérations actives, dans la zone de l'avant et dans celle de l'arrière, enfin dans les places assiégées.

La zone de l'intérieur demeure sous les ordres directs du ministre, tandis que, dans la zone des armées, le service est centralisé par armée. Chaque commandant d'armée reçoit, à cet effet, dans les limites nécessaires, la délégation des pouvoirs du ministre de la guerre. A l'intérieur, le service fonctionne en gestion directe ou à l'entreprise; mais, dans la zone des armées et dans les places fortes, le service est confié à la gestion directe et l'élément militaire entre exclusivement dans la composition du personnel d'exploitation. Dans la zone de l'intérieur, d'une manière générale, les règles du temps de paix sont applicables, sauf dérogations prescrites ou autorisées par le ministre.

Aux armées, les officiers d'administration chargés de gestion, ne sont pas tenus de fournir un cautionnement. Les distributions à titre remboursable ne peuvent avoir lieu, en principe, qu'après autorisation du commandement, sur la proposition des fonctionnaires de l'intendance, lorsque les approvisionnements le permettent.

Les officiers d'administration titulaires de gestions ou gérants d'annexes ne tiennent que les écritures nécessaires pour permettre l'établissement de leurs comptes, en deniers et en matières, par les bureaux de comptabilité institués à l'intérieur. Ces bureaux qui, en campagne,

joueraient un rôle des plus importants, méritent une mention spéciale.

Il est installé, à l'intérieur, pour chaque armée, un bureau de renseignement et de comptabilité, relevant du ministre de la guerre, lequel en désigne le personnel et en fixe également l'emplacement. Il est placé sous la direction d'un fonctionnaire de l'intendance et comprend des officiers et des adjudants d'administration.

Sa mission est la suivante :

Il centralise, classe et vérifie tous les documents qui lui sont adressés, et les complète, après demande de renseignements, s'il y a lieu, par les indications qui feraient défaut.

Il poursuit les remboursements qui peuvent rester à effectuer.

Il établit d'office d'après les règles de comptabilité en vigueur et à l'aide des éléments qu'il reçoit, les comptes trimestriels en deniers, les bons totaux, les bordereaux particuliers et généraux des distributions, les comptes de gestion, ainsi que les pièces justificatives des opérations, les rapports de liquidation de toutes les dépenses et les comptes d'ordonnancement.

Il classe et conserve les archives de toute gestion arrivée à sa clôture, centralise les testaments qu'il adresse ensuite aux ministres. Dans le même ordre d'idées, il fait parvenir aux familles par l'intermédiaire du maire du dernier domicile des décédés, l'état des objets et valeurs composant les successions.

Enfin il exécute tous les autres travaux qui lui seraient spécialement prescrits par le ministre.

FONCTIONNEMENT PARTICULIER

Sur le pied de guerre, les prestations au titre de l'alimentation comprennent : 1° la prime fixe allouée dans les mêmes conditions qu'en temps de paix ; 2° le pain, la viande et les vivres de campagne, dus aux officiers, dont le nombre de rations varie avec le grade, aux sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats, ainsi qu'à tous les employés militaires ; 3° des rations de liquides pouvant être allouées après autorisation du ministre ou du général commandant le corps d'armée ; 4° des indemnités en remplacement de vivres en nature. Les distributions sont assurées aux unités ou aux parties prenantes individuelles, sous la direction du chef de corps, par l'officier d'approvisionnement.

Cet officier, dont le rôle en campagne est des plus importants, a dans ses attributions le commandement du train régimentaire et la prise en charge des denrées qu'il transporte.

Sauf le cas de nourriture chez l'habitant, les distributions sont prélevées, en principe, sur le chargement du train régimentaire, qui est ensuite ravitaillé soit par le service de l'arrière, soit par l'exploitation des ressources locales, auxquelles on a d'ailleurs exclusivement recours pour le foin, la paille de couchage, le combustible et les liquides, excepté l'eau-de vie. Les ressources locales sont, autant que possible, exploitées par des achats et, en cas de nécessité seulement, par voie de réquisitions.

L'officier d'approvisionnement ne doit opérer que dans la zone qui lui est affectée. Il dispose à cet effet d'un car-

net à souche dont il détache un reçu qu'il remet en échange des prestations fournies.

Les achats, dont le montant ne doit pas dépasser quinze cents francs, sont effectués directement par l'officier d'approvisionnement, et constatés par des factures ou quittances extraites d'un carnet à souche et portant l'acquit du fournisseur et la prise en charge des denrées. Le paiement a lieu immédiatement à l'aide des sommes que l'officier-payeur avance journellement à l'officier d'approvisionnement. Le corps se fait rembourser ultérieurement ces avances par un jeu d'écritures, qui consiste à faire prendre fictivement en charge par le gestionnaire des subsistances les denrées ainsi achetées, en lui délivrant immédiatement un bon de réapprovisionnement décompté pour les mêmes quantités.

En principe la viande est fournie par l'exploitation locale : les corps achètent directement ou l'administration procède elle-même aux achats. Le troupeau de ravitaillement n'est utilisé qu'en cas de nécessité. Le bétail est abattu, suivant la saison, de douze heures à vingt-quatre heures avant la mise en distribution de la viande, qui est transportée dans des voitures spéciales dites « voitures à viande », marchant avec le train de combat. La distribution peut donc être faite dès l'arrivée.

La nourriture peut aussi être demandée à l'habitant, soit par voie de réquisition, soit par des conventions amiables ; ce qui revient alors à de véritables achats. En pays ennemi, le remboursement est effectué au taux fixé par l'autorité militaire.

Les bons de denrées perçues à titre remboursable sont, après inscription au journal de l'officier d'approvisionnement, remis périodiquement au gestionnaire des subsistances, qui les échange contre les denrées correspon-

dantes. D'une manière générale, toutes les fournitures faites à titre remboursable doivent être payées immédiatement en campagne.

SERVICE DU COUCHAGE

Jusqu'au 1^{er} avril 1907, le couchage des hommes était assuré par la Compagnie des lits militaires dont les agents ou préposés, nommés par elle, sous la réserve de l'acceptation du ministre, devaient obtempérer aux ordres des fonctionnaires de l'intendance. Cette compagnie, succédant à la compagnie Laffitte, avait passé avec l'Etat un marché d'une durée de vingt années, à compter du 1^{er} avril 1866. L'entreprise procurait également aux militaires en station, logés dans les bâtiments du casernement, les effets d'ameublement qui n'étaient pas fournis par le service du génie ; elle se chargeait aussi du blanchissage du linge de la troupe, dans des conditions acceptables de régularité et d'économie, bien que cette opération ne fût pas visée dans le marché qu'elle avait passé avec l'Etat.

La compagnie ayant réalisé des bénéfices considérables puisque son action avait quintuplé de valeur, il a paru logique de substituer au régime de l'entreprise celui de la régie. Aussi la loi du 16 février 1907 a-t-elle posé dans les termes suivants les bases de l'organisation nouvelle du service du couchage dans les troupes métropolitaines :

« Article unique. — A partir du 1^{er} avril 1907, dans les
« troupes métropolitaines, le service du couchage et de
« l'ameublement des corps de troupe sera assuré par les
« corps eux-mêmes, au moyen de prestations dont la
« nature, le taux et le mode d'administration seront déter-

« minés par le ministre de la guerre, dans la limite des « crédits inscrits à cet effet au budget. »

Les corps de troupe doivent donc, à partir du 1^{er} avril 1907, assurer le service du couchage et de l'ameublement au moyen de prestations en deniers formant une masse de couchage et d'ameublement. Ces prestations consistent, pour le couchage, en une prime journalière de quatre centimes par homme présent, et, pour l'ameublement, en un supplément égal de prime alloué pour toute journée de présence effective d'adjudant ou de sous-officier rengagé.

C'est au titre de cette masse que les corps de troupe ont pris en charge le matériel provenant de la compagnie des lits militaires et racheté par l'Etat ; c'est elle qui supportera toutes les dépenses relatives à l'entretien et au remplacement de ce matériel. Ce dernier sera renouvelé au moyen de livraisons effectuées, à charge de remboursement à l'Etat, par le service de l'intendance chargé de l'acquisition et de l'emmagasinement des matières premières et des effets neufs. Le même service aura, en outre, mission de délivrer aux corps de troupe tous les effets de couchage auxiliaire qui leur seraient nécessaires, en cas d'insuffisance de leur dotation et, en particulier, lors des accroissements momentanés d'effectif ou dans des circonstances exceptionnelles telles que le séjour dans les camps.

Il a, en outre, été pourvu aux manutentions des effets de couchage (lavages, raccommodages, reconfections) au moyen de marchés locaux passés de gré à gré avec des sociétés coopératives d'ouvriers privés de leur emploi par suite de la dissolution de la société des lits militaires, soit par adjudication publique dans les formes habituelles.

Ce changement radical survenu dans le mode de couchage des hommes est une des réformes les plus remar-

quables qui se soient produites depuis longtemps dans l'administration militaire.

Bien que le marché passé avec la compagnie des lits militaires ait pris fin le 30 avril dernier, la société n'est pas encore dissoute. Ses comptes avec l'Etat sont en effet loin d'être réglés et comportent des questions très délicates dont la solution ne saurait intervenir à bref délai : c'est ce qui explique l'oscillation autour de deux mille francs du cours de l'action des lits militaires à la Bourse de Paris.

SERVICE DE L'HABILLEMENT

Le service de l'habillement est chargé de pourvoir les troupes de tout le matériel nécessaire à l'habillement et à l'équipement des hommes ; on y rattache la fourniture des effets de campement et celle des effets de harnachement.

Le principe est que l'Etat doit fournir gratuitement aux hommes tous les effets qui leur sont nécessaires et les renouveler dès qu'ils sont usés et hors de service.

Ce service est organisé suivant un mode particulier que nous allons exposer avec quelques détails.

Les magasins administratifs reçoivent la plus grande partie des effets confectionnés ainsi que certaines matières premières ; ils les conservent et les répartissent entre les corps, d'après les ordres du ministre. Les corps de troupe reçoivent des magasins administratifs ou directement des fournisseurs les matières et effets qui leur sont nécessaires, les gardent dans leurs propres magasins et en assurent la distribution aux hommes comptant à leur effectif.

Masse d'habillement

Dans les corps de troupe, il est pourvu à l'habillement et à l'équipement des hommes de troupe, jusqu'au grade d'adjudant exclusivement, au moyen de prestations en deniers, lesquelles sont dues à l'homme individuellement, mais au corps dont elles constituent la masse d'habillement.

La masse d'habillement du corps se divise en fonds communs et fonds particuliers. Le premier est destiné à pourvoir aux dépenses communes à l'ensemble du corps et, dans certains cas, à venir en aide aux compagnies : il est géré par le conseil d'administration. Les fonds particuliers sont destinés à pourvoir aux dépenses spéciales à chaque unité administrative et sont gérés par les commandants de ces unités.

Lors de la formation d'un corps de troupe, le ministre fixe la première mise qui lui est allouée au titre de la masse d'habillement. Cette masse s'alimente ensuite par des primes mensuelles variables suivant le nombre d'unités actives ou de réserve et par une prime journalière d'un centime par homme et par journée donnant droit à la solde de présence. La masse d'habillement est payée au corps, par mois et à terme échu. C'est là la constitution du fonds commun, d'une manière générale.

Les fonds particuliers sont alimentés par les recettes suivantes : 1^o la prime acquise pour chaque journée d'homme de troupe donnant droit à la solde de présence : elle est fixée pour l'infanterie à 0 fr. 245 ; 2^o les primes fixes destinées à compenser les pertes ou dépenses supplémentaires supportées par l'unité administrative dans

certains cas particuliers ; 3^o les retenues effectuées par décision du conseil d'administration, au profit du fonds particulier, sur le salaire de certains militaires effectuant un travail payé (travaux agricoles) ; 4^o les secours alloués par le fonds commun.

Constitution des approvisionnements

Dans chaque corps, les approvisionnements du service de l'habillement comprennent ceux de l'Etat, du corps et des compagnies. Le sous-intendant militaire peut en faire le recensement, lorsqu'il le juge convenable.

Celui de l'Etat se compose : de la réserve de guerre destinée à parer aux besoins généraux d'une mobilisation et du service courant. La première comprend : les effets d'habillement, de grand et de petit équipement, de coiffure et de campement nécessaires à l'armée active, au moment d'une mobilisation, en plus des approvisionnements des compagnies, ainsi que les effets de mobilisation nécessaires aux unités administratives de la réserve de l'armée active et de l'armée territoriale. Le second comprend le matériel nécessaire aux besoins du temps de paix et qui n'est pas à la charge des masses. Réserve de guerre et matériel du service courant sont emmagasinés séparément.

L'approvisionnement du corps est une réserve spéciale, plus particulièrement destinée à servir d'intermédiaire entre les magasins administratifs et les compagnies pour assurer les besoins de ces dernières en temps de paix ou à la mobilisation.

L'approvisionnement des compagnies est une dotation spéciale à chaque unité administrative et destinée à pourvoir aux besoins qui ne sont pas assurés par l'approvi-

sionnement de l'Etat ; il comprend : 1^o les effets nécessaires pour habiller et équiper l'effectif de paix, en temps de paix et au moment de la mobilisation ; 2^o les effets nécessaires pour habiller et équiper les hommes convoqués pour accomplir une période d'instruction et que la compagnie sera chargée de pourvoir. Il est réuni dans un local appelé magasin de compagnie.

Fonctionnement du service.

Nous allons voir comment les effets d'habillement de toute nature, fournis par les magasins administratifs aux magasins de corps, passent ensuite entre les mains des hommes par l'intermédiaire du capitaine d'habillement.

L'approvisionnement de l'unité administrative, qui est constitué au moment de sa formation d'après les instructions ministérielles, est maintenu à hauteur au moyen de bons mensuels établis par le capitaine, et sur lesquels cet officier fait ressortir la situation de son crédit, résultant du décompte de sa prime et de ses économies antérieures. A la suite de ce décompte, il inscrit le détail des effets de toute nature qu'il juge nécessaire à sa compagnie, en ayant soin de régler sa demande de manière à conserver disponible, au minimum, à son fonds particulier, la somme nécessaire au payement des réparations, imputations et dépenses de toute nature qui sont à la charge de ce fonds.

Le bon mensuel, ainsi établi le dernier jour du mois, est remis par le commandant de l'unité au capitaine d'habillement qui lui fait délivrer immédiatement les effets demandés, selon les tailles, pointures et modèles indiqués. L'officier d'habillement peut, dans un but d'écoulement facile à comprendre, imposer aux unités la percep-

tion d'effets hors taille, mais à charge de les faire ajuster préalablement à la distribution, et aux frais du fonds commun, à la taille d'hommes désignés par le commandant de l'unité intéressée.

Les effets sont ensuite distribués aux hommes sur l'ordre du capitaine. Ils n'ont aucune durée obligatoire, et sont considérés comme la propriété collective de l'unité, sans attribution définitive aux hommes qui en sont détenteurs, sauf, cependant, la tenue de ville des sous-officiers rengagés qui en deviennent propriétaires.

Il est interdit de faire porter aux hommes des effets hors de service. Ceux-ci doivent être versés au magasin commun et débités en morceaux par les soins du capitaine d'habillement qui les distribue ensuite aux unités devant les employer à effectuer leurs menues réparations.

Les effets passent successivement de la collection 1, dite de guerre, à la collection 2 (effets bons), puis à la collection 3 (effets d'instruction), au moyen d'opérations effectuées par les commandants des unités administratives et connues sous le nom de « déclassements ».

Lors de l'arrivée des hommes de la réserve ou de l'armée territoriale, le capitaine s'attache à leur distribuer des effets convenables, complètement réparés et absolument propres. Il touche d'ailleurs les mêmes primes journalières que s'il s'agissait de l'armée active.

Les effets sont d'abord marqués au numéro du régiment par les soins de l'officier d'habillement; puis ils reçoivent la lettre de la compagnie aussitôt leur réception en magasin, et, dès leur distribution, les marques réglementaires, c'est-à-dire la date de la mise en service comme effet n° 2, le numéro de la collection et le numéro matricule du détenteur.

La base de la comptabilité de l'habillement est le regis-

tre d'entrées et sorties, sur lequel figurent tous les mouvements relatifs aux effets et qui permet de se rendre compte à chaque instant de la situation des existants soit en magasin, soit entre les mains des hommes. Les détails en sont assez compliqués et d'ordre purement technique : leur étude sortirait du plan que nous nous sommes tracé et qui consiste à demeurer sur le terrain des généralités.

Disons enfin que le conseil d'administration pour l'ensemble du corps, et même les commandants des unités administratives peuvent passer des marchés pour la fourniture des matières premières, reconnues nécessaires, avec les maîtres ouvriers du corps. En outre, afin de distraire du service le moins d'employés possible, la main-d'œuvre civile doit être employée toutes les fois que les circonstances et les ressources des fonds particuliers le permettent.

MASSE DE HARNACHEMENT

Cette masse pourvoit à toutes les dépenses concernant la ferrure, le traitement en cas de maladie des chevaux et mulets appartenant à l'Etat y compris les chevaux d'officiers remontés à titre gratuit ou à l'abonnement, l'achat de la paille de litière, enfin l'entretien du harnachement, des voitures et des bicyclettes.

Elle ne comporte, dans l'infanterie, qu'un fonds commun qui est alimenté par des primes mensuelles de cinquante six francs par voiture appartenant au corps et de six francs par bicyclette, et par des primes journalières de trois centimes par cheval d'officier et de sept centimes par cheval de troupe. Elle fait, en outre, recette du produit de la vente des fumières, des dépouilles d'animaux.

morts, des nivellements de masse ordonnés par le ministre entre corps de la même arme et des secours qui peuvent lui être accordés à titre tout à fait exceptionnel. Elle est gérée, dans l'infanterie, par l'officier d'approvisionnement sensiblement dans les mêmes conditions que la masse d'habillement.

Les effets de harnachement de réserve et du service courant des modèles d'artillerie et du train des équipages sont délivrés aux corps à titre gratuit. Le ministre fixe chaque année la quantité de harnachements de réserve à mettre en service et le commandant de corps d'armée détermine la quantité à laisser aux corps comme harnachement de corvée. Le matériel roulant est renouvelé par voie d'échange avec l'artillerie, aussi bien pour le matériel de mobilisation que pour celui de corvée, après la visite du capitaine inspecteur.

MASSE DE CHAUFFAGE ET D'ÉCLAIRAGE

Dans chaque corps de troupe, une masse dite de chauffage et d'éclairage pourvoit aux dépenses résultant de l'achat du combustible nécessaire à la préparation des aliments et au chauffage et à l'éclairage des divers locaux habités par les hommes de troupe, ainsi qu'à l'achat du matériel de chauffage et d'éclairage appartenant au corps, à l'entretien de ce dernier matériel et de celui qui appartient à l'État.

Cette masse n'a pu, comme les autres, être alimentée par des indemnités fixées à l'avance et proportionnelles à l'effectif. En effet, d'une part, la quantité de combustible nécessaire varie, non seulement avec l'effectif, mais encore avec la température de la région, la disposition

des casernements et la nature des appareils mis à la disposition du corps ; d'autre part, le prix des combustibles varie dans des proportions très considérables, parfois même du simple au double, suivant les mouvements des cours et l'emplacement des garnisons plus ou moins éloignées des centres de production.

Le calcul de la masse se fait de la manière suivante : On distingue d'abord les allocations de combustibles destinés à la préparation des aliments et du café, de celles qui sont nécessaires au chauffage du casernement pendant l'hiver.

Les premières comprennent : des rations collectives pour les troupes faisant usage de fourneaux économiques, ou des rations individuelles dans les autres cas, et aussi des rations individuelles dites de table pour les sous-officiers à solde journalière et les militaires autorisés à vivre en famille.

Les deuxièmes se composent : de rations collectives allouées pour le chauffage des chambres occupées par les hommes, des réfectoires, des bureaux, de l'infirmerie, etc., variables suivant la région, la nature, le nombre et la contenance des locaux occupés, et de rations allouées aux sous-officiers à solde journalière et aux militaires autorisés à vivre en famille.

Les allocations du combustible nécessaire à l'éclairage sont de même déterminées d'après la nature, les dimensions et les dispositions des locaux à éclairer, et de la matière employée.

Ces diverses allocations sont constatées par des procès-verbaux établis, après examen sur place des locaux à chauffer et à éclairer, par le sous-intendant militaire chargé du service du casernement et un officier délégué par le Conseil d'administration, assistés tous deux du

chef du génie. Sur la proposition du directeur de l'intendance, le général commandant le corps d'armée détermine la nature du combustible à employer, en choisissant le plus économique de la région, et fixe en même temps le taux de l'indemnité de chauffage; celle-ci devant alimenter normalement la masse. La valeur des allocations de combustible est alors calculée en appliquant au total des quantités dues au corps les prix moyens des divers combustibles, lesquels sont fixés annuellement pour chaque place de garnison, sauf révision ministérielle, par le général commandant le corps d'armée, d'après les propositions du directeur de l'intendance.

Un tableau spécial dressé par le ministre détermine la durée annuelle du chauffage d'hiver dans les différentes villes de garnison. Il comprend six catégories de places recevant des allocations de chauffage pour des laps de temps de 2, 3, 4, 5 et 6 mois. Ces limitations de durée n'ont rien d'absolu; elles servent seulement à déterminer les droits des corps aux allocations fixées par les tarifs.

Les corps assurent l'achat, l'entretien et le renouvellement du matériel dont ils ont la charge, au moyen d'allocations en deniers, dont le taux par quintal de combustible crédité au corps est fixé à dix-sept centimes.

Pour le matériel d'éclairage, il est pourvu aux mêmes dépenses au moyen d'une allocation annuelle en deniers fixée par un tarif spécial, d'après les appareils et le combustible employés. Cette dépense est portée sur les procès-verbaux d'allocation sous la rubrique : « dépenses secondaires d'éclairage ».

Enfin, il est à remarquer que le fonctionnement de la masse de chauffage et d'éclairage est suspendu à partir du premier jour de la mobilisation.

MASSE DE CASERNEMENT

Le règlement du 3 mars 1889 a confié aux corps le soin d'effectuer dans les casernes qu'ils occupent :

1° Toutes les réparations dites locatives et certaines réparations de petit entretien des bâtiments limitativement déterminées par le règlement, toutes les autres restant à la charge du service du génie.

2° L'entretien et le renouvellement du matériel fixe et mobile du casernement que les corps doivent maintenir constamment au complet et en bon état.

3° Les réparations ou remplacements nécessités par les dégradations au mobilier entretenu et remplacé par le service du génie ; par exemple les fourneaux de cuisine, le matériel d'ateliers, les pompes à incendie, les horloges, etc...

4° L'organisation des ateliers et l'achat des outils nécessaires à l'exécution des réparations.

Pour permettre aux corps de troupe de faire face aux charges qui leur incombent, on a créé une masse de casernement, dont les allocations, perçues par trimestre et à terme échu sur mandats émis par le directeur du génie, sont basées, non sur l'effectif réel du corps, mais sur la contenance maxima du casernement, en y comprenant les places dites éventuelles, c'est à dire celles qui sont destinées à n'être occupées que dans des circonstances exceptionnelles (convocation de réservistes, évacuation des casernements pour désinfection). Le taux de ces allocations, qui restent dues jusqu'à l'évacuation définitive du casernement et sont, par conséquent, acquises en cas de déplacement temporaire, varie avec l'état

de vétusté plus ou moins grand des bâtiments qui sont, à cet effet, répartis en six catégories par le général commandant le corps d'armée. La masse de casernement n'est pas applicable aux locaux dépendant des forts, qui continuent à être entretenus par le service du génie : les corps restent néanmoins responsables, pour ces locaux, des dégradations provenant du fait des hommes, et touchent à cet effet, une prime réduite.

La masse de casernement est gérée par le conseil d'administration ou par le chef de détachement : c'est sous leur direction que l'officier de casernement s'occupe des détails du service.

Cet officier peut traiter avec le chef armurier pour l'exécution de la ferronnerie ou de la serrurerie ; mais, pour tous les autres travaux, il doit avoir recours à la main d'œuvre civile ou employer, sous sa direction immédiate, les ouvriers d'art du régiment ou certains hommes ayant des aptitudes spéciales. Il ne doit toutefois pas perdre de vue que la latitude qui lui est ainsi laissée de détourner des hommes de l'instruction militaire proprement dite, doit être restreinte dans des limites très étroites et que l'appel à la main d'œuvre civile est obligatoire, dès que les ressources de la masse permettent de le faire.

Chaque année, le sous-intendant procède à un inventaire de l'ameublement mobile pris en charge par le corps. La réforme en est prononcée, le cas échéant, par le général commandant le corps d'armée, accompagné du chef du génie, au moment des opérations qui ont remplacé celles des inspections générales. Les objets confectionnés en remplacement des objets réformés sont soumis à l'acceptation du service du génie. Cette réception, donne lieu, en cas de contestation, à un procès-verbal de constat du sous-intendant ; c'est d'après ce document que le

commandant de corps d'armée ou le ministre statuera.

Ce mode d'opérer n'est d'ailleurs qu'une application de la règle générale, qui remet au commandant du corps d'armée la solution de toutes les difficultés d'ordre pécuniaire qui peuvent s'élever au sujet du casernement entre les corps et le service du génie, ou entre les corps eux-mêmes, par exemple lors de l'occupation ou de l'abandon d'un casernement. Le sous-intendant n'intervient que comme rédacteur qualifié des prétentions opposées des parties en cause.

Lors d'une première occupation, l'officier de casernement reçoit de l'officier d'administration du génie, un état descriptif des lieux indiquant dans deux parties séparées :

1° L'ameublement fixe et la partie de l'ameublement mobile dont l'entretien incombe au service du génie ;

2° Les objets faisant partie de l'ameublement fixe et mobile à prendre en charge par le corps.

Toutes les difficultés relatives à l'état des lieux, à l'inventaire, etc... sont, conformément à la règle générale, solutionnées par le commandant du corps d'armée, après constat du sous-intendant.

Lorsqu'un changement de casernement s'effectue dans l'intérieur de la garnison, les corps emportent tout le matériel leur appartenant. Mais si ce changement de casernement se complique d'un changement de garnison, le tout est laissé sur place et remboursé par le nouvel occupant, soit sur la base des factures d'achat, s'il s'agit d'objets neufs, soit après entente entre les délégués des corps intéressés : la visite des lieux et la constatation des dégradations a lieu contradictoirement entre les délégués des corps intéressés. En cas de contestation, le sous-intendant dresse un procès-verbal de constat, et le général

commandant le corps d'armée statue, sauf recours au ministre, quand l'objet du litige dépasse un certain chiffre.

Le blanchiment des bâtiments est effectué au moins une fois par an, par les soins des corps occupants.

L'alimentation en eau est gratuite dans les limites fixées par les décisions ministérielles, la plupart du temps après conventions passées par le sous-intendant et le chef du génie avec les autorités locales. Les excédents de consommation engageraient la responsabilité des conseils d'administration, qui doivent surveiller la consommation avec le plus grand soin et faire constater, par procès-verbal du sous intendant, toutes les causes pouvant occasionner des pertes, les cas de fuites notamment.

Enfin, aucune location d'immeubles ne peut être faite sans l'ordre spécial du ministre, et les baux sont toujours passés par le chef du génie.

MASSE DES ÉCOLES

Elle est destinée à l'achat et à l'entretien du matériel d'enseignement, à l'achat des fournitures nécessaires aux élèves, au fonctionnement de la presse régimentaire, aux diverses dépenses afférentes au gymnase, au tir, à l'école des tambours et clairons et à l'enseignement de l'escrime. Ses recettes se composent d'allocations spéciales fixées par corps d'après les instructions ministérielles et perçues mensuellement, à terme échu, sur l'état de soldes des officiers.

PROJET DE RÉFORME DE L'INTENDANCE MILITAIRE

Avant de clore la partie relative au service de l'intendance, nous croyons devoir signaler, pour mémoire seulement, un projet de réforme déposé depuis plusieurs années sur le bureau de la Chambre des députés, par M. Dumont, député du Jura.

Les services ressortissant à l'intendance seraient assurés par un corps unique de fonctionnaires répartis en deux catégories : les commissaires ordonnateurs et les commissaires aux approvisionnements. Cette réforme entraînerait, comme première conséquence, la suppression de tous les officiers d'administration du service de l'intendance. Il n'y aurait qu'une seule organisation substituée au double personnel dirigeant et exécutant. Le corps de l'intendance militaire serait hiérarchisé du grade de lieutenant à celui de colonel et recruté au concours parmi les officiers des corps de troupe.

Il est impossible de présager l'avenir réservé à ce projet qui dort peut-être son dernier sommeil dans les cartons recélant tant d'autres documents précieux, destinés à ne jamais voir la lumière du jour.

Pour le critiquer d'un mot, ne faut-il pas toujours employer, dans une administration quelque peu compliquée, un double personnel ? La division du travail n'est-elle pas la meilleure garantie de sa bonne exécution ? A-t-on jamais eu l'idée de confier à des ouvriers seulement la construction d'un édifice quelconque, en supprimant d'un même trait de plume, architectes et entrepreneurs ?

Les services administrés par le corps de l'intendance

militaire, fonctionnent actuellement avec une régularité toute mathématique et une précision digne des plus grands éloges. Quelle amélioration pourrait-on attendre de son changement radical, si celui-ci n'était tenté pour obéir à l'impérieux besoin de toujours innover ?

DU SERVICE DE SANTÉ

HISTORIQUE

Le degré de perfection du service de santé aux armées est toujours proportionnel au degré de civilisation des peuples.

L'idée de secourir, de panser les blessés, doit être aussi ancienne que la guerre elle-même. Il est certain que les armées grecques possédèrent des médecins ; cependant l'organisation régulière d'un personnel médical attaché spécialement aux armées ne remonte pas au delà de l'empire romain. On trouve, en effet, à partir d'Auguste, la trace d'une organisation véritable : médecins de cohortes, de légions, de camps à fonctions bien définies. Alexandre Sévère attacha aux légions des « *medici vulnerarii* ». Il existait en outre chez les Romains des hôpitaux militaires et l'assistance médicale y était organisée sur une large échelle. Naturellement les Romains importèrent en Gaule ces institutions.

Pendant la nuit du Moyen-Age, la vie humaine était tenue pour peu de chose ; les blessés et les malades étaient, comme les prisonniers, réservés au sort le plus affreux. « Les blessés, dit Suger, étaient emportés dans des litières et ceux qu'on ne pouvait pas amener étaient recouverts d'un peu de terre et devenaient la proie des loups. » (*Vie de Louis-le-Gros.*)

Ce fut seulement après les premières croisades que

l'esprit de charité du christianisme parvint à fonder l'assistance des blessés et des malades par la création d'hôpitaux et l'institution des ordres hospitaliers dont les membres, à la fois infirmiers, médecins et soldats, donnaient leurs soins à tous les malheureux, sans exception de nationalité. Mais bientôt ces institutions dévièrent de leur principe, et l'assistance médicale disparut presque complètement.

Avec la Renaissance apparaissent les premiers chirurgiens militaires, d'abord attachés à la personne des grands seigneurs. Le plus célèbre d'entre eux fut Ambroise Paré qui réussit à forcer le blocus de Metz pour aller porter à la garnison les secours de son art, et imposa l'admiration et le respect à tous, même aux ennemis qui tentèrent en vain de l'attirer par des offres brillantes.

Il faut arriver au ministère de Sully pour voir la France, devançant les autres nations de l'Europe, créer le titre de chirurgien-major et établir ces hôpitaux sédentaires qui rendirent de si grands services pendant le règne de Louis XIII et la plus grande partie de celui de Louis XIV. Malheureusement, comme les chirurgiens-majors des armées, les médecins et chirurgiens des hôpitaux n'étaient que commissionnés. La guerre finie, les besoins qui les avaient fait commissionner disparus, les uns et les autres étaient rendus à la vie privée.

Colbert et Louvois apportèrent tous leurs soins au progrès de cette organisation. L'Edit du 17 janvier 1708 porta création d'offices de conseillers de Sa Majesté, médecins et chirurgiens, inspecteurs généraux et majors à la suite des armées.

Malheureusement l'édit de Louis XIV faisait des places de médecins des charges vénales, et peu de demandes se produisirent ; on supprima les offices médicaux

en 1716 et l'on en revint à l'organisation ancienne en la réglementant avec plus de soin.

C'est alors qu'on vit apparaître le règlement de 1718 qui peut être considéré comme le premier essai de codification des hôpitaux militaires.

D'après ce règlement, les hôpitaux étaient gérés par des entrepreneurs sous la surveillance des commissaires des guerres, c'est-à-dire des intendants de l'époque. Malgré cette surveillance, les entrepreneurs tendaient toujours à faire des économies licites ou illicites au détriment des malades; et un nouveau règlement dut intervenir en 1747 pour édicter contre les fonctionnaires infidèles, entrepreneurs et apothicaires surtout, les peines les plus sévères.

Il les place sous le contrôle du médecin et du chirurgien, mais en même temps il renforce l'action des commissaires des guerres qui tendent de plus en plus à s'emparer de la direction des hôpitaux et à prendre la haute main sur le service de santé. Pendant de longues années, depuis cette époque, le corps de santé eut à lutter contre la domination des services administratifs, et ce n'est que tout récemment qu'il put s'en affranchir.

Sous l'ancien régime, les officiers de santé employés dans les corps de troupe se distinguaient en chirurgiens-majors et aides-majors. Malheureusement, malgré des garanties purement apparentes, leur nomination était livrée à l'arbitraire des colonels qui les faisaient nommer et destituer à volonté. Bien que vivant à la table des capitaines, les chirurgiens-majors n'avaient ni rang ni autorité; l'ordonnance de 1781 se borne à dire que : « Les chirurgiens-majors seront honorés et respectés par les soldats, cavaliers et dragons, sous peine d'être punis

exemplairement. » Ils ne pouvaient prétendre à la décoration militaire.

On comprend qu'une position aussi précaire enlevait beaucoup de dignité à cet emploi et influait d'une manière fâcheuse sur le recrutement de ces officiers de santé.

Dans les hôpitaux le service de santé était fait en partie par des chirurgiens et médecins de régiment et en partie par des chirurgiens et médecins civils. C'est de cette époque seulement que date l'institution d'officiers de santé attachés d'une manière permanente aux établissements.

En 1788, les hôpitaux militaires disparurent pour faire place à des hôpitaux régimentaires, dans lesquels le service était assuré par les chirurgiens-majors des régiments. C'était en somme quelque chose de très analogue à l'infirmerie-hôpital de nos jours.

La même ordonnance fixait à un chirurgien-major par régiment, plus un aide-major et deux élèves-chirurgiens par bataillon, le personnel médical des corps de troupe jusque-là borné au chirurgien-major aidé de quelques garçons agréés par le chef de corps.

Mais nous sommes à la veille de la Révolution qui, en balayant toutes les institutions de l'ancien régime, allait, là comme partout ailleurs, porter le fer rouge destiné à cicatriser les plaies encore béantes. Jusque-là, en effet, les soins donnés aux soldats étaient regardés comme procédant d'un esprit de charité chrétienne ; avec les principes nouveaux, ils furent regardés comme répondant à un droit imprescriptible des citoyens levés pour la défense nationale et à un devoir impérieux de l'État. La Convention supprima le régime de l'entreprise et le remplaça par celui de la régie directe, condamnant à la fois la

parcimonie et la déprédation, mais ne voulant rien épargner pour le rétablissement de la santé des défenseurs de la patrie.

Un des premiers actes du nouveau régime créé par la Révolution française fut de reconnaître la qualité de militaire aux officiers de santé (10 octobre 1791). Ceux-ci se virent d'ailleurs accorder, peu à peu, pour les prestations en nature et autres parties du traitement, l'assimilation aux grades de la hiérarchie militaire, depuis le grade de lieutenant jusqu'à celui de général de brigade.

Tandis que sous l'ancien régime, les officiers de santé ne pouvaient obtenir la décoration militaire, sous le régime impérial ils deviennent aptes à cette récompense ; des croix de chevalier, d'officier et de commandeur, ainsi que des titres de noblesse leur furent conférés.

Le service sanitaire était divisé en service hospitalier et service régimentaire.

La Convention avait distingué les hôpitaux en hôpitaux d'instruction, hôpitaux fixes, hôpitaux ambulants, sédentaires et spéciaux à la suite des armées et hôpitaux d'eaux minérales.

La police supérieure des hôpitaux appartenait aux commissaires des guerres : ceux-ci prirent, peu à peu, sous leur dépendance les officiers de santé ; ils furent investis du droit de donner des notes sur le talent, les mœurs, la conduite des officiers de santé de seconde et de troisième classe, droit dont étaient privés les officiers de santé en chef des armées.

La Convention plaça à la tête du service dans chaque régiment un chirurgien-major et, en plus, un chirurgien par bataillon. A la fin du Consulat on porta, dans l'infanterie, sur le pied de guerre le nombre des chirurgiens à deux par bataillon.

Le service régimentaire se rapprochait de ce qu'il est aujourd'hui : outre la visite des malades, les chirurgiens-majors devaient s'attacher à découvrir la source d'insalubrité et à prévenir les épidémies.

Cependant ce corps de santé, dont tout le monde vantait la science et le dévouement, ne put conserver l'autorité et l'indépendance dont l'avait doté la Convention, malgré les volontés maintes fois manifestées des assemblées délibérantes, et, plus tard, malgré l'intérêt que lui portait l'Empereur, les bureaux de la guerre réussirent à établir dans le service de santé la prépondérance de l'élément administratif.

Le service devenait de plus en plus pénible. Dans les régiments, les médecins arrivaient encore à acquérir une influence morale réelle et une juste considération, mais, dans les hôpitaux, directement soumis aux commissaires des guerres, leur situation était difficile ; aussi, soutenus par leurs colonels, cherchaient-ils le plus possible à éviter le service des hôpitaux, et, en 1813, le ministre fut obligé, pour remplir les cadres des hôpitaux, de faire désigner d'office par les préfets des médecins et des chirurgiens civils.

Le Gouvernement de la Restauration revint aux anciens errements en ne reconnaissant pas aux officiers de santé la qualité d'officiers.

Mais sous la monarchie de Juillet, un gros pas fut franchi. La loi du 19 mai 1831 sur l'état des officiers, loi dont la réforme est si impatiemment attendue par l'armée tout entière, établit que le grade est la propriété de l'officier qui ne peut en être dépossédé que par jugement, et comprit les officiers de santé dans la catégorie des officiers de l'armée. C'était la création du cadre des officiers de santé militaire. Ce corps ainsi constitué, désor-

mais sûr de son lendemain, fournit cette admirable pléiade de médecins et de chirurgiens qui, pendant les guerres d'Afrique, et bientôt après pendant la guerre de Crimée, donne l'exemple d'un perpétuel dévouement et d'une activité scientifique considérable.

Un décret du 3 mai 1848, rendu par les membres du gouvernement provisoire, et fusionnant les professions de médecin et de chirurgien, donnait au service de santé l'autonomie et l'assimilation ; malheureusement ce décret resta lettre morte. Il ne devait être appliqué qu'après la publication d'un règlement d'exécution qui ne vit jamais le jour ; les bureaux furent assez puissants pour annihiler la volonté de l'Assemblée. Le 23 mars 1852, le Président de la République et le ministre de la guerre promulguèrent un décret de réorganisation.

ORGANISATION ACTUELLE

L'organisation actuelle du corps de santé militaire a eu pour point de départ le décret du 23 mars 1852, lequel institue un corps d'officiers de santé militaire comprenant des médecins et des pharmaciens.

La hiérarchie spéciale des médecins de santé est la suivante : elle existe encore aujourd'hui :

Médecin inspecteur général, cor-	
respondant au grade de	général de division.
Médecin inspecteur, correspondant	
au grade de	général de brigade.
Médecin-principal de 1 ^{re} classe, cor-	
respondant au grade de	colonel.
Médecin principal de 2 ^e classe, cor-	
respondant au grade de	lieutenant colonel.

Médecin-major de 1^{re} classe, correspondant au grade de..... chef de bataillon.

Médecin-major de 2^e classe, correspondant au grade de..... capitaine.

Médecin aide-major de 1^{re} classe, correspondant au grade de..... lieutenant.

Médecin aide-major de 2^e classe, correspondant au grade de..... sous-lieutenant.

En ce qui concerne la discipline générale, le service des places, le service dans le corps de troupe, les officiers de santé sont subordonnés au commandement.

En ce qui concerne le service dans les hôpitaux, ils sont subordonnés aux officiers de l'intendance militaire ; dans leur hiérarchie propre les officiers de santé sont soumis à la subordination du grade inférieur au grade supérieur.

Le décret du 23 avril 1859 compléta cette première réglementation, notamment par une augmentation assez sensible du cadre des médecins majors de 1^{re} classe et par la fixation d'un tarif spécial de la solde des officiers du corps de santé, auxquels on allouait le même traitement qu'aux armes spéciales.

Entre temps avait été ouverte, le 23 janvier 1851, l'Ecole d'application du Val-de-Grâce, existant encore aujourd'hui. Mais la pénurie des candidats fit créer à Strasbourg en 1857, et complètement réorganiser en 1860, l'Ecole impériale du service de santé, emportée dans les désastres de 1870-71, mais dont le fonctionnement a été en grande partie reproduit lors de l'organisation de l'Ecole de Lyon.

A leur sortie de l'Ecole de Strasbourg, les jeunes docteurs faisaient comme aujourd'hui un stage au Val de Grâce. Cette organisation a donné à l'armée des médecins

instruits, à l'enseignement, à l'Académie de Médecine et à l'Institut de véritables savants.

De 1872 à 1889, les candidats à l'emploi de médecin militaire faisaient leurs études médicales devant les facultés civiles, au même titre que leurs camarades qui se destinaient à la médecine civile. Ils pouvaient concourir à la fin de chaque année scolaire, c'est-à-dire après 4, 8 et 12 inscriptions pour le titre d'élèves du service de santé. Leur diplôme de docteur obtenu, ils faisaient au Val de Grâce un stage d'une année. Ce mode de recrutement resta en vigueur jusqu'au rétablissement à Lyon de l'Ecole du service de santé militaire.

Le 14 décembre 1888 la loi portant création de l'Ecole était promulguée. L'ouverture de cette école a eu pour objet d'assurer le recrutement des médecins de l'armée, de seconder les études universitaires des élèves et de leur donner l'éducation militaire jusqu'à leur passage à l'Ecole d'application du Val-de-Grâce. Les élèves se recrutent parmi les étudiants en médecine ayant quatre inscriptions pour le doctorat. Aussitôt reçus docteurs, les élèves passent à l'Ecole d'application du Val de-Grâce.

Les conditions d'admission à cette école, ainsi que les détails de son fonctionnement, n'offrant pas grand intérêt, seront passés sous silence.

Tout élève du service de santé militaire, reçu docteur, est admis de plein droit à l'Ecole d'application le 1^{er} février de chaque année ; date à laquelle il est nommé médecin aide-major de 2^e classe, pourvu de l'emploi d'élève.

Les médecins militaires sont également recrutés parmi les docteurs en médecine admis directement au concours à l'Ecole du Val de-Grâce. Pour ceux-ci un décret du 8 mai 1900 dispose qu'ils doivent avoir eu moins de vingt-huit ans au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Les médecins-inspecteurs peuvent remplir les fonctions de directeur du service de santé dans les corps d'armées; ou être membres du comité technique de santé créé par la loi du 16 mars 1882, pour remplacer l'ancien conseil de santé des armées dont l'origine remontait à Louvois. Ils sont chargés, chaque année, d'inspections générales dans les corps d'armée, et remplissent toutes les missions que le ministre leur confie.

Les médecins principaux de 1^{re} classe peuvent être chargés des fonctions de directeur du service de santé dans les corps d'armée, ou sont répartis comme médecins-chefs dans les hôpitaux militaires les plus importants.

Les médecins principaux de 2^{me} classe sont généralement médecins-chefs d'hôpitaux moins importants, parfois même médecins traitants.

Les médecins-majors sont employés, soit dans les hôpitaux comme médecins-chefs ou médecins traitants, soit dans les corps de troupe.

Les médecins aide-majors sont employés, d'après leur grade et leur ancienneté de grade, soit dans les corps de troupe, soit dans les hôpitaux, de manière à produire un roulement régulier dans leur affectation à l'un et à l'autre emploi.

En principe, le service médical est assuré dans les régiments d'infanterie, d'artillerie et du génie par un personnel qui comprend : un médecin-major de 1^{re} classe, un médecin de 2^{me} classe et un médecin aide-major de 1^{re} ou 2^{me} classe. Dans les régiments de cavalerie et dans les bataillons formant corps, en raison de leur beaucoup plus faible effectif, le personnel se trouve réduit à un médecin-major de 2^{me} classe et un médecin aide major.

AUTONOMIE DU SERVICE DE SANTÉ

L'organisation de 1852 avait laissé à l'intendance la direction et la conduite des services sanitaires. Le vote de la loi du 1^{er} juillet 1889 sur l'administration de l'armée, en consacrant définitivement l'autonomie du service de santé militaire, a réalisé un progrès considérable.

Epouvantable hécatombe, la guerre de Crimée avait montré les tristes résultats d'une organisation vicieuse. Il était illogique, en effet, que les médecins aient tout juste le droit de soigner les malades et de panser les soldats frappés, tandis que le sous-intendant établissait les hôpitaux, installait les ambulances et répartissait le personnel et le matériel. On voyait des médecins sans matériel, et ailleurs du matériel sans médecins.

La guerre d'Italie avait vu se reproduire les mêmes résultats. Enfin quand éclate la guerre franco-allemande, nous en sommes toujours au règlement de 1852, et le désarroi apparaît dès les premiers jours. « Le débrouillez-vous » devient la règle, et dans les ambulances que personne ne dirige, chacun tire de son côté.

En 1873, l'Académie de médecine demande l'émancipation de la médecine militaire au ministre qui l'a consultée; ce n'est qu'en 1882, après des ballottements sans nombre, que la loi d'administration décrète enfin, mais Dieu sait avec quelles réserves, l'autonomie du corps de santé de l'armée complétée par la loi de 1889. Aujourd'hui le médecin est le directeur, le chef véritable de son service, et sous son autorité aussi bien que sous sa responsabilité, personnel et matériel sont actuellement à la hauteur de leur rôle.

RECRUTEMENT ET ORGANISATION DES PHARMACIENS MILITAIRES

Le corps de santé, portait le décret de 1852, se divise en deux sections : la médecine, à laquelle se rattache la chirurgie, et la pharmacie.

Comme les médecins, les pharmaciens militaires jouissent des bénéfices de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers. Leur hiérarchie et leur assimilation sont d'ailleurs les mêmes que celles des médecins militaires. Leur recrutement est réglé par les décrets des 14 et 15 novembre 1891. Il y a chaque année du 1^{er} au 15 novembre un concours pour l'admission aux emplois d'élève en pharmacie du service de santé militaire, d'après un programme arrêté par le ministre. Ce programme, ainsi que les conditions du concours, n'offrent pas grand intérêt.

Les élèves sont répartis à leur choix et selon leur convenance entre les sept villes suivantes : Bordeaux, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris et Toulouse. Ils ne portent pas d'uniforme, mais sont cependant soumis à certaines règles disciplinaires fixées par le décret précité, et reçoivent de l'Etat une indemnité annuelle de mille francs.

Ils sont placés sous les ordres directs et sous la surveillance des médecins-chefs des hôpitaux auxquels ils sont attachés : leur nom est inscrit sur le registre matricule de l'hôpital. Ils concourent à l'exécution du service pharmaceutique de l'hôpital autant que le permettent les exigences de l'enseignement qui leur est donné au dehors.

Tout élève reçu pharmacien de 1^{re} classe passe de plein droit à l'Ecole du Val-de-Grâce, les pharmaciens stagiaires

res qui ont satisfait aux examens de sortie sont nommés pharmaciens aides-majors de 2^e classe.

De même que pour les médecins, l'Ecole du Val-de-Grâce reçoit, chaque année, des pharmaciens de 1^{re} classe ne provenant pas des élèves de service de santé militaire et sous les mêmes conditions. Les pharmaciens militaires sont exclusivement employés dans les hôpitaux militaires, et dans les magasins centraux de pharmacie établis à Paris et Marseille, véritables réservoirs où viennent s'approvisionner en remèdes de toute sorte, tous les établissements militaires de France et des colonies.

OFFICIERS D'ADMINISTRATION DU SERVICE DE SANTÉ

Le personnel des officiers d'administration du service de santé forme un corps distinct, ayant une hiérarchie propre absolument semblable à celle des officiers d'administration du service de l'intendance.

Le recrutement de ce personnel se fait de la même manière, au moyen d'élèves d'administration formés à l'Ecole d'administration de Vincennes, qui prête son concours au service de santé, et où les sous officiers se destinant à ce service forment une catégorie spéciale.

Ils ont entre eux la même hiérarchie que celle des officiers d'administration du service de l'intendance et sont employés exclusivement dans les directions du service de santé et dans les hôpitaux.

RÈGLES GÉNÉRALES

Le service de santé de l'armée a pour objet :

- 1° L'application des règles de l'hygiène à la santé des troupes ;
- 2° Le traitement des militaires malades ou blessés ;
- 3° La préparation du personnel en vue du service en campagne ;
- 4° L'administration et la gestion des établissements du service de santé.

L'organisation et le fonctionnement actuel de ce service dans l'armée sont régis par des règlements spéciaux dont les principaux sont les suivants :

- 1° Le règlement du 23 novembre 1889 sur le service de santé à l'intérieur dont une édition révisée et mise à jour a été publiée le 1^{er} septembre 1898 ;
- 2° Le règlement du 31 octobre 1892 sur le service de santé de l'armée en campagne ;
- 3° L'instruction du 5 mai 1899 sur l'utilisation en temps de guerre des ressources du territoire national pour l'hospitalisation des malades et des blessés de l'armée.

Tels sont les documents dont l'étude va nous permettre d'expliquer le fonctionnement du service de santé dans l'armée en temps de paix d'abord et en temps de guerre ensuite. Nous terminerons en jetant un rapide coup d'œil sur l'organisation de ce même service dans les pays voisins.

L'étude du service en temps de paix comprendra trois parties. Nous dirons d'abord un mot des directions du service de santé. Puis nous examinerons le fonctionnement du service dans les corps de troupe d'abord et dans les établissements hospitaliers ensuite.

Nous verrons dans une deuxième partie comment est organisé ce même service en temps de guerre, et nous jetterons enfin un coup d'œil rapide sur la manière dont il fonctionne à l'étranger, du moins chez nos voisins immédiats.

SERVICE DE SANTÉ EN TEMPS DE PAIX

ADMINISTRATION ET DIRECTION

Le service de santé de l'armée reçoit son impulsion de la 7^{me} direction du ministère de la guerre, à côté de laquelle siège le comité technique de santé composé, d'après le décret du 22 mars 1901, de neuf à onze membres dont six à huit appartenant au corps de santé militaire, y compris le pharmacien inspecteur, deux empruntés aux différentes armes ou services métropolitains et un au corps de santé des troupes coloniales.

Ce comité s'occupe de toutes les questions techniques relatives au service de santé qui lui sont envoyées par le ministre. Il apprécie les mémoires scientifiques qui sont établis par les membres du corps de santé militaire. Il dresse les programmes pour l'admission aux écoles du service et ceux des concours auxquels peuvent être appelés les officiers du corps aspirant à des fonctions spéciales.

Dans chaque région de corps d'armée et dans chaque gouvernement militaire se trouve une direction du service de santé dont le personnel comprend : un directeur du grade de médecin-inspecteur ou principal de 1^{re} classe, un médecin-major de 2^{me} classe attaché à la direction, des officiers d'administration et des infirmiers aux écritures.

Le directeur partage avec les fonctionnaires de l'intendance le privilège de pouvoir ordonnancer les dépenses relatives à son service : c'est encore là un des résul-

tats de l'autonomie du service de santé. Il exerce une autorité complète sur les personnels de la direction, des hôpitaux et des sections d'infirmiers ; et, au point de vue technique seulement sur les médecins des corps de troupe qu'il apprécie et note au point de vue professionnel seulement. Il correspond avec le ministre par l'intermédiaire du général commandant le corps d'armée. Il visite les casernements au point de vue de l'hygiène et apprécie le fonctionnement des infirmeries régimentaires dont il examine le matériel du service courant et de réserve ; il étend son action sur tous les détails du service des hôpitaux.

SERVICE DU CORPS DE SANTÉ DANS LES CORPS DE TROUPE

Nous avons vu précédemment que le service de santé était assuré par trois médecins dans les régiments d'infanterie, d'artillerie et du génie et par deux seulement dans les régiments de cavalerie et les bataillons formant corps. Ce personnel peut être renforcé : par des médecins auxiliaires et par des médecins de réserve ou de l'armée territoriale accomplissant une période d'instruction. Il lui est en outre adjoint : un sous-officier ou caporal d'infirmerie, des infirmiers titulaires et des brancardiers régimentaires recrutés parmi les ouvriers et musiciens.

Le médecin chef de service passe la visite d'incorporation aux recrues et aux engagés volontaires qu'il examine au point de vue de l'aptitude physique. Il visite fréquemment tous les locaux du casernement et signale au chef de corps les défauts et les négligences hygiéniques. Il surveille l'alimentation, propose les mesures propres à

prévenir et à enrayer les épidémies, fait des conférences sur l'hygiène aux officiers et sous-officiers, etc., etc.

Chaque matin il passe la visite médicale et il écrit ses prescriptions ou fournit tous renseignements utiles relatifs aux malades sur le cahier de visite médicale, lequel sert à la correspondance officielle du médecin avec les chefs d'unités. Cette visite a pour but de classer les malades en quatre catégories :

1° Les « carottiers » qui n'obtiennent que la mention : « peut faire son service ».

2° Les malades à la chambre dits : exempts de service ».

3° Les malades que des affections peu graves rendent susceptibles d'être traités à l'infirmerie.

4° Enfin ceux dont l'état inquiétant nécessite le transport à l'hôpital.

Après la visite, le médecin établit un rapport sommaire journalier pour le chef de corps. Au verso, il consigne ses observations sur le service médical, signale les officiers malades, et fournit des renseignements sur l'état des malades en traitement dans les hôpitaux.

Il est évident que le médecin-major de 1^{re} classe, chef de service, peut se faire suppléer, quand il le juge convenable, par les médecins placés sous ses ordres pour tous les détails du service. Mais il est à remarquer que très rarement, surtout dans l'infanterie, les trois médecins du régiment se trouvent réunis dans la même garnison. Le médecin-major de 2^e classe accompagne les détachements que fournissent presque tous les régiments, et le médecin-major de 1^{re} classe se trouve seul avec son aide-major.

Pendant les marches, le médecin décharge de leur sac les hommes qui lui paraissent devoir être allégés. Il fait monter dans la voiture d'ambulance ceux qui lui paraissent incapables de continuer la route. A chaque halte horaire

ou grand'halte, il examine les sujets qui se plaignent de leur chaussure. A l'arrivée à l'étape ou au retour au quartier, il passe une visite médicale. En arrivant à l'étape, il s'enquiert de la salubrité de la localité, de l'existence de maladies contagieuses, de la qualité des eaux. Il peut aussi être appelé à examiner les denrées et boissons délivrées par les mercantis.

Les médecins des corps de troupe ont souvent à procéder à la vaccination des hommes. Ils adressent, après chaque série d'opérations, au directeur du service de santé, un rapport sur leur exécution, et une double expédition d'un tableau donnant les résultats obtenus : l'une de ces expéditions est destinée au centre vaccino-gène qui a fourni la pulpe.

INFIRMERIES RÉGIMENTAIRES

Nous avons vu que les soldats dont l'état sanitaire inspire peu d'inquiétude, sont traités à l'infirmerie régimentaire. Le médecin y passe, chaque matin, la visite des malades. Dans le courant de l'après-midi, une contre-visite est nécessaire : le médecin-chef de service y procède lui-même, ou la fait exécuter par un des médecins en sous-ordre.

La gestion de l'infirmerie régimentaire appartient au conseil d'administration dont le médecin-chef de service est l'agent. Il remplit le rôle d'un officier de détail en ce qui concerne le matériel, les médicaments, ainsi que le mobilier de l'infirmerie. Il tient un certain nombre de registres et administre la masse de l'infirmerie, alimentée par les versements que fait l'unité à laquelle appartient le malade et à laquelle il continue à compter.

Le versement total à la masse est en moyenne de soixante à soixante cinq centimes par homme et par jour. Les dépenses payées par cette masse sont surtout les frais du régime spécial et l'éclairage intérieur de l'infirmerie.

Les besoins ordinaires de l'infirmerie régimentaire sont assurés à l'aide de la ration fixe, pour le chauffage des locaux, des bains, de la préparation des tisanes et pour les bains de propreté par immersion ou aspersion administrés en dehors de l'infirmerie.

L'éclairage des abords et des corridors de l'infirmerie sont assurés par la masse de chauffage et d'éclairage ; les salles de visite et de malades sont éclairées en utilisant les mêmes ressources.

Dans les villes de garnison dépourvues de ressources hospitalières, et situées à une trop grande distance d'un hôpital militaire ou d'un hospice mixte, les infirmeries régimentaires peuvent être constituées en infirmeries hôpitaux. Outre les malades atteints d'affections qui doivent être soignés dans les infirmeries régimentaires, les infirmeries hôpitaux reçoivent les malades qui, en principe, ne peuvent être traités que dans un hôpital.

L'infirmerie-hôpital diffère d'une infirmerie régimentaire par la nature des maladies susceptibles d'y être traitées, par sa dotation spéciale en médicaments et matériel, par l'affectation de locaux supplémentaires en rapport avec sa destination. Elle est administrée comme une infirmerie régimentaire ; mais le service technique et les conditions matérielles des malades s'y rapprochent dans la mesure du possible de ce qui existe dans les hôpitaux.

HOPITAUX MILITAIRES. — PERSONNEL.

Les principes généraux du service sont identiques dans les hôpitaux militaires permanents, annexes, temporaires et d'eaux minérales. Toutes les branches du service, tant au point de vue du personnel que de la comptabilité et du matériel, sont sous l'action du directeur du service de santé.

La direction du service, dans un hôpital militaire, appartient au médecin le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le grade ; il prend le titre de médecin-chef et a les attributions et les devoirs généraux d'un chef de corps, tels qu'ils sont définis par le règlement sur le service intérieur des corps de troupe. Il a autorité sur tout le personnel militaire et civil attaché à l'hôpital, ainsi que sur les militaires de service dans l'hôpital dont la police lui appartient.

Les médecins traitants sont chargés du traitement des malades et sont responsables envers le médecin-chef du fonctionnement et de la bonne tenue de leur service. Ils dirigent l'instruction des médecins placés sous leurs ordres, en les associant à toutes les recherches qui ont pour but d'éclairer leur diagnostic ; et ils sont responsables de cette instruction envers le médecin chef, ainsi que de l'instruction technique des infirmiers.

Les médecins aides-majors secondent les médecins traitants dans toutes les parties du service. Ils s'assurent de l'exactitude des relevés d'aliments et de médicaments, ainsi que de la bonne tenue des cahiers de visite. En cas d'insuffisance numérique dans la place de médecins d'un grade plus élevé, les aides-majors de 1^{re} classe peuvent remplir les fonctions de médecin traitant.

Il est établi un service de garde permanent dans les hôpitaux où l'effectif des médecins aides majors est de trois au moins; dans le cas contraire, un médecin désigné par le médecin chef, est tenu de faire connaître le lieu où on pourra le trouver jour et nuit, dans le but d'assurer aux malades, en cas d'accidents, les secours dont ils pourraient avoir besoin.

Le pharmacien chef de service est chargé, sous l'autorité du médecin-chef, du service de la pharmacie (exécution du service journalier de la pharmacie, comptabilité matières, analyses et expertises, commission de réception). Il est responsable de la propreté des locaux de la pharmacie.

L'emploi de gestionnaire est rempli par le plus élevé en grade des officiers d'administration. Les hôpitaux fonctionnent, au point de vue administratif, sans conseil d'administration; le gestionnaire remplit les fonctions de trésorier, sous le contrôle local du médecin-chef et le contrôle supérieur du directeur.

Cet officier gestionnaire est chargé, sous l'autorité du médecin-chef, du fonctionnement des services généraux (vaguemestre, casernement, dépense, buanderie, bains, perruquier, magasins, etc.), de la répartition des officiers d'administration en sous-ordre, de la répartition des infirmiers dans les différents services, du commandement du détachement d'infirmiers de l'hôpital, de la comptabilité matières et finances de l'établissement ainsi que des écritures.

Le nombre des infirmiers attachés à chaque hôpital varie avec son importance. Les infirmiers sont soumis à toutes les obligations et à tous les devoirs du soldat.

Ils ont, en outre, les devoirs professionnels suivants : exécuter tous les ordres des médecins militaires, des

pharmaciens militaires, des officiers d'administration et des infirmiers gradés, relatifs au fonctionnement de l'établissement : donner aux malades les soins généraux prescrits soit par les règlements, soit par les consignes, soit par leurs chefs directs ; enfin leur assurer, avec un entier dévouement, l'assistance et les soins particuliers, de quelque nature qu'ils puissent être.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Le service, dans un hôpital militaire, a pour but essentiel d'assurer aux militaires malades ou blessés, dans les meilleures conditions réalisables, les soins qu'exige leur état.

Le malade qui entre à l'hôpital est porteur d'un billet d'hôpital, de son livret individuel et de sa plaque d'identité. Il est d'abord conduit au bureau des entrées où il remet, en dépôt, à l'officier d'administration, l'argent, les bijoux ou valeurs dont il peut être détenteur et que, sous aucun prétexte, il ne doit conserver sur lui. Il passe de là au vestiaire pour y échanger ses effets contre ceux qui lui sont fournis par l'hôpital et qu'il conservera pendant toute la durée de son séjour.

Les soldats sont soignés gratuitement dans les hôpitaux militaires, les frais de traitement restant à la charge de l'Etat. Les sous-officiers versent le montant de leur solde nette, déduction faite de leurs gratifications et hautes payes. Les officiers subissent sur leur solde une retenue qui varie avec le grade et qui est égale aux chiffres suivants :

Officier général ou traité comme tel..	6 fr. »
Officier supérieur	4 fr. »
Officier subalterne	3 fr. 45

Pour les militaires pensionnés ou réformés de tous grades le montant des retenues pour remboursement des frais de traitement ne peut être supérieur au montant de la pension, de la solde de réforme ou de la gratification.

Les malades sont visités deux fois par jour par les médecins traitants qui, le matin, prescrivent pour chaque malade les médicaments et le régime alimentaire de la journée. La prescription du régime alimentaire est toujours faite à haute voix afin que chaque malade sache ce qui doit lui être donné en aliments.

Le personnel infirmier des salles de malade se compose : d'un infirmier-major, d'infirmiers de visite et d'infirmiers ordinaires des salles.

Le service journalier de la pharmacie consiste dans la préparation des tisanes et des médicaments pour les malades, prescrits sur les relevés et les bons particuliers.

Le service de l'alimentation est assuré par la dépense. Les denrées destinées à assurer l'alimentation quotidienne des malades sont livrées à l'hôpital par des adjudicataires ou achetées sur place. Le pain, la viande, le lait sont fournis tous les matins. Les livraisons des autres denrées, des matières et des objets de consommation sont effectuées au fur et à mesure des besoins.

Ne pouvant donner des salles spéciales à tous les malades, on a la précaution de subdiviser ceux-ci en catégories, de façon à mettre autant que possible dans une même chambre les malades ayant des affections analogues, exigeant des soins matériels et des conditions de vie semblables.

Les principales causes qui diminuent l'effectif des malades sont : les sorties après guérison, par convalescence et par réforme, par évacuation et par décès.

Les médecins traitants désignent à la visite du matin

ceux des malades dont la guérison est achevée et qui doivent sortir le lendemain ; ceux-ci se rendent directement à leurs corps. Les sortants par convalescence ou après réforme obtiennent une feuille de route leur permettant de se rendre dans leurs foyers.

Les malades en traitement peuvent être évacués isolément ou collectivement sur un autre établissement hospitalier.

Les médecins traitants devront rendre compte journalièrement par écrit, au médecin-chef, de la nécessité de prévenir télégraphiquement les familles des malades dont l'état leur paraîtra assez grave pour entraîner la mort.

Tout décès survenu dans un hôpital est notifié sans délai à la famille, par l'intermédiaire du maire de la commune où sont domiciliés les parents du décédé, au moyen d'un avis télégraphique. L'officier d'administration gestionnaire adresse, dans les vingt quatre heures, une déclaration de décès, certifiée par le médecin traitant, à l'officier de l'état-civil du lieu, chargé de constater le décès, conformément à la loi. Après autorisation préalable de l'officier de l'état civil, il est procédé à l'inhumation.

L'officier d'administration gestionnaire, qui a été constitué dépositaire des effets et valeurs appartenant au décédé, lors de l'entrée de ce dernier à l'hôpital, fait parvenir aux héritiers, par l'intermédiaire du maire, un relevé détaillé de chaque succession ; celle-ci doit être retirée dans le délai de six mois, soit par les héritiers eux-mêmes, soit par un délégué muni de pleins pouvoirs à cet effet.

A l'expiration des six mois, il est procédé à la vente des successions non réclamées ; le numéraire et le produit de la vente sont versés, distinctement par succession, à la Caisse des dépôts et consignations, près de laquelle les héritiers auront désormais à faire valoir leurs droits.

Les testaments trouvés dans les successions sont remis au président du Tribunal civil.

Enfin les hôpitaux militaires fonctionnent sans conseil d'administration ; le gestionnaire est seul responsable de la comptabilité sous la surveillance du médecin chef. La base des opérations de surveillance et de contrôle consiste : 1° dans la vérification de la caisse du comptable ; 2° dans la vérification des pièces justificatives.

L'étude détaillée de la comptabilité du gestionnaire nous ferait entrer dans des détails techniques assez compliqués et sortirait du cadre de ce modeste travail.

HOPITAUX D'EAUX MINÉRALES ET BAINS DE MER

Les hôpitaux militaires d'eaux minérales sont : Amélie-les-Bains, Barèges, Bourbonne-les-Bains, Bourbon-l'Archambault et Vichy, sur le territoire de la France continentale ; Hamman-Rira, Hamman-Mélouan, les Bains de la Reine en Algérie.

Certaines villes du littoral sont également désignées pour les bains de mer : Marseille, Nice, La Rochelle, Dunkerque, Calais, etc.

Les militaires y sont envoyés sur la proposition des médecins qui établissent à cet effet un certificat de visite et contre-visite d'un modèle spécial, et qu'on appelle certificat individuel. Une partie des militaires est hospitalisée (soldats, sous-officiers, officiers, subalternes) ; la deuxième ne l'est qu'exceptionnellement (officiers supérieurs et généraux).

Les anciens militaires et marins sont admis aux eaux minérales en remplissant certaines formalités : ils obtiennent le voyage à quart de place sur les voies ferrées.

Pour les bains de mer, les militaires sont mis en subsistance dans les corps de troupe des villes désignées ci-dessus ; ils peuvent être hospitalisés, si leur état l'exige.

HOSPITALISATION DES ALIÉNÉS

L'article 202 du règlement sur le service de santé prescrit que les militaires atteints d'aliénation mentale ne sont admis dans les hôpitaux militaires que momentanément et jusqu'à l'accomplissement des formalités imposées par la loi. Le médecin militaire devra donc se hâter d'établir les pièces nécessaires, afin de garder le moins longtemps possible un aliéné dans les établissements militaires, mais encore faut-il quelques jours pour observer le malade, asseoir son diagnostic, et parfois même déjouer la simulation.

HOSPICES MIXTES ET HOSPICES CIVILS

Dans les localités où il n'existe pas d'hôpitaux militaires, les hospices civils sont tenus de recevoir et de traiter les malades qui leur sont envoyés par l'autorité militaire. Ces hospices sont divisés en deux catégories :

- 1^o Les hospices mixtes ou militarisés dans les villes dont la garnison a un effectif d'au moins 300 hommes ;
- 2^o Les hôpitaux civils proprement dits, dans les villes de garnison moindre ou dépourvues de garnison.

Les hôpitaux mixtes renferment des salles spécialement réservées aux malades militaires. Le service y fonctionne, autant que possible, d'après les règlements en vigueur

dans les hôpitaux militaires : il y est fait par des médecins militaires.

Dans les hôpitaux civils, au contraire, les malades militaires sont traités dans les salles ordinaires, soumis au régime de l'hospice civil et soignés par des médecins civils.

Des allocations relatives aux militaires en traitement dans les hôpitaux civils sont payées à ces derniers d'après les conventions passées entre le directeur du service de santé représentant le ministre de la guerre et la commission administrative de l'hôpital.

Le médecin militaire désigné pour diriger le service dans les hôpitaux mixtes prend le titre de médecin-chef et en exerce les attributions. Les règles de l'exécution du service sont, dans la mesure du possible, identiques à celles que nous avons signalées pour les hôpitaux militaires.

SERVICE DE SANTÉ EN CAMPAGNE

RÈGLES GÉNÉRALES

L'organisation et le fonctionnement du service de santé en campagne sont définis par le règlement du 31 octobre 1892 et régis par :

1° Le règlement du 28 mai 1895 sur le service des armées en campagne ;

2° Le règlement du 11 février 1900 portant organisation générale des services de l'arrière aux armées ;

3° L'instruction du 25 avril 1900 sur le service des étapes ;

4° Le règlement du 21 février 1900 sur les transports stratégiques.

C'est en étudiant et en paraphrasant ces divers règlements que nous montrerons comment s'exécute, en campagne, un service dont l'importance est capitale, puisqu'il a pour but d'assurer le plus longtemps possible la conservation des combattants.

Le service de santé en campagne a pour objet :

1° La conservation des effectifs par l'application des mesures d'hygiène et de prophylaxie applicables aux masses armées, soumises, du fait même de la guerre, à des conditions exceptionnelles ;

2° L'utilisation et la répartition des moyens destinés à assurer en marche, en station, sur le champ de bataille, les soins aux malades et blessés ; leur triage pour l'hospi-

talisation sur place ou pour l'hospitalisation à distance au moyen des évacuations.

Il y a une grande distinction à établir suivant que le service de santé fonctionne dans la zone des armées d'opérations, ou dans la zone de l'intérieur sur le territoire national.

Dans le service de la zone des armées d'opérations, il faut encore distinguer le service de l'avant et celui de l'arrière.

Le premier comprend : le service régimentaire, les ambulances et les hôpitaux de campagne.

Le second comprend : l'évacuation et les réapprovisionnements.

Cette division va nous servir de base au cours de cette étude.

Enfin, en territoire national, le service est assuré par : les hôpitaux militaires, mixtes, d'eaux minérales, et les hôpitaux auxiliaires du territoire, dont nous dirons un mot en terminant.

DIRECTION

Le directeur du service de santé dans une armée dirige le service de cette armée, y compris celui des zones des étapes.

Il est ordonnateur secondaire par délégation de l'Intendant de l'armée. Il soumet au général en chef ses propositions concernant l'hygiène, l'état sanitaire, l'emploi des ressources fournies par les sociétés de secours et par le pays occupé, le concours du service de santé aux opérations projetées ou ordonnées, le réapprovisionnement en matériel sanitaire, les évacuations, les

réquisitions, la relève des hôpitaux de campagne, l'installation des dépôts de convalescents et d'hôpitaux auxiliaires.

Il exerce son action régulatrice et technique sur le service de santé dans la zone des étapes, il assure la liaison des corps d'armée avec ce service, il concerte avec le directeur du service de santé des étapes, l'exécution des évacuations, le fonctionnement des hôpitaux d'évacuation et des transports d'évacuation, ainsi que le réapprovisionnement sanitaire des corps d'armée.

Un directeur dans un corps d'armée a l'ordonnement, il surveille et dirige le service, il assure le fonctionnement régulier du service de première ligne, dispose de l'ambulance de corps, active les évacuations ; il veille à ce que les ambulances soient toujours prêtes à marcher avec le corps d'armée. Il reçoit du chef d'état-major les ordres concernant la santé des troupes, l'ordre de marche au sujet des ambulances et hôpitaux de campagne, le fonctionnement du service dans les ambulances sur le champ de bataille, la désinfection de ce dernier et le relèvement des formations sanitaires. Lorsqu'un engagement est imminent, il se renseigne pour régler ses ordres d'après les prévisions ; il s'assure de la situation des ambulances ; et, pendant le combat, il coordonne leur action ; dans la soirée qui suit le combat, il les visite pour s'assurer de leur fonctionnement, de la régularité des évacuations, de l'étendue des besoins en personnel et matériel.

Dans un corps d'armée opérant isolément, le directeur du service de santé du corps d'armée a les attributions d'un directeur dans une armée. Dans une division opérant isolément, le médecin divisionnaire n'est pas seulement chef de service : il a les attributions d'un directeur dans une armée.

MATÉRIEL DU SERVICE DE SANTÉ EN CAMPAGNE

Il est réparti dans les diverses formations de l'avant ou de l'arrière, suivant la nature même du service que ces divers éléments ont à assurer.

Le matériel de l'avant comprend : le paquet individuel de pansement, le matériel régimentaire, le matériel des ambulances et des hôpitaux de campagne.

Le paquet de pansement qui est destiné au premier pansement sur le terrain même du combat est composé : d'un plumasseau d'étoffe purifiée et antiseptique entourée de gaze, d'une compresse de gaze, d'un imperméable, d'une bande de gaze et de deux épingles à pansement, le tout contenu dans une enveloppe grise renforcée d'un sachet en tissu imperméable. Tout officier, sous-officier, et soldat doit être muni, en temps de guerre, de ce paquet de pansement : il le porte dans une poche spéciale au côté gauche du vêtement intérieur.

Le matériel régimentaire comprend : le sac d'ambulance que porte un infirmier qui suit le médecin attaché à chaque bataillon. Ce sac renferme les principaux médicaments et objets de pansement nécessaires en cas de besoins urgents. Il y a lieu d'y ajouter : les sacoches d'ambulance en usage dans la cavalerie, et composées de la même manière que le sac d'ambulance, l'équipement d'infirmier régimentaire, l'équipement de brancardier comprenant : 1° un bidon d'un litre pour donner à boire aux blessés ; 2° une musette à pansement contenant divers objets de pansement, de l'iodoforme, une pince hémostatique, etc... enfin, la voiture médicale régimentaire qui marche avec le train de combat de chaque bataillon.

Le matériel des ambulances comprend : la voiture pour le personnel non monté, la voiture de chirurgie attelée à quatre chevaux : sa partie antérieure est constituée par deux armoires contenant chacune quatre paires de paniers de pansement disposés sur deux étages ; sa partie postérieure contient des médicaments, des instruments de chirurgie, des bandages à fractures, de la toile métallique, linge, coussins, bandes, compresses, etc... Il comprend en outre : la voiture d'administration et divers fourgons contenant : des brancards, tentes d'ambulance, tonnelets de vin et d'eau-de-vie, des vivres, bagages d'officiers, etc , enfin des voitures pour le transport des blessés.

Le matériel des hôpitaux de campagne comprend quatre fourgons du service : il est approvisionné en objets de pansement, instruments de chirurgie, ustensiles, vivres, linges, couvertures, etc..., pour assurer le traitement de cent malades pendant trois mois.

Il est attribué huit hôpitaux de campagne par corps d'armée à raison de quatre par division.

Le matériel de l'arrière comprend : l'hôpital d'évacuation et le train sanitaire improvisé.

L'hôpital d'évacuation est destiné aux évacuations par route et par chemin de fer, ainsi qu'au réapprovisionnement des formations de l'avant.

Le train sanitaire improvisé se compose de quarante wagons du type des voitures à marchandises, chaque wagon pouvant contenir douze blessés.

SERVICE DE L'AVANT

Le fonctionnement régulier du service de santé de l'avant exige la liaison constante et l'action concordante

de ses trois échelons : régimentaire, ambulances, hôpitaux de campagne.

Au combat, le service régimentaire et les ambulances fonctionnent simultanément et se prêtent un mutuel concours.

L'emplacement des postes de secours et des formations sanitaires est indiqué pendant le jour par le fanion de la convention de Genève (croix-rouge sur fond blanc), joint au fanion national ; pendant la nuit par deux lanternes, l'une à verre rouge, l'autre à verre blanc.

SERVICE RÉGIMENTAIRE

Il a pour but de ramasser le blessé sur le champ de bataille pour le ramener en arrière. Son double but est le suivant : 1° laisser le blessé le moins longtemps possible sans secours ; 2° protéger la blessure au plus tôt contre les causes d'infection en appliquant un pansement provisoire.

Le service régimentaire assure le relèvement et le premier pansement aussi immédiat que possible, ainsi que le transport à bras d'homme des blessés. Il étend son action du point où le blessé est tombé jusqu'au relai d'ambulance, en passant par une place de pansement appelée poste de secours.

Les brancardiers régimentaires, agents de transport, relèvent les blessés et les transportent au poste de secours, station de pansement installée à proximité des réserves de régiment, et où les blessés reçoivent les soins urgents strictement nécessaires pour permettre la continuation du transport vers le relai d'ambulance. Ils profitent des moments d'accalmie pour procéder au relèvement

des blessés qu'ils effectuent partout où les phases du combat le permettent et le commandent.

L'emplacement du poste de secours désigné par le médecin-chef, est en arrière des réserves de régiment, à l'abri du feu de la mousqueterie, à environ mille mètres de la ligne de feu et à deux mille mètres de l'artillerie de l'adversaire.

Le service chirurgical dans les postes de secours doit se borner à parer aux accidents immédiats (hémorragies, syncope, application de pansements et appareils simples), pouvant permettre le transport des blessés jusqu'à l'ambulance et l'attente de soins plus complets.

Tous les blessés apportés au poste de secours sont visités et pansés. Ils reçoivent une fiche de diagnostic qui est fixée à leurs vêtements, et indique la nature de la blessure et les soins intervenus pour épargner la répétition d'examen inutiles : ces inscriptions sont consignées sur le carnet médical. Les fiches blanches indiquent les blessés non évacuables ; les rouges s'appliquent aux blessés évacuables.

Dans la cavalerie, le médecin ne peut guère s'attarder à soigner les blessés, sans risquer de perdre de vue son régiment qui, en raison de sa grande mobilité, aura pu se reformer plus ou moins loin. En principe, il est admis que les blessés de la cavalerie sont recueillis par les brancardiers de l'infanterie. A défaut d'ambulance, ils sont dirigés sur le village le plus voisin avec un bon de réquisition, pour que le maire leur assure tous les soins que comporte leur état.

Les premiers secours sont donnés sur le champ de bataille par les brancardiers dirigés par les médecins auxiliaires attachés à chaque bataillon. Ils comportent les

soins à donner aux blessés sur le point même où ils sont tombés.

Le rôle médical des brancardiers doit se borner à donner à boire aux blessés qui le réclament presque toujours, puis à appliquer le paquet individuel de pansement qu'ils doivent bien veiller à ne pas souiller avant de l'appliquer sur la plaie.

Deux brancardiers au moins sont nécessaires pour relever un blessé : ils doivent agir avec douceur, sans précipitation et sans secousses. Le blessé doit être déposé sur le brancard avec précaution et douceur. On lui donne la position la plus favorable déterminée par le siège de la blessure. On maintient la position du blessé à l'aide de la couverture de campement; de vêtements roulés ; le havresac sert d'oreiller. Pour le déchargement du brancard, le blessé doit être manié avec les mêmes précautions que pour l'y placer.

Si les brancards viennent à manquer sur le champ de bataille, on y supplée par des civières improvisées ou par le transport des blessés à bras.

Le transport des blessés, surtout lorsque les distances sont longues à parcourir, et pour se rendre aux ambulances, peut encore avoir lieu : à l'aide des voitures d'ambulance ou des voitures auxiliaires, à dos de mulet, sur brouette porte-brancard, par bateaux et enfin par chemins de fer, au moyen de trains sanitaires permanents ou improvisés.

Le service régimentaire s'arrête au relai d'ambulance. C'est là qu'il prend contact avec le service d'ambulance ; c'est là que cesse le transport à bras d'homme et que commence le transport sur roues ou sur animaux de bât : ces moyens de transports fournis par l'ambulance constituent le relai d'ambulance. Comme emplacement, il doit

se trouver naturellement sur une voie charretière, et devra se rapprocher le plus possible du poste de secours.

AMBULANCES .

Spécialement organisées pour le service du combat, les ambulances doivent être constamment prêtes à marcher même après un combat et suivre la division ou le corps d'armée auxquels elles sont affectées. A cet effet, elles sont relevées le plus tôt possible par un hôpital de campagne. En cas de retard, le médecin divisionnaire prend des dispositions pour rendre libre au moins une section de l'ambulance.

Les moyens de transport affectés aux ambulances ne doivent pas être employés aux évacuations à grande distance. En cas de stationnement prolongé, ils peuvent être exceptionnellement employés aux évacuations journalières, si la distance à franchir leur permet de rejoindre le gîte dans la soirée.

Les ambulances reçoivent journellement les malades et éclopés des corps de troupe, leur donnent les premiers soins et assurent leur évacuation.

Le médecin chef de l'ambulance organise le convoi d'évacuation. S'il n'est pas possible de recourir aux voitures des autres services, il requiert ou fait requérir les voitures nécessaires. Les hommes non transportables au moment où se fait l'évacuation journalière sont confiés aux municipalités pour être remis ultérieurement à l'hôpital le plus voisin.

Dès l'arrivée au cantonnement, on procède à l'installation de l'ambulance, qui comprend : un bureau des entrées semblable à celui des hôpitaux militaires et différentes

salles de malades : salle d'intransportables, de transportables à petite ou grande distance, de contagieux, d'officiers, etc...

Les éclopés et convalescents sont dirigés, suivant le cas, sur les dépôts installés dans la zone des étapes ou sur leurs corps respectifs.

Sur le champ de bataille et pendant le combat, les ambulances constituent le principal moyen d'action du service de santé.

L'ambulance doit être établie, autant que possible, à proximité des réserves de la division, de façon à être soustraite aux oscillations de la lutte. On donne la préférence à des points d'accès facile, abrités du feu, abondamment pourvus d'eau, situés à proximité d'une route conduisant vers l'arrière et reliés aux relais d'ambulance par des chemins praticables.

Les ambulances divisionnaires entrent les premières en action. Le médecin chef du service régimentaire envoie au médecin divisionnaire un officier monté, en principe un médecin, pour l'aider à reconnaître l'emplacement des postes de secours et assurer leur liaison avec l'ambulance.

D'après les renseignements fournis par les fiches de diagnostic établies au poste de secours, les médecins de l'ambulance pratiquent, s'il y a lieu, un nouvel examen des blessures, appliquent les pansements, classent les blessés dans l'une des trois catégories ; pansés, à panser, à opérer, et complètent la fiche de diagnostic à l'ambulance pour les blessés qui se présentent sans en être pourvus. Les médecins ne pratiquent à l'ambulance que les opérations d'une urgence absolue. Les pansements sont faits et les appareils appliqués de manière à permettre les transports auxquels les blessés seront ultérieurement soumis.

L'encombrement crée de grands dangers pour les blessés; sous son influence, des infections locales et générales se produisent épidémiquement; il y aura donc lieu de faire promptement les évacuations.

Les ambulances doivent retrouver leur mobilité dès le lendemain du combat. Tous les efforts doivent tendre à atteindre ce but, et à assurer la remise des blessés aux formations du troisième échelon.

Aussi, dès qu'il connaît les lieux d'évacuation, le médecin chef s'empresse-t-il d'y faire conduire les blessés en appliquant à chacun d'eux le moyen de locomotion dont il est susceptible, et en réquisitionnant au besoin des moyens de transport.

Les ambulances assurent également l'alimentation des malades et blessés au moyen des ressources disponibles dans les approvisionnements ou que l'on peut se procurer sur place, sans allocations déterminées. L'alimentation doit se rapprocher autant que possible de la ration normale des hommes de troupe.

HÔPITAUX DE CAMPAGNE

Les hôpitaux de campagne font partie intégrante des corps d'armée. Spécialement organisés pour relever les ambulances divisionnaires et traiter à proximité du champ de bataille les blessés gravement atteints, ils sont, en outre, employés, au cours des opérations, à traiter sur place les malades qu'il est impossible d'évacuer sur l'intérieur ou de diriger sur un établissement hospitalier de la contrée traversée. Ils ne disposent pas de moyens de transport comme l'ambulance et n'emportent avec eux sur le champ de bataille aucun aliment pour les blessés.

En cas de stationnement prolongé, les commandants de corps d'armée ordonnent l'installation à proximité des cantonnements d'un ou plusieurs hôpitaux de campagne, lesquels reçoivent les malades susceptibles de se rétablir après traitement, sans qu'il soit nécessaire de leur faire quitter le théâtre des opérations.

Pendant le combat, les hôpitaux de campagne ne peuvent fonctionner seuls ; car ils ne possèdent ni personnel ni matériel pour aller chercher les blessés ; mais ils s'établissent à proximité des ambulances qu'ils doivent assister ou relever. Ils pourront même être appelés, le cas échéant, à seconder le personnel des ambulances.

Les hôpitaux de campagne sont établis de préférence dans des localités (bourgs, villages, fermes importantes) bien situées au point de vue hygiénique, placées à des nœuds de routes ou de chemins, et, si c'est possible, à proximité d'une voie ferrée ou navigable. On réserve à proximité des terrains d'accès facile, permettant de dresser des tentes et des baraques en cas de besoin, et de former avec ordre les convois. L'emplacement de l'hôpital de campagne est marqué comme celui de l'ambulance.

Le médecin-chef fait réquisitionner, s'il y a lieu, du matériel de cuisine, des vivres et des denrées, en même temps que des effets à l'usage des malades. Des médecins de la localité et des corvées d'habitants peuvent même être requis pour concourir au service de l'hôpital.

Dès que l'hôpital de campagne a reçu des malades ou des blessés, le service est organisé de façon à se rapprocher autant que possible, de celui des hôpitaux militaires de l'intérieur.

Les malades et blessés sont répartis dans des locaux différents : les hommes atteints de maladies contagieuses sont isolés.

L'alimentation prescrite sur le cahier de visite sera préparée comme dans les hôpitaux militaires de l'intérieur, et l'officier gestionnaire se pourvoiera par réquisitions sur place. De temps en temps, au fur et à mesure que des blessés, intransportables à la première heure, seront capables de partir pour l'arrière, le médecin-chef en fera un convoi qu'il dirigera sur l'hôpital d'évacuation.

SERVICE DE L'ARRIÈRE

D'une manière générale, les services de l'arrière d'une armée dont l'hôpital d'évacuation de chaque corps d'armée constitue la plus importante formation sanitaire, sont sous l'autorité du général chef du service des étapes.

Le service de l'arrière a pour objet :

1° La continuation du traitement des malades et des blessés non transportables.

2° Le traitement sur place de ceux qui, légèrement atteints ou simplement éclopés, sont susceptibles de rejoindre rapidement leur corps, et ne doivent pas être éloignés du théâtre des opérations ;

3° L'évacuation incessante des malades et blessés transportables sur les gares dites points de répartition ;

4° Le réapprovisionnement en médicaments, objets de pansement et matériel.

Lorsque la zone des étapes s'avance, l'hôpital de campagne qui se trouve immobilisé, passe sous l'autorité du médecin chef du service de santé des étapes. Celui-ci fait prendre en charge ses malades par des hôpitaux auxiliaires, les reconstitue en matériel, en personnel, et les fait regagner leur place au convoi qui se trouve peut-être déjà à plusieurs jours de marche. Les hôpitaux de cam-

pagne sont relevés le plus tôt possible soit par des hôpitaux improvisés sur les routes d'étapes au moyen des ressources locales, soit par les hôpitaux auxiliaires des sociétés d'assistance.

HOPITAUX D'ÉVACUATION

A chaque corps d'armée correspond dans la zone de l'arrière un hôpital d'évacuation susceptible de se sectionner.

A chaque hôpital d'évacuation d'une station tête d'étapes de guerre sont rattachés le personnel et le matériel nécessaires pour le service des trains sanitaires improvisés, ainsi que le matériel destiné aux évacuations par routes. L'hôpital d'évacuation est en outre doté d'une réserve de médicaments, d'objets de pansement et de matériel pour assurer le réapprovisionnement des formations sanitaires et des corps de troupe.

Son but est de concentrer tous les malades et blessés venant de l'avant, d'en opérer soigneusement et à l'aise le triage, et de les diriger suivant leur état, soit vers l'intérieur, soit sur les dépôts d'éclopés et de convalescents, soit, s'ils ont besoin de soins immédiats, sur les hôpitaux auxiliaires de la région où ils seront traités par le personnel des sociétés de secours aux blessés comme dans les hôpitaux du territoire.

Comme il ne faut pas être éloigné du centre de l'action et qu'il importe d'éviter aux blessés un trop long parcours sur des véhicules peu confortables, l'emplacement de cet hôpital est tout désigné à la gare de chemin de fer la plus rapprochée de la zone de l'avant, à la station tête d'étapes de guerre.

Les malades et les blessés transportables, munis à leur entrée des pièces réglementaires, sont réunis à l'hôpital d'évacuation. Ils sont aussitôt visités et, suivant leur état, désignés définitivement pour être dirigés vers l'intérieur, ou maintenus soit dans un hôpital du pays occupé, soit dans un dépôt de convalescents. Le service est réglé comme dans un hôpital de campagne temporairement immobilisé.

FORMATIONS SANITAIRES ÉCHELONNÉES SUR LES LIGNES D'ÉVACUATION

Les formations sanitaires échelonnées sur les lignes d'évacuation sont : les dépôts de convalescents et d'éclopés, les infirmeries de gîte d'étapes et les infirmeries de gare.

Les dépôts d'éclopés et de convalescents ont pour but d'éviter soit l'évacuation à grande distance, soit le maintien, dans les hôpitaux, de militaires susceptibles de reprendre leur service actif après quelques jours de repos ou de traitement. Ils sont organisés par le directeur des étapes, et installés dans une localité offrant des ressources suffisantes, voisine de la tête d'étapes de route. Les ambulances qui ont reçu ces catégories d'indisponibles les évacuent journellement sur les dépôts dont l'emplacement est signalé par l'ordre de mouvement. Ces dépôts fonctionnent comme les dépôts analogues prévus par le règlement sur le service de santé à l'intérieur. Le service médical y est, autant que possible, assuré par un médecin militaire.

Les moyens de couchage sont fournis par la réquisition.

Les convalescents et les éclopés du dépôt désignés par le médecin peuvent être employés à des services militaires dans la localité.

Les infirmeries de gîte d'étapes sont installées sur les routes reliant la station tête d'étapes de route à la station tête d'étapes de guerre. Leur but est de recevoir les convois d'évacuation sur route à leur passage pour fournir aux malades les soins et le repos nécessaires et pour recueillir ceux qui sont devenus intransportables.

Les infirmeries de gare sont installées dans les stations importantes de la ligne, dans les localités offrant des ressources hospitalières : leur but est de pourvoir aux distributions d'aliments, de médicaments aux blessés et malades évacués par les trains sanitaires. Elles leur assurent les soins médicaux et chirurgicaux, et conservent ceux qui sont incapables de continuer la route. Elles sont desservies par la société française de secours aux blessés. Lorsqu'elles sont gérées directement par le service de santé militaire, elles fonctionnent comme annexe d'un hôpital militaire.

SOCIÉTÉS DE SECOURS AUX BLESSÉS MILITAIRES

Les sociétés de secours, qui existent dans la plupart des pays civilisés, peuvent rendre d'immenses services, à la condition que la limite de leur action soit nettement tracée et que certaines mesures soient prises à leur égard.

Le rôle de ces sociétés ne saurait se traduire par une action médicale directe. Il doit consister à rassembler des souscriptions et des dons en nature, à créer des dépôts d'approvisionnements aux lieux indiqués par l'autorité

militaire, à fournir aux hôpitaux et aux ambulances, par l'intermédiaire du service officiel, toutes les ressources dont ces sociétés peuvent disposer, à créer des infirmeries de gare le long des lignes d'évacuation, et même à fonder dans les principales villes des hôpitaux auxiliaires temporaires. Elles doivent être subordonnées à la médecine militaire, comme la médecine militaire elle-même est subordonnée au commandement.

Leur organisation et leur fonctionnement ont été réglementés par le décret du 19 octobre 1892.

Les sociétés d'assistance reconnues d'utilité publique sont :

La Société française de secours aux blessés ;

L'Union des femmes de France ;

L'Association des dames françaises ;

Leur rôle consiste essentiellement dans la création d'hôpitaux auxiliaires pour les blessés et malades des armées dans la zone de l'arrière et du territoire national. La société française de secours aux blessés est chargée du service des infirmeries de gare. Leur action ne peut s'étendre ni au service de l'avant, ni au service des évacuations. Les sociétés sont chargées de faire procéder à leurs frais à l'inhumation des militaires décédés dans leurs établissements.

L'autorité militaire détermine les catégories de malades ou blessés dont le traitement sera assuré par les sociétés d'assistance : celles-ci reçoivent sur les fonds du service de santé une indemnité fixe par journée de malade ou blessé, et par repas distribué dans les infirmeries de gare.

CONVENTIONS DE GENÈVE ET DE LA HAYE

La convention signée à Genève le 22 août 1864 par la plupart des grandes puissances, et modifiée le 20 octobre 1868 par l'adoption d'articles additionnels, stipule que les ambulances et hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés. Un drapeau distinctif (croix rouge sur fond blanc), accompagné du drapeau national, leur servira de sauvegarde. Les habitants qui auront porté secours aux blessés et les auront recueillis, seront respectés et demeureront libres. Les militaires blessés ou malades seront soignés, quelle que soit leur nationalité. Les blessés, tombés entre les mains de l'ennemi, lors même qu'ils ne seraient pas reconnus incapables de servir, devront être renvoyés dans leur pays après leur guérison ou plus tôt si faire se peut, à la condition toutefois de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

La convention du 29 juillet 1899, signée à la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, a émis le vœu qu'il soit procédé à bref délai à la réunion d'une conférence spéciale ayant pour objet la révision de la convention de Genève. De plus, elle a stipulé que les principes de la convention de Genève seront appliqués à la guerre maritime. Le 6 juillet 1906, une nouvelle assemblée se réunissait à Genève, où l'on pouvait constater l'empressement avec lequel les Etats signataires de la première convention avaient répondu à l'appel de la Suisse, puisque 38 Etats y étaient représentés. La convention, sortie de leur entente, peut donc bien être

qualifiée d'universelle au même titre que certaines conventions réglant les rapports postaux ou télégraphiques.

Il s'agissait en effet de consolider les résultats de l'expérience et de l'étude doctrinale, de combler des lacunes, de dissiper des obscurités, d'éliminer des dispositions peu pratiques, non de faire quelque chose de nouveau. La conférence de 1906 se rattache à celle de 1864 et entend rester fidèle aux idées essentielles qui l'avaient inspirée.

Le principe essentiel de toute la Convention est l'obligation de soigner les blessés et les malades sans distinction de nationalité ; la convention de 1864 avait déjà eu le mérite de faire un devoir juridique international de ce qui n'était jusque-là qu'un devoir moral. Mais cette dernière ne parlait que des « militaires ». On a trouvé cette expression trop restrictive, et on a visé à juste titre les diverses personnes officiellement attachées aux armées et qui, n'étant pas toutes des combattants, doivent néanmoins bénéficier du même traitement. De plus, le belligérant, obligé d'abandonner des malades ou des blessés à son adversaire, devra laisser avec eux, autant que les circonstances militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaire pour contribuer à les soigner.

Les formations sanitaires mobiles, c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne, et les établissements fixes du service de santé seront protégés et respectés par les belligérants. La convention de 1864, après avoir posé le principe, ajoutait : « aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés ». Cette restriction a été supprimée ; car elle semblait permettre la capture d'une ambulance n'ayant actuellement ni

blessés, ni malades : on l'empêcherait ainsi de rendre les services auxquels elle est destinée.

Une autre modification importante est la suivante : Ne sont pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée en campagne : 1° le fait que le personnel de la formation ou établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses malades et blessés ; 2° le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation est gardée par un piquet ou des sentinelles munis d'un mandat régulier ; 3° le fait qu'il s'est trouvé dans la formation des armes et cartouches retirées aux blessés et n'ayant pas encore été versées au service compétent.

Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et malades, ainsi qu'à l'administration des formations et établissements sanitaires, les aumôniers attachés aux armées, et le personnel des sociétés de secours volontaires dûment reconnues et autorisées par leur gouvernement seront respectés et protégés en toute circonstance ; s'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.

Les formations sanitaires mobiles conserveront, si elles tombent au pouvoir de l'ennemi, leur matériel, y compris les attelages ; les bâtiments et le matériel des établissements fixes, au contraire, demeureront soumis aux lois de la guerre. Le matériel des sociétés de secours est considéré comme propriété privée et, comme tel, respecté en toute circonstance, sauf le droit de réquisition reconnu aux belligérants selon les lois et usages de la guerre.

Les convois d'évacuation seront traités comme les for-

mations sanitaires mobiles, sauf les dispositions spéciales suivantes :

1° Le belligérant interceptant un convoi pourra, si les nécessités militaires l'exigent, le disloquer en se chargeant des malades et blessés qu'il contient.

2° L'obligation de renvoyer à son parti le personnel et le matériel sanitaires s'appliquera à tout le personnel militaire préposé au transport ou à la garde du convoi, à tous les trains de chemins de fer ou bateaux, ainsi qu'au matériel d'aménagement appartenant au service de santé.

Les voitures militaires, autres que celles du service de santé, pourront être capturées avec leurs attelages.

ASSAINISSEMENT DES CHAMPS DE BATAILLE

C'est là une des attributions importantes du service de santé en temps de guerre. Deux questions sont à envisager : les inhumations et les désinfections.

Les médecins militaires constatent le décès et les officiers d'administration des ambulances sont chargés de dresser les actes de l'état civil auxquels la constatation de la mort donne lieu. Des corvées militaires sont habituellement commandées pour creuser les fosses et procéder aux inhumations, mais on doit également réquisitionner la population civile. C'est à l'armée victorieuse, maîtresse du champ de bataille, qu'incombe le devoir de faire enterrer les morts : son service de santé doit prendre ses dispositions en conséquence.

L'homme est reconnu au moyen de la plaque d'identité qu'il porte au cou et qu'on lui enlève avant de l'inhumer. Les hommes sont enterrés dans une fosse commune, creusée très profondément, de telle sorte que la rangée

de cadavres la plus superficielle soit au moins à deux mètres au-dessous du niveau du sol. Les officiers sont enterrés isolément.

La désinfection du champ de bataille, ne devant avoir lieu qu'après la cessation des hostilités, pourra être confiée, sous la direction et la surveillance de l'autorité militaire, à des commissions d'hygiène régionales, ou aux sociétés d'assistance.

UTILISATION EN TEMPS DE GUERRE DES RESSOURCES DU TERRITOIRE NATIONAL POUR L'HOSPITALISATION DES MALADES ET BLESSÉS DE L'ARMÉE

Il est indispensable de prévoir dès le temps de paix l'organisation sur certains points du territoire, pendant la durée de la guerre, d'un grand nombre d'hôpitaux nouveaux qui, en dehors des places fortes, porteront le nom générique « d'hôpitaux temporaires du territoire ».

Ces hôpitaux sont établis dans les lycées, collèges, pensionnats, hôtels, en un mot dans des établissements qui possèdent déjà des lits, objets de couchage, matériel de cuisine, etc... et qui, par leur disposition générale, leur situation, leur étendue, paraissent pouvoir être utilisés pour l'installation d'un hôpital provisoire. Ces locaux sont requis par application de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires. Ils sont gérés soit par le service de santé de l'armée, soit par l'une ou l'autre des sociétés d'assistance aux blessés et malades militaires reconnues par l'Etat.

Le personnel des hôpitaux temporaires du territoire est recruté par la direction du service de santé dans le cadre des officiers de réserve ou de territoriale de ce service.

Les infirmiers ne sont, vu le caractère temporaire de leur mission, ni habillés, ni équipés, ni armés par l'autorité militaire. Ils portent comme signe distinctif, le brassard de neutralité. Ils sont logés, nourris et payés.

Le directeur du service de santé de la région de corps d'armée répartit les malades et les blessés provenant du théâtre de la guerre entre les divers hôpitaux de la région.

La fermeture des hôpitaux temporaires du territoire est ordonnée par le ministre de la guerre, dès que leur fonctionnement est devenu inutile et les locaux ne sont rendus à leur destination normale qu'après complète désinfection. Toute personne ayant fourni, par voies de réquisition, des prestations aux hôpitaux temporaires du territoire, est indemnisée conformément à la loi.

ETAT-CIVIL AUX ARMÉES

A l'intérieur, en temps de paix, les actes de l'état-civil sont dressés pour les militaires d'après les formules communes à tous les citoyens et par les officiers publics ordinaires ; mais en campagne, leur établissement subit d'importantes modifications. Nous étudierons celles relatives aux décès, et, par voie de conséquence, nous dirons quelques mots de la procédure suivie en matière de dépôt de testaments.

D'une manière générale, les fonctions de l'état-civil aux armées en campagne sont exercées :

1° Dans les formations de guerre mobilisées par le trésorier ou à son défaut par l'officier commandant ;

2° Dans les états-majors par le sous-intendant ou son suppléant ;

3° Dans les formations sanitaires dépendant des armées par les officiers gestionnaires de ces fonctions.

Ces derniers remplissent lesdites fonctions en ce qui concerne la constatation des décès des malades ou blessés et du personnel attaché à la formation sanitaire. L'acte de décès, rédigé sur l'attestation de trois témoins, est inscrit sur un registre spécial. Il mentionne toutes les indications relatives à ce genre d'actes, ainsi que la qualité des membres de la Légion d'honneur. Il relate également si le militaire est mort sur le champ de bataille ou des suites des blessures reçues en combattant l'ennemi, ou de maladies épidémiques ou endémiques ou provenant des fatigues de la guerre. C'est là en effet un honneur dont il faut conserver les traces dans l'intérêt des familles.

Quand les formalités prescrites ne peuvent pas être observées, l'officier d'administration gestionnaire ne doit pas négliger de dresser l'acte de décès, en ayant soin d'indiquer les irrégularités qui s'y trouvent et leurs motifs. Ces espèces d'actes deviennent pour les familles un commencement de preuve, et les tribunaux fixent ensuite le degré de valeur qu'on doit leur accorder. C'est ainsi qu'un acte, dont la non-existence serait irréparable, peut un jour prendre, par la sanction des tribunaux, un caractère légal et devenir un titre positif. Mais l'officier d'administration gestionnaire engagerait gravement sa responsabilité, s'il n'énonçait avec soin, d'une manière claire et détaillée, les motifs qui l'ont empêché de se conformer en tous points aux dispositions prescrites par les différents articles du Code civil.

Lorsque le registre des actes de décès est terminé ou si la formation sanitaire est supprimée, le registre est envoyé par bordereau spécial et sous pli recommandé au bureau de comptabilité et de renseignements, qui le fait

parvenir au ministère de la guerre : ce bureau de renseignement et de comptabilité qui fonctionne pour chaque armée, est composé d'officiers d'administration placés sous les ordres immédiats du ministre.

Pour chaque décès, l'officier d'administration gestionnaire établit deux extraits mortuaires : le premier est adressé dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les dix jours, sous pli recommandé, au maire de la commune du dernier domicile du décédé, avec une lettre d'envoi qui sert de bordereau et devra être renvoyée au bureau de comptabilité et de renseignements, le second est adressé directement et dans les mêmes délais au bureau de comptabilité et de renseignements chargé de répondre à toutes les demandes qui peuvent être adressées au ministre.

Les dispositions relatives aux testaments faits par les militaires aux armées sont contenues dans les articles 981 à 987 du Code civil auxquelles nous renvoyons pour plus ample informé.

Les officiers autorisés à recevoir ces sortes d'actes, conformément aux articles 981 et 982 C. civ. devront les transmettre par la première voie sûre à l'intendant général de l'armée, lequel saisira pareillement la première occasion convenable pour en faire l'envoi au ministre de la guerre.

Conformément à l'instruction ministérielle du 8 mars 1823, le ministre, après la réception de ces actes, en fera faire le dépôt au greffe de la justice de paix du lieu du dernier domicile du testateur, dont l'officier qui aura reçu le testament aura toujours grand soin de s'informer.

Ces deux dépôts successifs seront faits, clos ou cachetés, avec une enveloppe portant pour suscription les nom, prénoms, qualité et fonctions du testateur, et, autant

que possible, l'indication du lieu de son domicile en France.

Avant la mort du testateur et l'ordonnance rendue par le président du tribunal de première instance du lieu du dernier domicile du décédé, il ne pourra être donné communication de ses dispositions testamentaires, même aux parties intéressées.

Le sous-intendant militaire ou l'officier qui aura rédigé l'acte contenant les dernières volontés d'un militaire ou d'un employé à la suite des armées, devra, aussitôt après la mort du testateur et le dépôt du testament, en donner avis, quand il se trouvera à même de le faire, aux personnes qu'il saura y avoir intérêt, pour qu'elles aient à se mettre en règle à cet égard.

Les testaments que les officiers sont autorisés à recevoir doivent être enregistrés sur un mémorial, sans entrer dans aucun détail, en énonçant seulement que tel jour il a été reçu le testament d'un tel. Ce mémorial constitue la dernière section du carnet administratif des formations sanitaires.

SERVICE DE SANTÉ A L'ÉTRANGER

Nous croyons utile, avant de terminer notre étude sur le service de santé, de dire quelques mots sur la manière dont fonctionne ce service dans les principales armées européennes : Allemagne, Autriche, Italie et Russie.

ALLEMAGNE

Le service de santé en Allemagne comprend le corps de santé proprement dit, médecins militaires, aides de lazaret, infirmiers et le service pharmaceutique qui n'est qu'une annexe du service de santé.

La hiérarchie des médecins militaires comprend les grades suivants avec assimilation correspondante :

Médecin major général.....	Général-major.
Médecin général.....	Colonel.
Médecin principal.....	Lieutenant-colonel.
Médecin-major (deux classes)....	Major et capitaine.
Médecin aide-major de 1 ^{re} classe.	1 ^{er} Lieutenant.
Médecin aide-major de 2 ^e classe..	2 ^e Lieutenant.
Médecin sous-aide.....	Sous off. porte-épée.
Médecin volontaire d'un an.	

Le médecin major-général est le chef du service médical de l'armée ; il dirige, au ministère de la guerre, tout le personnel de santé et tout le service sanitaire de l'armée.

Il y a, dans chaque corps d'armée, un médecin général, chef du service de santé ; et, dans chaque division d'infanterie, fonctionne un médecin divisionnaire, choisi parmi les médecins principaux des régiments, sur la désignation du médecin major-général.

Tous les autres médecins sont, en principe, répartis dans les corps de troupe ; il n'y a pas, à proprement parler, en Allemagne, de médecins d'hôpitaux ; le service des lazarets de corps ou des lazarets de garnison est fait par les médecins des corps de troupe, concurremment avec le service intérieur de leurs corps.

Le nombre de médecins attribués aux corps de troupe est considérable ; ainsi, par régiment d'infanterie, on compte : un médecin principal, deux médecins-majors et trois médecins subalternes (aides-majors, sous-aides ou médecins volontaires d'un an) : soit six médecins.

Le recrutement du corps médical se fait, soit par les écoles de médecine militaire, soit par les médecins volontaires d'un an reconnus aptes au service actif à la suite d'un stage de six mois. Les médecins de la réserve et de la Landwehr proviennent presque tous des médecins volontaires d'un an rentrés dans leurs foyers, après leur année de service.

Les infirmiers, choisis parmi les hommes ayant accompli une année de service militaire, sont détachés dans les lazarets où ils reçoivent une instruction spéciale. Il n'y a donc pas, en Allemagne, un corps de troupe spécialement organisé pour le service hospitalier. Sous ce rapport, l'organisation française nous paraît préférable.

Le service pharmaceutique est exécuté par des pharmaciens volontaires d'un an sous la direction des médecins en chef des lazarets. Un personnel de contrôle pour toutes les opérations pharmaceutiques est constitué par

quelques pharmaciens-majors et un pharmacien principal, lesquels constituent seuls le cadre permanent du service.

AUTRICHE

Le personnel du service de santé en Autriche comprend : le corps des officiers de santé, la troupe sanitaire et le personnel pharmaceutique.

La hiérarchie des médecins militaires comprend les grades suivants, avec assimilation correspondante :

Médecin général	Général-major.
Médecin supérieur d'état-major de 1 ^{re} classe	Colonel.
Médecin supérieur d'état-major de 2 ^e classe	Lieutenant-colonel.
Médecin d'état-major	Major.
Médecin de régiment	Capitaine.
Médecin major	1 ^{er} Lieutenant.
Médecin assistant ..	2 ^e Lieutenant.

Il y a deux médecins généraux seulement : le plus ancien est président du comité de santé et chef du corps d'officiers des médecins militaires ; le second est, au ministère de la guerre, le chef de la division du service de santé.

Auprès de chaque général commandant l'une des grandes circonscriptions territoriales de la monarchie, est un médecin supérieur d'état-major, chef de service et centralisant le service sanitaire de la circonscription. En temps de paix, il n'y a pas de médecin divisionnaire, le territoire des grands commandements ne correspondant pas à un groupement normal des unités de guerre ; cet emploi n'existe qu'en temps de guerre.

Les médecins militaires ne sont pas, comme en Allemagne, à la fois médecins des corps de troupe et médecins des hôpitaux ; de là la distinction des membres du corps en médecins d'état-major chargés du service des hôpitaux proprement dits, et en médecins de régiment ne fonctionnant que dans le corps auquel ils sont attachés. Les médecins d'état-major qui occupent les degrés supérieurs de la hiérarchie sont pourvus des emplois de médecins en chef dans les circonscriptions territoriales, dans les hôpitaux, dans les cercles de recrutement ; les médecins régimentaires sont les chefs du service médical dans les corps de troupe.

Les médecins-majors sont employés indistinctement comme médecins traitants dans les hôpitaux et comme médecins de régiment.

Le recrutement du corps médical militaire se fait au moyen d'un cours de médecine militaire institué près de l'hôpital de Vienne : la durée du cours est de six mois, à la suite desquels des examens permettent de classer les élèves.

La troupe sanitaire comprend des sections de troupe sanitaire, attachées chacune à l'un des hôpitaux de garnison de la monarchie austro-hongroise ; elle a pour rôle de faire le service d'infirmiers d'exploitation, d'infirmiers de visite et d'aides de pharmacie.

En Autriche, comme en Allemagne, le service pharmaceutique est fait par des pharmaciens diplômés, volontaires d'un an, secondés par des pharmaciens élèves (volontaires non diplômés) et les hommes de la troupe sanitaire.

ITALIE

Le service de santé comprend : les officiers médicaux, les compagnies de santé et le corps des pharmaciens militaires.

Les médecins militaires constituent un corps d'officiers pourvus du grade effectif, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de général-major.

A la tête du corps se trouvent trois médecins-majors généraux faisant partie de l'inspection de santé, auxquels sont adjoints, pour ce service : deux colonels-médecins, un pharmacien inspecteur et un secrétariat.

Au chef-lieu de chaque corps d'armée est une direction territoriale de santé, ayant à sa tête un colonel-médecin qui est le chef du service de santé du corps d'armée, avec toute l'autorité et la responsabilité d'un chef de corps.

Chaque direction territoriale de santé comprend deux directions d'hôpitaux divisionnaires, ainsi que des hôpitaux-succursales et des infirmeries de garnison. A défaut d'hôpitaux militaires, les malades sont soignés, comme en France, dans les hospices civils.

Les hôpitaux militaires sont administrés, comme les corps de troupe, par un conseil d'administration comprenant : le médecin en chef, président, deux médecins et le comptable en chef.

A chaque corps d'armée est attachée une compagnie de santé commandée par des officiers médecins sous l'autorité du colonel directeur territorial ; elle détache le nombre d'hommes nécessaire pour assurer le service dans chacun des hôpitaux du corps d'armée.

Les pharmaciens militaires sont hiérarchisés du grade de sous-lieutenant à celui de lieutenant-colonel ; mais ces grades ne sont pas effectifs comme ceux des médecins ; c'est seulement une assimilation. Ils sont répartis dans les directions de santé et fonctionnent sous l'autorité des médecins chefs de service.

RUSSIE

En Russie, le personnel qui concourt au service de santé comprend : le corps de santé proprement dit, l'inspectorat des hôpitaux et la troupe sanitaire.

Le corps de santé russe constitue un corps autonome, au même titre que les corps du génie, de l'artillerie et de l'intendance ; ses membres ont des grades assimilés à ceux de la hiérarchie militaire, en vertu de leur classement dans une des classes ou *tchines* entre lesquelles sont répartis officiers et fonctionnaires.

Les grades sont les suivants avec les assimilations correspondantes :

Médecin inspecteur général..	Lieutenant général, conseiller d'Etat intime.
Médecin inspecteur.	Général-major, conseiller d'Etat effectif.
Médecin en chef d'hôpital ; ..	Conseiller d'Etat.
Médecin consultant.....	Colonel, conseiller de collègue.
Médecin traitant..... {	en 1 ^{er} Major, assess. de collègue.
Médecin régimentaire {	
Médecin traitant..... {	en 2 ^a . Capitaine en 1 ^{er} , conseiller titulaire.
Médecin régimentaire {	
Médecins subalternes.....	Classes et grades infér.

Le médecin inspecteur général est le chef de la division centrale du service de santé au ministère de la guerre ; c'est de là qu'émanent toutes les dispositions relatives au service sanitaire de l'armée. A cette division ressortissent l'Académie de médecine militaire et un comité scientifique. Parallèlement à elle, fonctionne au ministère de la guerre, un Comité des hôpitaux qui exerce l'autorité supérieure sur le personnel administratif.

Dans chacune des grandes circonscriptions militaires territoriales, on retrouve une organisation analogue ; d'un côté un médecin inspecteur chef du service médical de la circonscription ; de l'autre l'inspecteur des hôpitaux de la circonscription qui n'est autre que le commandant des troupes sédentaires de ladite circonscription.

Le médecin inspecteur a sous ses ordres tout le personnel médical et pharmaceutique ; il inspecte les hôpitaux au point de vue technique, contrôle avec l'aide d'un pharmacien qui lui est adjoint le service de la réserve de médicaments de la circonscription, prescrit toutes les mesures médicales nécessaires pour prévenir et combattre les épidémies.

L'inspecteur des hôpitaux dirige l'administration des hôpitaux de la circonscription ; il veille au bon entretien des hôpitaux, des denrées et autres approvisionnements ; il s'assure que chacun fait son service exactement. Tous les ans, il procède au moins une fois à l'inspection des hôpitaux de la circonscription. Il est le chef de tout le personnel administratif.

Enfin, dans les hôpitaux sédentaires, l'organisation est la même ; ils relèvent, en ce qui concerne le service sanitaire, du médecin en chef ; en ce qui concerne le service militaire et administratif, du commandant de l'hôpital

qui est habituellement le commandant des troupes sédentaires de la garnison.

On voit par là même que le caractère essentiel de l'organisation du service de santé en Russie consiste dans un parallélisme constant et à tous les degrés entre le service médical proprement dit et le service administratif qui relève directement du commandement par l'organe de l'inspecteur des hôpitaux.

Une autre particularité du service de santé russe, c'est que le service vétérinaire en fait partie ; celui-ci est rattaché au corps de santé.

Un médecin divisionnaire est affecté à chaque division d'infanterie ou de cavalerie. Un régiment d'infanterie comprend : un médecin supérieur à l'état-major, un médecin par bataillon, et un nombre d'aides considérable.

Chaque corps de troupe, là où n'existe pas un hôpital militaire, organise avec ses ressources propres un lazaret de corps qui fonctionne au moyen des médecins et aides du corps, sous l'autorité du chef de corps.

Le recrutement du corps se fait au moyen des élèves de l'Académie impériale de médecine et de chirurgie militaires qui se subdivise en trois sections : médecine, art vétérinaire et pharmacie.

La troupe sanitaire, dans l'armée russe, comprend des militaires de trois catégories : les feldschers, les servants et les brancardiers.

Le feldscher correspond à l'aide de lazaret prussien ou à l'infirmier de visite français ; au besoin même, il supplée le médecin. Il est même curieux de voir combien on prend en Russie de soins pour développer l'instruction de ces auxiliaires, destinés à parer à l'insuffisance numérique des médecins militaires, au moment d'une mobilisation.

Quant aux servants, qui correspondent à nos anciens

infirmiers d'exploitation, ils n'existent en réalité que dans les corps de troupe, pour le service des lazarets de corps ; en temps de paix, le service est fait dans les hôpitaux, soit par des hommes détachés des corps, soit par l'élément civil. Il en est de même des brancardiers.

DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

COMPÉTENCE ET UTILITÉ DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Le rôle de l'administration militaire, nous l'avons vu au cours des quelques pages qui précèdent, est de donner satisfaction aux besoins et aux intérêts généraux. Dans l'accomplissement de cette mission, celle-ci se trouve fréquemment en présence des intérêts privés, et il en résulte des contestations, des litiges, pour la solution desquels il faut des juges. Mais pourquoi le législateur, dans l'espèce l'Assemblée constituante, n'a-t-il pas voulu confier cette tâche aux tribunaux de droit commun, et a-t-il institué à cet effet une juridiction spéciale ? On en donne généralement les raisons suivantes :

1° Le principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire serait méconnu, si les actes administratifs, sous prétexte d'intérêts lésés ou compromis par eux, pouvaient être déférés à l'autorité judiciaire, appréciés et critiqués par elle.

2° Les questions administratives, où l'intérêt général est toujours engagé, exigent des solutions promptes, incompatibles avec la lenteur des formes judiciaires.

3° Elles exigent du juge appelé à en connaître des études spéciales que n'ont point faites les magistrats des juridictions de droit commun.

4° Il n'y a pas la moindre analogie entre les contentieux administratif et judiciaire. Le juge de droit commun en

effet n'a jamais en sa présence que des intérêts privés, tandis que le juge administratif voit presque toujours l'intérêt privé aux prises avec l'intérêt général. On conçoit dès lors aisément que cette différence de situation puisse et doive, dans des affaires de même nature, inspirer au juge des solutions diverses, bien qu'également équitables.

Le seul reproche sérieux qu'on ait adressé à ce principe d'une juridiction spéciale aux affaires administratives, c'est que l'administration devient, dit-on, à la fois juge et partie. Ce reproche serait fondé si l'action et la juridiction étaient confondues dans les mêmes mains. Mais il n'en est pas ainsi, au moins en général. On rencontre bien encore dans nos lois quelques dispositions qui, sous ce rapport, prêtent à la critique ; telles sont : la présidence des conseils de préfecture donnée aux préfets, la juridiction exercée dans certains cas par les ministres, etc. Mais ces dérogations sont rares, et on doit reconnaître que le Conseil d'Etat, tribunal suprême auquel aboutissent, en dernier ressort, toutes les contestations, est étranger à l'action administrative.

Il ne faudrait cependant pas croire que le contentieux administratif comprît tous les litiges dans lesquels l'intérêt général se trouve en lutte avec les intérêts privés. M. Aucoc, dans ses conférences sur le droit administratif, en limite le domaine à « l'ensemble des contestations qui doivent être exclusivement soumises aux juridictions administratives ». Pour le mieux circonscrire, il y a lieu de distinguer, parmi les actes administratifs : les actes réglementaires, les actes spéciaux ou individuels et les actes contractuels. Les actes réglementaires, appelés souvent règlements d'administration publique, s'ils sont légalement faits, ont force de loi et, de même que cette dernière dont ils émanent ne peuvent donner lieu à aucun

recours. Mais, s'ils sont entachés d'excès de pouvoir, ils peuvent être, de ce chef, déférés au Conseil d'Etat qui aura le droit de les annuler.

Les actes administratifs spéciaux émanent de toute autorité à qui la loi a donné, dans l'intérêt général, un pouvoir de commandement sur les citoyens. Pour qu'ils puissent donner lieu à un recours par voie contentieuse, il faut que ce recours soit fondé sur la violation d'un droit acquis, et non sur une simple lésion d'intérêts. Cependant les actes administratifs qui ne violent aucun droit peuvent être néanmoins déférés au Conseil d'Etat, s'ils sont entachés d'excès de pouvoir ou d'incompétence.

Les actes contractuels sont ceux dans lesquels l'Etat figure comme partie contractante, comme un simple particulier qui stipule au mieux de ses intérêts. L'Etat n'agissant plus alors comme puissance publique, la jurisprudence, d'accord avec la plupart des auteurs, attribue aux tribunaux judiciaires, la connaissance des litiges auxquels peut donner lieu l'exécution de ces actes, à moins qu'une loi spéciale n'en disposât autrement. Tel serait le cas, par exemple, de procès relatifs aux travaux publics ou aux ventes domaniales et ressortissant aux conseils de préfecture, ou de contestations nées de marchés passés avec les ministres et soumises à la juridiction du Conseil d'Etat.

En résumé, la compétence des tribunaux judiciaires est la règle, tandis que celle des tribunaux administratifs est l'exception et ne peut résulter que d'un texte spécial.

Du principe de la séparation des pouvoirs, la jurisprudence a tiré cette conclusion que l'autorité judiciaire n'a pas le droit d'interpréter les actes administratifs. L'autorité judiciaire devrait donc, le cas échéant surseoir à sta-

tuer jusqu'à ce que l'interprétation ait été donnée par l'autorité administrative compétente.

Cette règle souffre cependant deux exceptions : 1° Puisque les tribunaux judiciaires ont le pouvoir d'interpréter les lois, il est évident que cette faculté doit s'étendre aux règlements d'administration publique, lesquels ne sont que le complément ou le développement des lois ; 2° on admet également que l'interprétation des actes contractuels appartient à l'autorité judiciaire, lorsqu'elle est compétente pour statuer sur les contestations qui naissent de l'exécution de ces actes.

D'une manière générale, l'interprétation d'un acte est demandée à l'autorité même dont il émane ou à celle qui la remplace, sauf recours à l'autorité supérieure et en dernier ressort au Conseil d'Etat.

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Deux questions très intéressantes sont à envisager ici :

1° L'Etat est-il responsable dans les conditions de l'article 1384 du Code civil ? 2° Dans le cas de l'affirmative, quelle juridiction (administrative ou judiciaire) sera compétente pour arbitrer le quantum des dommages-intérêts à payer par l'Etat ?

En dehors des cas où l'Etat proclame lui-même sa propre responsabilité, le tribunal des conflits, appelé à se prononcer sur cette grave question, n'a pas rejeté d'une façon absolue le principe de la responsabilité de l'Etat ; mais il a décidé que cette responsabilité ne saurait être régie par les principes de l'article 1384 du Code civil. Celle-ci, en effet, doit être déterminée par l'examen des circonstances dans lesquelles le fait dommageable s'est

produit ; il faudra rechercher si toutes les précautions prescrites par les règlements avaient été prises, ou s'il n'y avait pas à cet égard, empêchement absolu imposé par cas de force majeure, si ces règlements eux-mêmes étaient assez complets, assez clairs, assez explicites, etc.,

Chaque cas particulier appellera donc une solution différente variable suivant les circonstances et le service public auquel le fait sera imputable. Il est d'autre part évident que le juge appelé à déterminer la responsabilité de l'Etat, ayant pour devoir de contrôler les actes de ses agents, d'examiner les règlements, non seulement au point de vue de leur légalité, mais aussi de leur opportunité, de leur valeur intrinsèque, ne peut être qu'un juge de l'ordre administratif : c'est une conséquence nécessaire du principe de la séparation des pouvoirs, et la jurisprudence du tribunal des conflits est formelle en ce sens.

Quid enfin des poursuites en dommages-intérêts exercées non plus contre l'Etat, mais directement contre l'agent ou le fonctionnaire incriminé ?

D'après la doctrine du tribunal des conflits, il est interdit aux tribunaux judiciaires de connaître des actes d'administration, et, par suite, ils ne peuvent être saisis d'une demande en responsabilité si la solution suppose l'examen d'un acte administratif et l'appréciation de sa légalité. Si, au contraire, la poursuite vise non un acte de la fonction elle-même, mais un fait personnel de l'agent (négligence, imprudence, voie de fait, commis à l'occasion et dans l'exercice de cette fonction, le droit commun reprendra son empire, et l'autorité judiciaire pourra être valablement saisie. En un mot, on devra distinguer entre la faute professionnelle et la faute personnelle, qui seule relève du droit commun.

C'est ce qu'a décidé le tribunal des conflits, à l'occasion

de poursuites dirigées contre un ingénieur des ponts et chaussées auquel on reprochait de n'avoir pas prévenu, par sa surveillance, l'écrroulement d'un pont (31 juillet 1876, affaire Pradines).

Pour inattaquable qu'elle paraisse, cette doctrine n'en est pas moins excessive ; car lorsque l'acte d'un fonctionnaire public a été déteré au Conseil d'Etat et annulé pour excès de pouvoir, le principe de la séparation des pouvoirs n'est plus en jeu, et il semble que rien ne devrait s'opposer à ce que le particulier lésé poursuivit devant les tribunaux judiciaires la réparation du dommage qu'a pu lui causer un commencement d'exécution.

L'Etat est irresponsable lorsque les dommages sont causés aux particuliers par des faits de guerre. Qu'il s'agisse de propriétés ou qu'il s'agisse d'individus, il y a là cas de force majeure devant lesquels chacun doit s'incliner. Quant aux accidents qui peuvent résulter pour les personnes, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, mais hors la présence de l'ennemi, des divers incidents du service militaire, ils engagent parfois, dans une certaine mesure, la responsabilité de l'Etat. Mais il n'appartient qu'au ministre, sauf recours au Conseil d'Etat, de déterminer cette responsabilité et d'en déduire les conséquences.

Le Conseil d'Etat a plusieurs fois condamné l'Etat lorsqu'il a reconnu que toutes les mesures de précaution prescrites par les règlements n'avaient pas été prises. Dans d'autres circonstances, et en présence d'accident dû à l'imprudence individuelle, sans qu'aucune mesure de précaution eût été omise par l'administration, il a dégagé celle-ci de toute responsabilité.

DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

La justice est rendue, en matière administrative, tantôt par des fonctionnaires réunissant dans leurs attributions l'action et la juridiction, tels que les ministres et les préfets, tantôt par des assemblées délibérantes qui sont : le Conseil d'Etat, les Conseils de préfecture et de révision, et la Cour des Comptes. Pour faciliter la lecture de ce qui va suivre, il a paru nécessaire de dire quelques mots sur chacune de ces assemblées dont les membres, ceux de la Cour des Comptes exceptés, ne sont pas inamovibles ; sans quoi les tribunaux administratifs, et surtout le Conseil d'Etat, auraient été doués d'une puissance énorme susceptible de tenir tous les pouvoirs en échec, y compris le pouvoir législatif.

Le Conseil d'Etat, que nous envisagerons uniquement dans son rôle de tribunal, comprend : vingt-deux conseillers d'Etat en service ordinaire et quinze Conseillers en service extraordinaire choisis parmi les hauts fonctionnaires de tous les services, vingt-quatre maîtres des requêtes et trente auditeurs : le président de ce conseil est le garde des sceaux. L'assemblée du Conseil d'Etat délibérant au contentieux statue tantôt comme tribunal administratif jugeant en premier et dernier ressort, tantôt comme tribunal d'appel, ou enfin comme une véritable cour de cassation. Trois voies de recours sont ouvertes contre les arrêts du Conseil d'Etat : l'opposition, la tierce opposition et la demande en revision.

Les conseils de préfecture sont composés d'un nombre de conseillers variable suivant l'importance du département. Ils sont présidés par le préfet, et le secrétaire

général de la préfecture remplit les fonctions de ministère public. Trois voies de recours sont également ouvertes contre les arrêts rendus par les conseils de préfecture : l'opposition, la tierce opposition et le recours au Conseil d'Etat.

Les matières intéressant le département de la guerre et rentrant dans la compétence des conseils de préfecture sont les suivantes :

1° Difficultés entre l'administration et les entrepreneurs de travaux publics.

2° Dommages causés par l'exécution de ces travaux.

3° Fixation des indemnités dues à raison de l'occupation temporaire ou de la fouille des terrains privés.

4° Contentieux des ventes domaniales.

5° Application des règles relatives aux servitudes militaires.

6° Difficultés relatives à l'exécution des conventions entre l'administration de la guerre et les hospices civils pour le traitement des militaires malades.

La Cour des comptes, que nous mentionnerons en passant, est chargée du jugement des comptes, des recettes et des dépenses du Trésor. Elle est composée d'un premier président, trois présidents, dix huit maîtres des comptes, répartis entre les trois chambres, et quatre-vingt-quatre conseillers référendaires, répartis en conseillers de première et de deuxième classe.

Les comptables de la guerre ne sont en effet, à aucun titre, justiciables de la Cour des Comptes, et la même règle s'applique aux conseils d'administration des corps de troupes ou établissements considérés comme tels, ainsi qu'aux trésoriers ou officiers payeurs, constitués dépositaires des fonds de l'établissement. Les comptes qu'ils établissent pour justifier l'emploi des fonds mis à

leur disposition sont, comme les comptes-matières, jugés par le ministre, sauf recours au Conseil d'Etat.

Chaque conseil de révision est composé : du préfet, président, ou, à son défaut, du secrétaire général ou du conseiller de préfecture délégué, d'un conseiller de préfecture désigné par le préfet, d'un membre du conseil général, autre que le représentant élu dans le canton où la révision a lieu, d'un membre du conseil d'arrondissement choisi dans les mêmes conditions et d'un officier supérieur ou général désigné par l'autorité militaire. Un sous-intendant militaire, le commandant de recrutement, un médecin militaire assistent aux opérations du conseil de révision. Celui-ci ne peut statuer qu'après avoir entendu l'avis du médecin. Le fonctionnaire de l'intendance est entendu dans l'intérêt de la loi toutes les fois qu'il le demande, et peut consigner les observations au procès-verbal de la séance. Le sous-préfet de l'arrondissement et les maires des communes auxquelles appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de révision assistent aux séances, où ils ont le droit de présenter des observations.

Le conseil juge en séance publique. A l'ouverture de la séance, les tableaux de recensement de chaque commune sont examinés et lus à haute voix. Le conseil statue sur les réclamations que peuvent présenter les jeunes gens et leurs parents ou représentants, ainsi que sur les causes d'exemption ou d'ajournement dont il va être question. Il examine aussi la situation des omis. Au point de vue de l'aptitude physique, le conseil de révision classe les jeunes gens en quatre catégories :

- 1° Ceux qui sont reconnus bons pour le service armé ;
- 2° Ceux qui, étant atteints d'une infirmité relative sans que leur constitution générale soit douteuse, sont reconnus bons pour le service auxiliaire ;

3° Ceux qui, étant d'une constitution physique trop faible, sont ajournés à un nouvel examen ;

4° Ceux qu'une mauvaise constitution ou certaines infirmités rendent impropres à tout service militaire soit armé, soit auxiliaire.

Lorsqu'un jeune homme fait une réclamation dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à son état civil ou à ses droits civils, le conseil de révision ajourne sa décision, ou ne prend qu'une décision conditionnelle, telle que « Bon pour le service actif, sauf à X à obtenir ultérieurement sa radiation des contrôles, s'il peut faire juger par les tribunaux civils qu'il est réellement étranger ».

Les décisions du conseil sont définitives et ne peuvent être attaquées devant le Conseil d'Etat que pour incompetence, excès de pouvoir ou violation de la loi. Elles ne sont point susceptibles d'opposition. Les défaillants sont considérés comme aptes au service armé. Si l'incompétence ou l'excès de pouvoir sont reconnus, la décision du conseil est annulée, et le jeune homme doit comparaître à nouveau pour qu'il soit statué à son égard. Quant à l'annulation pour violation de la loi, elle ne peut être demandée que par le ministre, et dans l'intérêt de la loi ; c'est-à-dire que rien n'est changé à la situation de l'intéressé qui, malgré l'annulation, profite de la dispense indûment accordée ; mais, s'il résulte de l'arrêt qu'une dispense a été indûment refusée, l'intéressé pourra en réclamer le bénéfice.

Enfin, c'est le procès-verbal rapporté en séance et signé par les membres du conseil de révision qui fait foi des décisions prises. Nul ne serait admis à prouver par témoins que la décision rendue a été inexactement consignée dans ce document.

RÉQUISITIONS MILITAIRES

DROIT DE REQUÉRIR

Les réquisitions militaires sont des charges communales consistant dans l'obligation imposée aux habitants de fournir moyennant une indemnité en argent, certaines prestations en nature déterminées par la loi pour suppléer à l'insuffisance des ressources disponibles. Elles s'exercent en territoire national d'après les prescriptions de la loi du 3 juillet 1877, commentée et développée par le décret portant règlement d'administration publique du 2 août 1877 : en territoire ennemi, elles se confondent avec le droit de la guerre.

Elles présentent l'inconvénient de faire disparaître les denrées qui se cachent, chacun songeant à se prémunir contre toute éventualité en temps de guerre ; elles exigent des recherches parfois longues et donnent presque toujours des résultats incomplets. On peut cependant y obvier en payant immédiatement les denrées ou objets fournis, c'est-à-dire en transformant la réquisition en achat à l'amiable. Avec la certitude d'être payés de suite et souvent plus cher, les habitants sont plus disposés à apporter les fournitures qui leur sont demandées

Le droit de réquisition appartient, en cas de mobilisation totale, aux généraux commandant des armées, corps d'armée, divisions ou troupes ayant une mission spéciale ; et, en cas de mobilisation spéciale ou de simple rassem-

blement, aux généraux commandant les corps d'armée mobilisés ou les rassemblements de troupes. Il peut, dans tous les cas, être délégué aux fonctionnaires de l'intendance et aux chefs de détachements. Exceptionnellement, et seulement en temps de guerre, tout commandant d'une troupe opérant isolément, peut, sous sa responsabilité personnelle et sans qu'il soit besoin de délégation, requérir les prestations nécessaires à l'entretien journalier de sa troupe.

Les réquisitions sont, en principe, adressées au maire de la commune, lequel peut : soit procéder par voie de répartition entre les habitants, soit pourvoir directement à la fourniture, par voie d'achat ou autrement. L'autorité militaire peut néanmoins, dans certains cas, s'adresser directement aux habitants.

Les réquisitions en territoire ennemi sont réglées par le décret du 26 octobre 1883 sur le service des armées en campagne. A l'article 104, ce décret spécifie que les généraux ont autorité pour frapper des contributions en nature, en pays ennemi occupé par leurs troupes ; ils peuvent déléguer ce droit. On voit que, contrairement aux dispositions de la loi du 3 juillet 1877, sur les réquisitions en territoire national, tous les généraux ont le droit de requérir ; il n'est pas nécessaire qu'ils commandent des corps d'armée, des divisions ou des troupes ayant une mission spéciale.

PRESTATIONS A REQUÉRIR

En temps de guerre l'autorité militaire peut requérir le logement et le cantonnement pour les hommes et les chevaux, la nourriture chez l'habitant, les vivres, les four-

rages, le chauffage, les chevaux, voitures, bateaux et moyens de transport de toute nature, les moulins, fours, établissements industriels, les guides, les ouvriers pour tous les travaux que les différents services de l'armée ont à exécuter, le traitement des malades et blessés, les objets d'habillement, d'équipement de pansement, et, dit la loi, tous les autres objets et services dont la fourniture est nécessitée par l'autorité militaire. Certains tempéraments cependant sont apportés à l'exécution de ces prescriptions.

En temps de paix, les prestations sont limitées au logement, au cantonnement, à la nourriture chez l'habitant, à la fourniture des vivres, fourrages, chauffage, et des moyens de transport de toute nature (y compris le personnel), ces derniers ne pouvant être requis que pour une durée maximum de vingt quatre heures. Nous insisterons sur le logement qui offre quelques particularités intéressantes à connaître.

Toutes les localités sont soumises au logement militaire qu'elles soient ou non gîtes d'étape. Le maire est prévenu à l'avance du passage des troupes, mais il ne pourrait, en cas de mouvement imprévu, et se fondant sur l'absence d'un avis, se refuser à délivrer des billets de logement. Si des contestations s'élèvent au sujet de la répartition faite par le maire, surtout en cas d'annexes au gîte d'étape, elles sont résolues par le préfet, sauf recours au ministre de l'intérieur ; mais les décisions prises en pareille matière sont du ressort de la juridiction gracieuse, et ne pourraient être l'objet d'un appel au Conseil d'Etat.

Le logement est dû par l'habitant et non par l'habitation. Il en résulte que la personne qui a deux appartements dans deux communes différentes et qui n'en habite qu'une ne doit le logement que là où elle habite. Les étrangers

sont astreints eux aussi au logement militaire. Les officiers et fonctionnaires en sont dispensés quand ils sont logés en nature, ou quand l'appartement qu'ils se sont procuré à leurs frais n'excède pas la proportion affectée à leur grade. Les comptables de deniers publics, les veuves et les filles vivant seules sont dispensés du logement en nature, mais doivent l'assurer ailleurs à leurs frais. Il en est de même de la personne possédant un seul lit, puisque les habitants ne sont jamais délogés de la chambre et du lit où ils ont l'habitude de coucher.

C'est au maire qu'il appartient de répartir entre les habitants de la commune la charge du logement militaire. De ce droit conféré par la loi, résulte celui d'apprécier les facultés des habitants et autres circonstances locales, d'examiner les raisons qu'invoquent telles ou telles personnes pour se soustraire à l'obligation du logement, d'admettre, s'il y a lieu, ou de rejeter leurs requêtes. A ce propos, les habitants peuvent formuler deux sortes de réclamations.

Tel soutient qu'en droit, il ne doit pas le logement militaire, parce qu'il appartient à la catégorie des fonctionnaires qui en sont dispensés, ou parce qu'il n'est pas habitant de la commune. Tel autre affirme qu'il est indigent ; que ses facultés ne lui permettent pas de fournir le logement ; que l'habitation qu'il occupe a été en partie détruite et n'est plus suffisante pour recevoir les militaires qu'on lui envoie.

Dans le premier cas, la réclamation est contentieuse de sa nature ; on peut l'assimiler à la demande en décharge ou réduction de contributions directes. Le requérant peut déférer l'arrêté du maire, prétendu illégal, au préfet d'abord, puis au ministre de l'Intérieur et même au Conseil d'Etat. Dans le second cas, la réclamation est du

ressort de la juridiction gracieuse et ne peut être formulée devant le Conseil d'Etat. On peut l'assimiler à la demande en remise ou modération d'impôts.

L'individu qui ne défère pas à l'injonction qui lui est faite de loger des militaires commet la contravention prévue par l'article 471-15° du Code pénal et peut être traduit devant le tribunal de simple police. Le refus de l'habitant est constaté par procès verbal, et ce document ne peut être combattu que par la preuve contraire et non par une simple dénégation du contrevenant.

Le Tribunal de simple police auquel est déféré une contravention en cette matière, n'a pas à examiner si la mesure prise par le maire était fondée en droit ou en fait ; car il s'agit d'un acte administratif, spécial dont l'autorité judiciaire n'est compétente pour apprécier ni la légalité, ni l'opportunité. La Cour de Cassation a annulé plusieurs jugements qui avaient acquitté les contrevenants « par des considérations dont l'appréciation n'appartient pas aux juges ».

Cependant si le maire a pris, pour l'exécution du service de logement, un arrêté réglementaire, le juge de simple police puise dans l'article 471-15° du Code pénal le droit de vérifier la légalité de ce règlement. Ainsi un arrêté du maire de X... avait disposé que, dans le cas où les habitants voudraient user de la faculté de loger des militaires chez des logeurs, ces logeurs ne pouvaient coucher deux militaires dans le même lit. Le Tribunal de simple police, jugeant cet arrêté illégal, renvoya les contrevenants des fins de la poursuite et la Cour de Cassation confirma le jugement.

L'absent est naturellement dispensé de loger en nature ; mais le maire doit loger ailleurs à ses frais. La jurisprudence reconnaît à ce dernier le même droit, au cas

de refus opposé par un habitant. Dans ces diverses hypothèses, le recouvrement des frais a lieu comme en matière de contributions directes; ce qui entraîne cette conséquence que les contestations auxquelles pourra donner lieu ce recouvrement seront jugés par les conseils de préfecture.

Si la réquisition du logement est exercée au moment de la mobilisation, le maire est autorisé à l'exécuter, même en l'absence de celui qui en est frappé, et par suite à envahir son domicile. Il peut employer la force en cas de résistance.

Si le maire refuse de fournir des prestations, il peut être condamné à une amende de vingt-cinq à cinq cents francs, si le fait provient de la mauvaise volonté des habitants; ceux-ci sont passibles d'une amende qui peut s'élever au double de la prestation requise; le recouvrement des prestations est assuré au besoin par la force.

RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS

Ces indemnités sont fixées par un fonctionnaire de l'intendance désigné par le ministre et sur l'avis préalable d'une commission nommée dans chaque département par le ministre ou le général en chef, par délégation, et dans laquelle l'élément civil domine. Mais cette fixation ne constitue qu'une offre qui peut être acceptée ou refusée par l'habitant intéressé. Le refus d'acceptation est transmis par le maire au juge de paix. Ce magistrat convoque, sans frais, l'autorité militaire dans la personne du fonctionnaire qui a fixé l'indemnité et le réclamant. S'il ne parvient pas à concilier les parties, et si la valeur en litige est inférieure à quinze cents francs, il peut, soit

prononcer immédiatement, soit ajourner les parties pour être jugées à bref délai. Si la valeur des litiges dépasse quinze cents francs, l'affaire doit être portée devant le Tribunal de première instance : appel peut être interjeté des jugements rendus par le juge de paix, lorsque la valeur dépasse trois cents francs.

Le législateur a donc nettement proclamé la compétence judiciaire en matière de réquisitions militaires. Mais elle doit être vraisemblablement limitée à la fixation du chiffre de l'indemnité. Le juge n'a pas à rechercher si la réquisition était ou non légale ; si, par exemple, elle était légitimée par les circonstances ; si l'autorité qui l'a exercée avait l'aptitude légale, etc....., toutes ces questions ressortissant à l'autorité administrative.

Lorsque le chiffre de l'indemnité est définitivement arrêté, le paiement en est fait au moyen d'un mandat établi par le fonctionnaire de l'intendance au nom de la commune ; le receveur municipal remet à chaque habitant la somme qui lui est due.

En temps de guerre, le paiement peut être fait en bons du Trésor portant intérêt à 5 pour 100 à partir du jour de la décision ; à l'échéance, les intérêts sont répartis entre les habitants au prorata des indemnités auxquelles ils avaient droit.

Il résulte de ce qui précède que le règlement des indemnités est assez long et compliqué ; il eût été plus simple si, comme pour l'exécution des réquisitions, on avait laissé seulement en présence l'Etat et la commune, au lieu de considérer cette dernière comme intermédiaire entre l'Etat et les particuliers qui ont fourni des prestations.

DES MARCHÉS

RÈGLES GÉNÉRALES

On appelle marché toute convention ayant pour objet : soit de verser dans les magasins de l'Administration les denrées, matières ou effets qui lui sont nécessaires, soit de manutentionner, transformer, les matières premières ou denrées préalablement achetées par elles, soit enfin de pourvoir directement à l'exécution d'un service public, en fournissant, non seulement les matières, mais encore l'outillage et le personnel nécessaires pour les mettre en œuvre.

Tous ces marchés sont soumis à des règles communes : ils sont passés par adjudication publique ou de gré à gré. L'adjudication avec publicité et concurrence est la règle ; mais il peut être, dans certains cas, traité de gré à gré. L'Administration a même le droit, lorsqu'il s'agit de fournitures ou travaux qui ne peuvent être, sans inconvénients, livrés à une concurrence illimitée, tout en recourant à l'adjudication publique, de restreindre la concurrence et de n'admettre à soumissionner que les personnes reconnues capables d'exécuter le service dans les meilleures conditions.

L'avis des adjudications est publié vingt jours à l'avance. Il y est procédé en séance publique par les soins d'une commission que préside le maire. Les soumissions, placées sous enveloppes cachetées, sont remises au prési-

dent qui les ouvre, en donne lecture à haute voix et déclare adjudicataire le soumissionnaire qui, dans les conditions de prix limite arrêtées par l'autorité supérieure, a fait les offres les plus avantageuses pour l'Etat. La commission est compétente pour statuer : soit sur la validité et la recevabilité des soumissions, soit sur les contestations et difficultés qui pourraient se produire en séance.

Les adjudications sont subordonnées à l'approbation ministérielle, sauf en ce qui concerne les marchés de livraison du service des subsistances, à cause des variations fréquentes auxquelles sont soumis les cours de ces denrées. Le pouvoir du ministre est, à cet égard, discrétionnaire et le refus opposé par lui ne peut être l'objet d'un recours contentieux.

Les marchés de gré à gré ont lieu : soit sur un engagement souscrit à la suite du cahier des charges, soit sur une soumission souscrite par celui qui se propose de traiter, soit sur correspondance, suivant les usages du commerce. Lorsque les offres faites par l'une des parties ont été acceptées par l'autre, le contrat est formé, sauf approbation ministérielle, en ce qui concerne l'administration.

Le cahier des charges d'une entreprise peut exiger des cautions personnelles ou matérielles, parfois même cette double garantie. Les cautions personnelles doivent être agréées par l'Administration, et le refus opposé par celle-ci ne pourrait être l'objet d'aucun recours. Le cautionnement matériel peut être réalisé : soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, soit en immeubles. Dans ce dernier cas l'immeuble doit être libre de tous privilèges ou hypothèques, et sa valeur doit excéder d'un tiers le chiffre exigé. Il appartient au préfet de requérir la prise d'inscription hypothécaire au compte de l'Etat, et la mainlevée

est prononcée par le ministre. La déchéance quinquennale ne s'applique pas à la restitution des cautionnements ; mais elle atteint naturellement les intérêts de ces capitaux, aux termes de l'article 2277 du Code civil.

Les marchés, à moins d'une décision spéciale du ministre, ne sont point transmissibles à des tiers, et l'Administration tient pour non avenue la cession faite sans son autorisation. En fait, la plupart des préposés des entrepreneurs, dans les petites places surtout, ne sont autres que des cessionnaires d'une partie du marché. Mais ils ne peuvent invoquer cette qualité vis-à-vis de l'administration et ne sont recevables ni à introduire une instance directe contre elle ni même à intervenir dans celle qu'aurait engagée l'entrepreneur. D'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, la même fin de non-recevoir est opposée : aux créanciers, lorsque leur qualité est contestée par le ministre et même à ceux qui prétendraient représenter l'entrepreneur et produiraient une procuration émanée de lui, leur donnant pouvoir de régler les comptes avec l'Administration.

Cette jurisprudence paraît excessive et notamment contraire aux principes de l'article 1166 du Code civil, aux termes duquel, « les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne ».

MESURES COERCITIVES ET JUGEMENTS DES CONTESTATIONS

Lorsqu'un entrepreneur n'exécute pas son marché, l'administration a le droit, aux termes de l'article 1184 du Code civil, soit de le résilier, soit d'en assurer l'exécution aux dépens du titulaire.

Celui-ci peut même être, en cas de retard, passible d'une amende conventionnelle. Il doit cependant avoir été mis en demeure, à moins que le cahier des charges ne stipule cette clause, devenue de style dans la plupart des actes, que la seule échéance du terme emportera mise en demeure, sans qu'il soit besoin de la signification d'aucun acte.

L'administration, dans le cas où elle veut faire exécuter le marché aux frais du défaillant, passe ce qu'on nomme un marché par défaut. Celui-ci aura lieu naturellement de gré à gré ; car, en cas d'adjudication, le défaillant pourrait éluder trop facilement la pénalité qui le frappe, en prenant part au concours à l'aide d'un prête-nom. Si le marché est garanti par une caution personnelle, celle-ci doit être mise préalablement en demeure de remplir les conditions de l'obligé principal.

L'administration peut aussi, au lieu de passer un marché par défaut, assurer le service par tels moyens qu'elle juge convenables, par exemple au moyen d'expéditions faites d'autres places ou par l'emploi des réquisitions ; mais il est d'autre part évident qu'aux termes de l'article 1148 du Code civil, un cas de force majeure dûment constaté libérerait l'entrepreneur et les cautions. Par contre, les fournisseurs et leurs agents seraient passibles des peines édictées par les articles 430 à 433 du Code pénal si, en dehors du cas de force majeure, ils avaient fait manquer les services dont ils étaient chargés ou commis des fraudes sur la qualité, la nature ou la quantité des denrées fournies.

Les contestations qui peuvent s'élever relativement à l'exécution des clauses d'un marché sont résolues par le ministre, sauf recours au Conseil d'Etat. Cependant, il est parfois stipulé dans les cahiers des charges que les

difficultés seront, le cas échéant, soumises à des arbitres ou experts nommés dans des conditions déterminées, et au jugement desquels les parties se soumettent d'avance.

La légalité de cette clause compromissaire paraît plus que douteuse; car l'article 1006 du Code de procédure civile stipule que le compromis doit, à peine de nullité, désigner les objets en litige et les noms des arbitres; ce qui indique clairement que la loi autorise et sanctionne les arbitrages sur des difficultés nées, mais non à naître. De plus les questions intéressant l'Etat sont sujettes à communication au ministère public, et l'article 1004 du Code de procédure civile défend de compromettre sur ce genre de questions.

RÉSILIATION ET PAYEMENT

La résiliation peut aussi provenir du fait de l'Administration, soit que les événements en vue desquels le marché était passé ne se réalisent pas, soit insuffisance du budget ou toute autre cause. Il est évident qu'une indemnité doit être allouée à l'entrepreneur et comprendre, aux termes des articles 1149 et 1794, non seulement les pertes qu'il a subies, mais encore les bénéfices dont il a été privé.

Les cahiers des charges disposent généralement que la faillite ou le décès de l'entrepreneur entraîneront la résiliation du marché, mais que les héritiers ou créanciers, suivant le cas, seront tenus d'assurer le service pendant une période déterminée.

Il ne faut pas confondre la résiliation, acte qui suppose un contrat parfaitement valable et qui n'a d'effet que pour l'avenir avec la rescision, prévue par l'article 1117 du Code civil, et d'où il résulte que le contrat n'a jamais

existé. La rescision ne peut être demandée que pour cause d'erreur, de violence ou de dol. En écartant la deuxième cause, on voit que l'Administration pourra plaider la nullité : en cas de dol, si le titulaire du marché a présenté de faux titres de propriété, de faux certificats de moralité, etc..., et en cas d'erreur sur la personne si l'Administration, croyant par exemple traiter avec un industriel connu et bien posé, avait accepté les offres d'un homonyme sans consistance. La nullité du marché ne pourra être demandée par l'entrepreneur, que si ce dernier est incapable de contracter, c'est-à-dire mineur, interdit, etc....

En principe, le paiement pour solde ne doit avoir lieu qu'après liquidation définitive de la créance faite par le ministre. Cependant, pour certains marchés, les règlements autorisent le versement d'acomptes dans la proportion des cinq sixièmes au plus des droits constatés.

Aux termes de l'article 1651 du Code civil, le paiement doit avoir lieu, si le cahier des charges n'en dispose autrement, au lieu stipulé pour la livraison.

CONCLUSION

Nous venons de décrire les différents creusets dans lesquels viennent se fondre les monceaux d'or mis chaque année par le parlement à la disposition du ministre de la guerre. Beaucoup de bons esprits se demandent s'il n'est pas insensé d'imposer périodiquement aux contribuables un effort aussi colossal, et, n'écoutant que les généreuses aspirations de leur cœur, ils cherchent à ressusciter ce fameux projet de paix universelle qu'avaient déjà conçu Henri IV et le bon Sully. De louables efforts furent tentés dans ce sens aux différentes assemblées qui se tinrent à la Haye. Hier encore s'ouvrait à Munich le seizième congrès international de la paix. Toutes les grandes puissances plient également sous « le faix du fardeau ». Un parti politique même, dont l'influence va sans cesse grandissant, semble avoir inscrit, en tête de son programme, la suppression des armées permanentes.

Que faut-il penser de ces sublimes mais dangereuses utopies ? N'est-ce pas vraiment rétrograder que de croire à la possibilité d'une magistrature internationale, même composée des têtes les plus couronnées de l'univers ? Ne serait-ce pas revenir au Moyen Age, à cette singulière époque de droit barbare, où le seigneur justicier, après avoir rendu sa sentence, laissait à la partie qui avait triomphé le soin d'exécuter le jugement : on finissait par où on aurait pu commencer.

Mais, disent les partisans acharnés du système, toutes

les puissances pourraient s'unir contre celle qui n'accepterait pas le verdict de l'auguste tribunal, jugeant en dernier ressort.

Peut-on raisonnablement compter sur une pareille entente au milieu des complications inouïes et des intrigues sans nombre qui se nouent dans les moindres affaires de politique internationale ? Ne serait-ce pas, au contraire, le meilleur moyen de diviser les puissances en deux parties opposés ; et, par une cruelle ironie du sort, d'allumer la conflagration générale au sein d'une assemblée qui aurait pour mission de faire régner la paix universelle ?

L'histoire n'est-elle pas là d'ailleurs pour prouver que les désarmements ont toujours été imposés aux vaincus par leur impitoyable vainqueur : c'est le glorieux apanage du triomphateur de faire mettre bas les armes à ceux qu'il a subjugués. La guerre, comme l'établit magistralement le comte de Maistre, dans ses immortelles « Soirées de Saint-Pétersbourg », est un mal nécessaire et contemporain de l'humanité : elle est née de l'apparition même de deux hommes sur la terre : *homo homini lupus*. Nulle religion en effet n'est parvenue à extirper du cœur humain ce sentiment égoïste, mais naturel.

La guerre naîtra demain de la crise économique à laquelle nous faisons en commençant une discrète allusion. Elle se poursuit actuellement à coups de millions ; mais ceux-ci ne cesseront de tinter que pour laisser retentir la voix du canon vomissant sur les champs de bataille futurs la mitraille et la mort. Ne nous laissons donc pas bercer d'un fol espoir plus ou moins chimérique : nous pourrions nous endormir, c'est vrai ; mais le réveil serait terrible pour nous. N'oublions jamais la maxime de celui qui fut un maître dans l'art de la guerre : *Si vis pacem para bellum*.

L'armée des combattants est certainement à hauteur de sa tâche : rien ne saurait donc arrêter son élan impétueux, puisque nous avons constaté que les services administratifs étaient organisés de manière à satisfaire largement ses besoins. N'ayant nul autre souci que celui de vaincre ou de mourir, le soldat français deviendra ce qu'il fut si souvent autrefois, c'est-à-dire invincible.

Montpellier, le 26 octobre 1907	Montpellier, le 26 octobre 1936.
Vu, p ^r le Doyen de la Faculté de Droit,	Vu, le président de la thèse
L'assesseur,	J. CHARMONT.
BRÉMOND.	

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 28 octobre 1907.
Le Recteur,
Ant. BENOIST.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
PRÉFACE	7
INTRODUCTION.	11
SERVICE DE L'INTENDANCE	15
Objet	15
Historique du Corps de l'Intendance militaire . . .	16
Rôle du Corps de l'Intendance militaire.	20
Rapports des fonctionnaires de l'Intendance avec le Commandement	24
Attributions des fonctionnaires de l'Intendance. . .	26
Officiers d'administration du service de l'Intendance	29
SERVICE DE LA SOLDE	32
Objet du service.	32
Définitions et Règles générales	32
Païement de la solde	35
Délégations.	37
Retenues.	38
Indemnités.	40
Hautes payes	44
Masses.	46
SERVICE DES SUBSISTANCES MILITAIRES	48
Historique	48
Organisation actuelle. Fonctionnement général. . .	55
Personnel d'exécution.	57
Réception des denrées	59
Distributions.	60
Des ordinaires	62
Service des fourrages.	64
SERVICE DES SUBSISTANCES EN CAMPAGNE.	65
Fonctionnement général.	65
Fonctionnement particulier	68

	Pages
SERVICE DU COUCHAGE	70
SERVICE DE L'HABILLEMENT	72
Masse d'habillement	73
Constitution des approvisionnements.	74
Fonctionnement du service	75
MASSE DE HARNACHEMENT	77
MASSE DE CHAUFFAGE ET D'ÉCLAIRAGE	78
MASSE DE CASERNEMENT	81
MASSE DES ÉCOLES.	84
PROJET DE RÉFORME DE L'INTENDANCE.	85
DU SERVICE DE SANTÉ	87
Historique	87
Organisation actuelle.	93
Autonomie du service de santé.	97
Recrutement et organisation des pharmaciens mili- taires	98
Officiers d'administration du service de santé . . .	99
RÈGLES GÉNÉRALES.	100
SERVICE DE SANTÉ EN TEMPS DE PAIX	102
Administration et direction	102
Service de santé dans les corps de troupe.	103
Infirmeries régimentaires	105
Hôpitaux militaires. Personnel	107
Fonctionnement du service	109
Hôpitaux d'eaux minérales et bains de mer	112
Hospitalisation des aliénés	113
Hospices mixtes et hospices civils.	113
SERVICE DE SANTÉ EN CAMPAGNE	115
Règles générales	115
Direction	116
Matériel du service de santé en campagne.	118
Service de l'avant	119
Service régimentaire	120
Ambulances	123
Hôpitaux de campagne	125
Service de l'arrière.	127
Hôpitaux d'évacuation	128

	Pages
Formations sanitaires échelonnées sur les lignes d'évacuation	129
Société de secours aux blessés militaires	130
Conventions de Genève et de La Haye	132
Assainissement des champs de bataille.	135
Utilisation des ressources du territoire national pour les malades et blessés	136
Etat-civil aux armées.	137
SERVICE DE SANTÉ A L'ÉTRANGER	141
Allemagne	141
Autriche.	143
Italie	145
Russie.	146
DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE	150
Compétence et utilité.	150
Responsabilité de l'Etat.	153
Des tribunaux administratifs	156
RÉQUISITIONS MILITAIRES	160
Droit de requérir.	160
Prestations à requérir	161
Règlement des indemnités	165
DES MARCHÉS	167
Règles générales	167
Mesures coercitives et jugements des contestations	169
Résiliation et payement.	171
CONCLUSION.	173

